EXPÉRIENCE ET RECHERCHE MISSIONNAIRES

Spiritus

ÉQUIPE DE RÉDACTION — ÉVANGÉLISATION : RECHERCHES, ESPÉRANCES

DOSSIER D'ENQUÊTE — LA NÉCESSITÉ DU CHANGEMENT
LE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS
ANNONCE ET EXPRESSION DE LA FOI
DES INSTITUTIONS A CHANGER ?
MISSIONNAIRES : MAINTIEN OU RETRAIT ?

EUGÈNE JUGUET — L'ÉTRANGER : QUEL MINISTÈRE DANS L'ÉGLISE LOCALE ?

hors des sentiers battus
la théologie africaine
la slovénie
la lecture du nº 56

59

mission : options urgentes

JUIN 1975 **59** TOME XVI

mission : options urgentes

Equipe de rédaction — Evangélisation : recherches, espérances / 117

Dossier d'enquête — La nécessité du changement / 141
Le transfert des responsabilités / 145
Annonce et expression de la foi / 153
Des institutions à changer ? / 163
Missionnaires : maintien ou retrait / 175

Eugène Juguet — L'étranger : quel ministère dans l'Eglise locale ? / 183

& — S. DE BEAURECUEIL, G. FAJDIGA et les nombreux participants des sept Tables rondes à Paris et l'Arbresle.

récollection — Hors des sentiers battus / 202
chronique — La théologie africaine / 205
La Slovénie / 207
courrier — En réponse à l'écoute des autres / 210

Dans le cahier 56 de Spiritus, A l'épreuve de l'écoute des autres *(juin 1974), des Africains, des Sud-Américains et des Asiatiques ont dit ce qu'ils pensaient de la présence des missionnaires, de leurs efforts, et ce qu'ils souhaitaient pour que les Eglises autochtones deviennent authentiquement leurs. Fidèle à son projet d'être une plateforme de rencontre, de dialogue et d'échange,* Spiritus *donnait ainsi à des personnes et à des groupes la possibilité de s'exprimer. La publication de ces textes paraissait doublement opportune : les Chapitres généraux de nombreux Instituts missionnaires devaient se tenir l'été suivant - à Rome, le Synode des évêques aurait lieu quelques mois plus tard.*

Les réactions à ce numéro ont été nombreuses et vives. D'autre part, tout au long du Synode, les évêques d'Asie et d'Afrique ont insisté sur la nécessité de « l'indigénisation » des Eglises locales ou particulières. Toutefois, au dernier jour des Assemblées romaines, ces mêmes évêques d'Afrique et ceux de Madagascar publiaient une déclaration commune : Promouvoir l'évangélisation dans la corresponsabilité. *Et dans la conférence de presse qu'ils donnaient à cette occasion, le numéro 56 de* Spiritus *était mentionné comme l'une des causes de cette déclaration. Ceci montre à l'évidence combien le passage à une certaine autonomie au sein de la communion des Eglises - et à une indigénisation au sein de la même confession de foi - est un problème difficile, important, et sous certains rapports, conflictuel. Il importe donc de ne pas le compliquer par une vaine polémique. Aussi bien, ce numéro n'est-il pas* une réponse *au 56, mais* une suite.

Dans le cahier de juin 1974, les affirmations nous paraissent significatives *dans la mesure où il nous est possible de les situer, de les prendre dans une évolution, de les saisir dans un dynamisme historique. Elles indiquent alors un sens, une orientation, une direction de recherche. Elles peuvent permettre de repérer les nœuds de la question missionnaire à l'heure actuelle. Mais un constat n'est pas le dernier mot possible... Des options sont à prendre... Donner une suite à ce numéro, c'est donc éviter non seulement - et nous l'avons dit plus haut - la controverse stérile et la diatribe nuisible, mais aussi les répétitions, ce qui ne sera pas toujours facile. C'est faire apparaître la trame de l'histoire qui se tisse, où peut se déployer le sens de l'Evangile. Une communauté chrétienne - et toute commu-*

nauté chrétienne - devient « indigène » quand elle atteste dans son milieu la nouveauté de l'Evangile.

Dans la majorité des cas - les exceptions sont rares : on citerait, par exemple, l'Eglise de Corée - la première annonce de l'Evangile est faite par des gens venus de l'extérieur. Dès lors, un double jeu de réactions se déclenche : toute culture, en effet, donne une place à l'étranger, elle l'accueille, elle le reconnaît, mais en même temps le circonscrit. Un réseau de relations s'établit, qui est tout à la fois une chance offerte et un conditionnement pour l'évangélisation. Par ailleurs, quelles que soient la pureté de ses intentions, la générosité de son action et la discrétion de sa présence, le missionnaire venu des anciennes Eglises a été perçu, saisi, compris dans le courant de l'expansionnisme occidental.

Mais des mutations historiques se produisent (voir L'Evangélisation *p. 117). Les jeunes Eglises se trouvent dans des situations nouvelles, diverses selon les pays, où se manifestent cependant deux constantes, qui d'ailleurs se combinent différemment : la recherche d'*authenticité *pour une unité nationale et la* mondialisation *des relations économiques, politiques, culturelles. Cette double requête d'authenticité et d'universalité est une interrogation pour les Eglises particulières, héritières d'un passé qui les a aidées à surgir. La présence d'étrangers, même s'ils sont reçus comme des hôtes, même s'ils sont « invités », crée une réaction sociologique que la seule « bonne volonté » ne peut contenir et contrôler.*

Comment, dès lors, le débat ouvert par le numéro 56 n'aurait-il pas eu un certain tour passionné ? Pourtant, si l'on veut poursuivre une réflexion valable, il faut garder son calme, ne pas se sentir atteint ou culpabilisé, essayer de voir sans passion ce qui est vécu. La suite du 56 doit tendre, nous semble-t-il, à la détection des priorités que les Eglises locales souhaitent se donner. Pour tenter une approche dans ce sens, nous avons donc sollicité la parole de nombreuses personnes ou groupes en divers secteurs. Nombre de nos appels sont restés sans réponses. Il est difficile d'interpréter certains silences. Nous ne le ferons pas. La matière de ce numéro provient donc pour la plus grande part, de Tables rondes dont nous donnons la composition plus loin. Nous les avons voulues le plus variées possible pour que les points de vue soient largement diversifiés.

Il aurait été fastidieux de présenter ces Tables rondes l'une après l'autre, d'autant qu'une telle lecture n'aurait pas permis de dégager les aspects essentiels. Recomposer un ensemble avec le matériau qu'elles ont fourni risque de détruire le dynamisme de l'échange et ne permet pas de contrôler le poids et le rôle de l'animateur. Nous avons pourtant utilisé ce deuxième procédé, en souhaitant être le plus honnête possible. Nous espérons ne pas avoir trahi nos collaborateurs.

Le changement n'est pas matière à option : il s'impose dans le dynamisme d'une histoire. L'équipe de Spiritus *présente sa réflexion sur les données actuelles du changement, essaie d'établir quelques repères de la question du témoignage chrétien dans ces nouvelles conditions... et soumet à votre jugement des lignes de recherche.*

La suite des Tables rondes que nous avons pu rassembler, sans apporter des bouleversements révolutionnaires, permet de repérer les zones de recherche qui seraient à prospecter plus méthodiquement, pour sortir d'une critique un peu vaine du passé et se donner des tâches possibles...

La mission à l'extérieur est-elle pour autant terminée ? L'article de E. Juguet reprend la question en montrant quelles seraient les tâches que pourrait se proposer cette mission qui d'ailleurs - il importe de le préciser - ne peut être à sens unique. Il aborde ainsi les conditions pour une véritable communion d'Eglises qui ne se jouerait pas uniquement au niveau des responsables hiérarchiques, une communion que les situations du monde moderne semblent bien postuler...

Puisse ce numéro ne pas apparaître à nos lecteurs sous le seul angle de la critique, mais - à l'exemple de la réflexion de Serge de Beaurecueil - être un acte d'espérance.

Spiritus

ÉVANGÉLISATION : PERPÉTUELLE RECHERCHE, ESPÉRANCE NOUVELLE

On ne peut parler d'évangélisation sans être amené à mesurer la distance qui nous sépare de l'expression de la foi dans les communautés de l'Eglise primitive. Un simple fait est déjà signifiant : l'évangélisation première s'est accomplie à partir de Jérusalem, sous contrôle romain, vers Rome, centre de l'Empire, et non pas l'inverse. Un autre fait : toute culture à cette époque est sacrale, car la sécularisation est un phénomène récent. De plus, quand il s'agit de la rencontre avec les non-chrétiens, appartenant à un monde différent, nous sommes affrontés à une autre distance : celle qui existe entre les cultures. Une question se pose alors : *Qu'est-ce que je puis dire de Jésus-Christ, aujourd'hui, et dans une culture différente de la mienne ?* ou encore, en d'autres termes et en précisant le lieu d'où nous parlons : *Comment le problème de l'évangélisation se pose-t-il à partir des situations vécues actuellement dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ?*

Ce texte initial trouve son origine dans une note qui avait été demandée à l'équipe de *Spiritus* par le Secrétariat de l'Episcopat français, en vue de la préparation du Synode de Rome de 1974. Cette note qui n'a pas été publiée en son temps, a été reprise ici en tenant compte de l'expérience vécue à Rome par les 217 représentants des autorités ecclésiales du monde.

La réflexion qu'on va lire est faite à partir du réseau de relations de *Spiritus*. Elle a donc pour base le vécu de quelques communautés chrétiennes dans d'autres cultures. C'est dire les limites de ce texte, dont la dernière partie ne débouche pas sur des conclusions, mais voudrait ouvrir sur un questionnement dont il revient aux lecteurs d'éprouver la valeur.

pluralité et non-dit de l'évangélisation

Dans sa première page, le document romain de préparation au Synode présentait, de l'évangélisation, quatre définitions : « le mot évangélisation revêt communément aujourd'hui plusieurs sens. D'abord, ce terme peut désigner toute activité par laquelle le monde est transformé de quelque manière, conformément à la volonté de Dieu, Créateur et Rédempteur. Ensuite, on exprime par ce mot l'activité prophétique, sacerdotale et royale, par laquelle l'Eglise est construite selon l'intention du Christ. Le troisième sens de ce terme est plus fréquent : il signifie l'activité par laquelle l'Evangile est proclamé et expliqué, et par laquelle la foi vivante se trouve suscitée chez les non-chrétiens et nourrie chez les chrétiens (prédication missionnaire, catéchétique, homilétique, etc.). Parfois cependant, le sens d'évangélisation est restreint à la première annonce de l'Evangile faite aux non chrétiens et par laquelle la foi prend naissance (prédication missionnaire : kérygme) » [1].

La pluralité des définitions manifeste la diversité des théologies qui les sous-tendent mais aussi la difficulté d'approcher une réalité qui ne cesse de faire question. Chacune de ces définitions refuse une certaine image de l'Eglise, mais suggère en contrepartie des orientations - nouvelles ou traditionnelles - qui ne s'imposent pas de manière évidente à tout le peuple de Dieu. Sur une réalité aussi fondamentale que l'évangélisation, il est clair en effet que *la réflexion de l'Eglise ne peut être* - et ne sera jamais - *univoque,* car elle dépend tout à la fois du vécu de chaque communauté de croyants et de son interrogation constante pour être fidèle à l'Evangile. La peur d'une pluralité vivante conduirait à une *absence de réflexion* et même à la limite, à une sclérose. Si l'Eglise, dans ses responsables, témoignait d'une volonté de rester univoque, alors que les communautés de croyants font surgir de leur vie même des options et des questions, cela signifierait le refus de toute nouvelle orientation et entraînerait l'arrêt de la croissance.

La pluralité que nous venons de signaler dans la façon de comprendre et de formuler l'évangélisation nous renvoie à *la foi en une réalité* dont le sens nous est simultanément donné et non-donné,

1/ *L'Evangélisation du monde contemporain,* Synode des Evêques, p. 1.

possédé et non-possédé, connu et à connaître, dit et non-dit : un non-dit qui est beaucoup plus vaste et qui va beaucoup plus loin que ce qui est exprimé. Pour le croyant, le non-dit de l'évangélisation, c'est le mystère de la Bonne Nouvelle, Parole vivante qui vient libérer le monde et que personne n'a le droit ni le pouvoir de s'approprier ; non-dit toujours présent à notre esprit, plus puissant que ce qui est dit, défini, formulé, catalogué ; critique latente qui nous interroge toujours en regard de ce qui est dit et accompli.

Le non-dit des sciences humaines est une impossibilité de fait, actuelle, d'aller plus loin dans la recherche pour cerner le mystère de l'homme. Le non-dit de la foi, lui, est comme une réserve inépuisable qui interpelle le « dit » pour le relativiser et faire valoir les droits de la Bonne Nouvelle. Il renvoie au caractère, essentiellement provisoire, de toute expression et formulation de sens.

On pourrait alors voir dans cet aspect de "provisoire" une dérobade, un recul stratégique ou un changement de front tactique, permettant à l'Eglise de retomber sur ses pieds, de faire des adaptations qui paraîtraient des révolutions. Mais ce serait oublier que, dans la foi, l'expression provisoire et diverse du sens comporte une exigence : celle de susciter une nouvelle confrontation, une nouvelle interprétation, peut-être pleine de *risques*. Le sens de l'évangélisation n'est sauvegardé que dans ce risque d'une recherche, dans cette tentative pour arriver à un nouveau dire et à un nouvel agir.

Aucune formule ne pourra donc jamais cerner le message de l'Eglise et le non-dit de son message. Ce qui revient à dire : il est impossible et ambigu de définir l'évangélisation. Pour nous, la question n'est donc pas : *Qu'est-ce que l'évangélisation ?,* mais bien plutôt : *Comment, après vingt siècles de christianisme, l'Eglise s'interroge-t-elle encore aujourd'hui sur la présentation de son message ?* Pour répondre à cette question, nous sommes conduits à envisager les trois points suivants :

1. quels événements ont provoqué cette interrogation ?
2. comment les nouvelles situations sont-elles une interpellation pour les Eglises ?
3. à partir de là, est-il possible d'orienter la réflexion ?

1/ Faits nouveaux, situations nouvelles

Parmi les événements qui ont marqué l'histoire du monde au cours des vingt-cinq dernières années, nous en avons retenu trois qui paraissent significatifs :

bandoeng : une date dans l'indépendance politique du tiers monde

En avril 1955 se tient la Conférence afro-asiatique de Bandoeng. Sous l'égide du Japon, en 1926 et en 1943, de l'Inde en 1947 et en 1949, des U.S.A. en 1950, on avait déjà vu des conférences asiatiques. Des congrès pan-africains avaient aussi eu lieu à Paris en 1919, en Grande-Bretagne en 1921, 1923 et 1945, aux U.S.A. en 1927. Ces derniers congrès avaient toujours été convoqués par des « Blancs » et dans des pays ayant des rapports de force avec le continent africain.

A Bandoeng, 23 pays d'Asie et 6 pays d'Afrique, sans demander la permission aux « Grands », refusant délibérément d'inviter les pays « blancs », se réunissent pour définir une politique commune en trois points :

1. Le colonialisme est condamné dans toutes ses manifestations. C'est un appel à la libération et à l'indépendance qui est lancé à tous les pays en voie de développement.

2. Le tiers monde s'affirme face aux grands blocs : Il faut dénoncer l'intolérable humiliation qu'il y a pour une nation africaine ou asiatique à se dégrader au rang de satellite [2]...

3. Enfin la solidarité dans le développement est l'objet d'une prise de conscience.

La Chine populaire est présente à Bandoeng. Paradoxalement, sur les questions du colonialisme et du neutralisme, elle y joue le rôle de conciliateur entre pays alignés et non alignés. Malgré l'absence de l'Amérique latine, de l'Océanie et la très petite représentation africaine qui souligne la situation coloniale où se trouve

2 NEHRU dans *le Mouvement afro-asiatique*, par Boutros Ghali, p. 55.

3/ SENGHOR, op. cité, p. 61.

4/ *Déclaration de l'Episcopat du Zaïre*, janvier 1975.

alors (en 1955) ce continent, c'est de Bandoeng qu'il faut dater l'indépendance politique du tiers monde. Les Africains en ont entendu l'appel :

Bandoeng est positivement, exprimée à l'échelle de la planète, la prise de conscience de leur éminente dignité par les peuples de couleur et les pauvres du monde. C'est la mort du complexe d'infériorité. Les peuples de couleur se sentent aujourd'hui les égaux des plus blancs des Blancs [3].

A partir de ce jour, aucun étranger ne pourra plus se présenter dans le tiers monde de la même manière qu'auparavant. Les peuples de ces pays vont élaborer leurs projets et faire apparaître de nouveaux types d'hommes dont parfois, comme en Chine, l'Eglise sera complètement absente. Or, le « fait Bandoeng » semble avoir échappé à l'Eglise : aucune mention n'en est faite dans les revues missionnaires des années 55-56.

zaïre : la recherche de l'identité culturelle

Le 25 novembre 1965, le général Mobutu prend le pouvoir. Mais la date importe peu car le mouvement zaïrois d'*authenticité,* c'est-à-dire de recours à la tradition bantoue, s'étend sur toutes les années 60 et il est loin d'être terminé. On aurait pu d'ailleurs citer d'autres exemples : Sri Lanka en 1966, Mindanao aux Philippines en 1970, Madagascar en 1972 - car tous les pays du tiers monde ont connu cette même recherche ou du moins s'y éveillent les uns après les autres.

L'indépendance politique est acquise. Mais pour que vive la nation zaïroise, il faut réédifier une culture qui a été violée. Inconsciemment et en toute bonne foi, l'Eglise a participé au viol. Les évêques zaïrois le disent clairement : *L'époque coloniale a connu un système de collaboration entre les autorités civiles et les autorités religieuses. Cette collaboration a certainement porté du fruit, mais elle a trop lié l'Eglise dans ses représentants officiels au régime colonial* [4].

De cette recherche d'identité les points d'impact ne sont pas clairs : par exemple, on supprime les prénoms chrétiens d'origine non afri-

caine ; on retire les crucifix des lieux et établissements publics ; on supprime les cours de religion dans les écoles et les Universités de théologie au sein de l'Unaza ; on proclame le Mouvement populaire révolutionnaire comme Eglise... Pareillement, à Sri Lanka, on restructure la semaine selon les phases de la lune et au Tchad, on remet en valeur les rites d'initiation.

On aurait déjà pu discerner cette même quête d'identité dans l'apparition du Kimbanguisme au début du siècle. Il faudrait savoir la redécouvrir maintenant dans les romans africains qui reprennent fréquemment le thème du retour au village. Retour qui va combler le vide créé par l'irruption violente d'un autre monde, retour impossible peut-être. Serait-ce la signification du rêve de cet Africain qui tente de revenir en avion dans son village et qui sent le terrain se dérober sous lui à chaque tentative d'atterrissage ?

Bien sûr, une telle quête d'authenticité n'est pas sans ambiguïté : le risque est de s'arrêter à une libération dans l'imaginaire alors qu'elle doit conduire le pays à prendre en main son destin sur les plans économique, politique, social et culturel, *pour faire advenir l'homme.* Quant au principe du *recours à l'authenticité,* il ne renie ni ne rejette en lui-même aucun apport historique, que ce soit dans le domaine scientifique, technique, philosophique ou religieux, tant qu'il contribue positivement à la réalisation d'une société harmonieuse et intégrée [5]. Si bien que l'Eglise zaïroise se déclare prête à utiliser ce principe : *Le recours à l'authenticité est un facteur important et positif en vue d'enrichir l'Eglise qui tient ce principe en estime et considération* [6].

Il ne peut être question d'un simple retour en arrière. Car, au Zaïre, où se trouve maintenant le village traditionnel ? 40 % de la population sont urbanisés. Kinshasa compte un million d'habitants, dix autres villes en ont plus de 100.000, et 80 % des revenus du pays viennent de la population minière. Bien plus que d'un « retour », il s'agit donc de l'invention d'une culture zaïroise pour notre temps. Une évangélisation « archéologique » serait aussi illu-

5/ *Déclaration de l'épiscopat du Zaïre,* janvier 1975.
6/ Texte ctié.
7/ *Déclaration de l'O.U.A.,* Addis-Abéba, janvier 1975.

soire que celle qui voudrait encore ignorer la nouvelle recherche d'expression culturelle des peuples.

la crise des matières premières

En 1972, les pays du tiers monde sont venus à Santiago du Chili, au rendez-vous de la CNUCED, en « demandeurs » d'une organisation plus juste du commerce international, seul moyen qui leur permettrait d'accéder à la véritable indépendance économique dont ils ne disposent pas encore. Mais à part quelques concessions de détail, le front des pays industrialisés qui profitent des matières premières du tiers monde ne put être rompu et la conférence de Santiago sera un échec pour les pays en voie de développement comme l'avait été celle de New Delhi, quelques années auparavant.

En 1973, c'est sur le front du pétrole qu'est donné le coup d'envoi de la révolte. Dans la foulée, le président Boumédienne réclame la convocation d'une conférence internationale sur les matières premières. Certains pays prennent déjà en main la discussion des prix de leurs propres richesses. Ce pourrait être une étape décisive dans la voie de l'indépendance économique. Mais durant la fin de 1974, les pays industrialisés préparent la riposte et le combat économique se continue.

Par ailleurs, l'unité ne se fait pas facilement au sein des pays du tiers monde. Qu'on se rappelle la session de l'O.U.A. au mois de février dernier, à Addis-Abéba : il faut constater un certain piétinement de la coopération afro-arabe, un désenchantement de plusieurs pays africains qui n'ont pas reçu l'aide espérée pour compenser l'augmentation du prix du pétrole... L'unité africaine a, une fois de plus, montré ses failles et ses lézardes, ses rivalités et ses craintes[7]. De nouvelles divisions apparaissent entre les pays du tiers monde qui ont des richesses minières et les autres à vocation plus agricole.

Pourtant en 1975, les spécialistes s'entendent pour reconnaître que « l'économie de marché » ne suffira pas à résoudre la crise mondiale, qu'il faut une restructuration du monde. Une des préoccupations urgentes est celle de nourrir 6 ou 7 milliards d'hommes

aux environs de l'an 2000. Vingt-cinq ans nous séparent de l'échéance mais les décisions sont à prendre dès maintenant.

L'évangélisation ne peut pas ne pas tenir compte de ce genre de questions, car il s'agit bien là du *type d'homme* qui doit se révéler. L'homme nouveau, celui que l'Evangile doit faire surgir, doit apparaître dans ce monde qui est le nôtre, sinon l'incarnation n'a pas de sens. Au cœur de ces situations nouvelles et si complexes, c'est à chaque Eglise de se demander: *Qu'est-ce que l'évangélisation ?*

2/ Les jeunes Eglises prennent la parole

Pour les Eglises d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, la préparation du Synode de 1974 a été l'occasion de se pencher sur la question. En tant qu'Eglises locales (et non plus sous l'angle de « la mission étrangère »), elles ont été particulièrement touchées par le mouvement de libération culturelle et ont pris conscience de leur appartenance au monde occidental. Mais se laissent-elles interroger de la même façon par la poussée des indépendances politiques et économiques ? Nous laisserons ici la parole aux responsables de ces communautés.

en asie de l'est : vers une intégration culturelle de l'évangile

Déjà en août 1973, les évêques de Taïwan, du Japon, de la Corée, du sud-Vietnam, de Hong-Kong et de Macao, réunis à Taipeh, publiaient un document l'*Evangélisation en Asie de l'Est aujourd'hui.*

Les peuples d'Asie voient l'Eglise comme une organisation religieuse cohérente, complètement dissociée de la politique et des intérêts financiers, et cela commande le respect... La conversion à la foi chrétienne ne doit pas être cependant regardée comme une rupture par rapport à notre héritage culturel, mais au contraire comme un épanouissement merveilleux. A nous d'assumer et d'intégrer ces

8/ Texte officiel : *Sunday Examiner*, Hong-Kong, 23 nov. 73 (Traduction : J. Vérinaud).

9/ Editorial : *Examiner*, Bombay, 15 déc. 73 (Traduction : J. Vérinaud).

valeurs et ces courants religieux qui ont modelé la vie de nos pays à travers les siècles. Sinon le message chrétien continuera à être un langage étranger à notre propre culture et nous resterons des minorités incapables de pénétrer le vrai courant de la vie de nos peuples. Nos philosophies traditionnelles et nos religions peuvent être de bonnes pierres d'attente pour la venue du Christ dans le monde d'aujourd'hui, en particulier la philosophie confucéenne. En présentant l'Evangile, nous devons être très sensibles à la mentalité particulière et à l'attitude devant la vie engendrées par la sagesse asiatique. Une adaptation continue de la liturgie et de la catéchèse peuvent contribuer à une intégration culturelle plus profonde du message évangélique dans la vie des peuples d'Asie. Mais pour élaborer une théologie catholique qui soit vraiment nôtre, nous devons développer le dialogue et la recherche théologiques. C'est absolument essentiel pour que l'évangélisation se fasse et que l'Eglise soit crédible [8].

Deux axes semblent donc orienter la recherche en Asie de l'Est : l'intégration culturelle et la crédibilité. Mais ce long texte soulève de nombreuses questions que l'on aimerait voir traiter : que signifie réellement cette volonté de neutralisme politique ? Pourquoi cet éloge du confucianisme alors que, quelques mois plus tard, va se déchaîner la campagne anti-Confucius dans la Chine de Mao ? De quel type d'homme nouveau propose-t-on l'image aux chrétiens ? Quelles sont les pistes qu'on envisage d'ouvrir à la recherche théologique ?

en inde : le souhait d'une théologie autochtone

Les évêques des 91 diocèses de l'Inde se réunissent en janvier 1974. Leur travail a été préparé par des sessions à divers niveaux et surtout par la *Consultation théologique sur l'évangélisation* qui s'est tenue à Patna en 1973. Par la voix du P. Amalorpavadass, les théologiens avaient alors demandé que ce terme d'évangélisation ne soit pas défini. La conférence épiscopale voulut cependant le faire et s'exprima ainsi :

Par le mot évangélisation, nous comprenons toutes les activités vitales par lesquelles l'Eglise proclame à travers sa vie, sa parole et ses actes, la Bonne Nouvelle du salut en Jésus-Christ [9].

Cette définition même oblige le regard à se diriger principalement vers les méthodes et les moyens de l'évangélisation : dialogue, développement, justice, formation des cadres. Un dernier chapitre du texte émanant de cette conférence traite du personnel et des ressources financières. Mais on y retrouve une préoccupation identique à celle du document de Taipeh :

L'Eglise en Inde doit réaliser sa véritable identité indienne et se débarrasser du reproche qu'on lui fait constamment d'être étrangère à cause de sa tendance à s'appuyer trop lourdement sur des aides extérieures au pays, à cause également du style de vie des communautés chrétiennes. Elle réalisera cette identité en s'adaptant aux conditions de vie du pays et en permettant à une théologie indienne de se développer. C'est là une des premières tâches de l'Eglise locale, car ce travail aura sa répercussion sur l'expression même de la Parole de Dieu à l'intérieur d'une tradition religieuse et culturelle particulière... Les relations avec les autres Eglises seront des relations de dialogue, caractérisées par notre loyauté envers le Saint-Siège, mais libres d'une trop grande dépendance et de tout conformisme : dépendance et conformisme ne conviennent pas à une Eglise adulte [10].

C'est la seconde fois, notons-le, que nous voyons poindre l'exigence d'une théologie autochtone comme condition de l'évangélisation. De plus, la volonté d'indépendance est ici nettement marquée.

madagascar : une église qui se met en question

Les évêques de Madagascar se sont réunis à la fin de novembre 1973, dans un moment où la situation vécue par l'Eglise exigeait une mise au point des structures de dialogue à l'intérieur même de la communauté. On nota également le caractère « étranger » de l'Eglise malgache, ressenti plus particulièrement au niveau de la liturgie :

10/ Texte officiel, *Examiner*, Bombay, 19 janv. 74 (Traduction J. Vérinaud).
11/ Texte de la Conférence épiscopale des évêques malgaches, novembre 1974.
12/ Texte officiel, *Lumière*, Madagascar, 17 février 1974.

Après l'établissement d'un lectionnaire, le moment est venu d'entreprendre des recherches dans la ligne du Concile et d'aborder une seconde étape : celle d'une expression liturgique adaptée à la mentalité malgache. Ces recherches doivent toujours se faire en Eglise, dans le respect des mentalités et de la sensibilité des gens, et dans le contexte de Madagascar. Il ne s'agit donc pas d'introduire des innovations importées d'ailleurs. Malgachisation ne signifie pas simple transposition des coutumes, mais enracinement de tout ce qui est valeur malgache dans le Christ... [11].

Les situations vécues par ce pays amènent les évêques, dès le mois de février 1974, à publier un nouveau document sur *Eglise et politique,* où ils s'interrogent eux-mêmes dans le contexte nouveau :

L'Eglise de Madagascar doit être la première à examiner si, en ce qui la concerne, elle n'empêche pas la promotion et la libération des « madikina », des « petits ». Certains accusent l'Eglise d'accumuler des richesses. Avant de rejeter de tels jugements comme diffamatoires, que le Peuple de Dieu s'examine d'abord... Que l'Eglise considère également si, par ses paroles, elle ne participe pas au maintien d'un ordre inique afin de protéger ses propres privilèges [12].

Ces textes de l'épiscopat malgache ne traitent pas directement de l'évangélisation, mais ils manifestent le souci d'une présence d'Eglise renouvelée, et cette présence est évangélisation.

un défi pour l'église d'afrique : l'urbanisation

Dans un continent qui jusque-là était à très forte prédominance rurale, l'urbanisation est un phénomène de plus en plus actuel. L'avenir des pays se joue pour une grande part dans les villes. C'est là que s'opère un début d'industrialisation, que se transforment les mentalités, que sont brassées des populations de plus en plus nombreuses. Au bout d'une génération, on commence à s'apercevoir que les questions posées par les villes ne tardent pas à devenir celles des campagnes.

Pour les Eglises d'Afrique il y a là un problème dans la mesure où l'évangélisation a toujours privilégié le milieu rural. C'est ce défi

de l'urbanisation qu'a voulu reconnaître le Synode d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire, dans les années 1969-1971 :

Le principal signe des temps pour l'Eglise d'Abidjan est le phénomène d'urbanisation qui touche aussi bien la ville que le reste du diocèse. Ses aspects les plus caractéristiques sont :

1. Un aspect quantitatif, vu l'accroissement considérable de la population. A titre indicatif, on prévoit pour 1975 un doublement de la population du diocèse d'Abidjan, soit 1.500.000 personnes. Plus de la moitié de cette population aura moins de vingt ans, et un habitant sur trois sera étranger.

2. Un aspect qualitatif : la population du diocèse, essentiellement rurale il y a peu de temps, vivra pour les trois-quarts à Abidjan et dans les autres villes du diocèse. Ce phénomène d'urbanisation entraîne un changement profond des mentalités et des comportements, dus à la rencontre des cultures « traditionnelle » et « moderne ».

Il faut souligner les aspects positifs que nous lisons dans ce signe des temps : *l'immense rassemblement qui se fait en ce point d'Afrique ; la poussée d'espérance vers une dignité, une liberté plus grandes et vers une accession réelle aux biens de l'humanité. Mais on constate aussi l'envahissement du matérialisme, caractérisé par la recherche de l'argent et du plaisir ; l'écart grandissant entre les différentes classes sociales ; l'immoralité et le manque de conscience professionnelle.*

C'est à ce monde, non seulement dans son présent immédiat, mais en tant qu'il marche vers son avenir, que l'Eglise d'Abidjan doit annoncer l'Evangile. Comment le fera-t-elle ? [13].

Dans une région plus rurale, l'Eglise de Haute-Volta fait l'autocritique de son effort socio-économique. C'est une tâche qui n'est pas aisée. Malgré l'enquête qui a relevé à peu près toutes les œuvres sociales, malgré les statistiques que l'on peut en tirer, il sera difficile de donner une idée précise sur la part effective que l'Eglise prend au développement du pays. L'analyse faite souligne l'énorme

13/ Synode de l'Eglise d'Abidjan, 1969-1970, textes officiels, p. B3 à B6.

14/ *Fidélité et Renouveau*, bulletin de liaison Haute-Volta et Niger, janvier 1975, p. 27.

bonne volonté, la somme des engagements réels, mais regrette le manque de qualification, le peu d'imagination créatrice, l'inadaptation aux besoins des populations, en soulignant toutefois que ce n'est pas une raison de jeter le manche après la cognée. C'est au contraire une invitation à une conversion :

L'homme est l'auteur de son développement. Toute opération de développement suppose et met en œuvre chez lui, conscience, responsabilité et relations. Cela exclut les opérations imposées, improvisées, tendant uniquement au progrès matériel. Cela privilégie les opérations à taille humaine et celles qui favorisent la prise de conscience des besoins et des situations [14].

Il serait facile de multiplier les exemples. Mais on peut déjà saisir par les deux cas signalés le type de problème qui se pose aux Eglises du continent africain.

en amérique latine : un épiscopat qui s'engage

A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, les évêques du Nordeste ont publié sur la situation de cette région du Brésil, un document d'autant plus significatif que ses signataires (ceux du moins qui ont pu le signer) sont des évêques et des supérieurs religieux. Il représente en quelque sorte le *courant prophétique* de l'Eglise qui fait entendre sa voix en un moment où d'autres sont étouffées dans le pays. Nous donnons ici quelques extraits de la conclusion qui témoigne bien de la vigueur de cette prise de parole :

L'Eglise ne peut rester indifférente devant... tout ce qui se passe sous nos yeux, dans un cadre de vie humaine rendant la réalité encore plus poignante et tragique, en vertu des aspects psychologiques et moraux qu'elle implique. Par vocation divine, nous appartenons à la souche de ceux qui doivent s'engager aux côtés des rejetés de la société, dans la mesure où nous aussi, appartenant à la même race humaine, nous sommes « enveloppés de faiblesse » (Héb. 5,2). Notre conscience chrétienne, à l'égal de celle de Pierre et des Apôtres aux origines de l'Eglise, ne pouvait nous permettre de nous taire (Actes, 4,19-20).

Nous savons que nous ne serons pas compris par ceux qui ne peuvent ni ne veulent nous comprendre, pas même devant la force des faits, à cause de l'égoïsme de leurs intérêts. Ils sont des avocats complaisants du statu quo. Pour des raisons évidentes, ils font de la foi chrétienne un simple sujet de relation personnelle avec Dieu, sans interférence aucune avec l'action politique et sociale de l'homme. Ils attribuent un caractère privé à la religion. Ils l'utilisent comme un instrument idéologique pour la défense de groupes et d'institutions qui ne sont pas vraiment au service de l'homme et ils s'opposent ainsi au dessein de Dieu.

Il nous revient, dans cette partie finale, de souligner que nous ne pouvons pas concevoir l'Eglise comme une réalité séparée du monde, comme un ghetto à part. L'Eglise est au service du monde. Elle est tournée vers lui (cf. G. et S.). Elle s'identifie même à lui en partie quand elle exprime la dimension de grâce et d'amour de Dieu enfouie dans cette réalité humaine. C'est le monde qui est le lieu où se réalise le salut de Dieu aimant réellement tous les hommes. C'est donc au cœur de l'humanité, dans l'étendue de l'histoire des hommes, qu'agit l'amour vivifiant de l'Eglise du Christ. Comment alors s'absenter du monde ? Comment lui être indifférent ou opposé, sauf dans le combat contre le péché, la misère et l'esclavage ?

Le salut ne se définit pas comme une réalité située en dehors du monde, *celle que l'on ne pourrait atteindre que dans la trans-histoire, dans la vie d'outre-tombe. Il commence ici même. La vie éternelle « non encore » consommée nous est « déjà donnée » par le Fils de Dieu dans l'ici et l'aujourd'hui de la vie humaine (Jn 5,24 ; 6,40 ; etc.).*

Ce salut venu de Dieu et qui jaillit dans la pâte humaine, dans le tissu de l'histoire, va se révélant au cours du long et complexe processus de la libération de l'homme. Conjointement avec une dimension personnelle et intérieure, la libération totale de l'homme n'est pas possible si elle n'inclut pas une dimension politique, si elle ne suppose pas un contexte économique et social.

15/ *J'ai entendu les cris de mon peuple* (*Ex. 3, 7*), Document d'évêques et de supérieurs religieux du Nordeste, 6 mai 1973, D.I.A.L.

A la lumière donc de notre foi et conscients de l'injustice qui caractérise les structures économiques et sociales de notre pays, nous procédons à une sérieuse révision de notre attitude envers les opprimés dont la pauvreté est l'autre face de la richesse de leurs oppresseurs. Les structures économiques et sociales en vigueur au Brésil sont édifiées sur l'oppression et sur l'injustice ; elles résultent du capitalisme dépendant des grands centres internationaux du Pouvoir. Dans notre pays, de petites minorités, complices du capitalisme international et à son service, s'emploient par tous les moyens possibles à préserver une situation créée à leur avantage. Ainsi est né un état de choses qui n'est ni humain ni chrétien.

L'espérance évangélique qui fait entrevoir une nouvelle humanité réconciliée avec elle-même et en communion fraternelle avec l'Univers, ne nous permet pas de rester sans rien faire dans l'attente soumise du moment de la restauration de toutes choses qui sera la libération de la servitude de la corruption pour entrer dans la liberté de la gloire des enfants de Dieu *(Rom. 8,18-22). Mais elle exige de nous une présence attentive et agissante, capable de faire naître dans le flot de l'histoire les signes de la Résurrection, les ébauches de la nouvelle humanité à venir* [15].

à la tribune du synode

Les recherches et les aspirations dont les textes précédents nous ont donné une large idée, trouvèrent au Synode de 1974 un vigoureux retentissement, grâce aux représentants des Eglises d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il ne peut être question en quelques pages d'analyser toutes les déclarations qui y furent faites : d'une part, elles n'ont pas été assez synthétisées et comportent un certain nombre de divergences, pour ne pas dire d'oppositions ; d'autre part, elles requerraient une étude sérieuse qui fasse apparaître leur origine et leur portée. Il suffira, pour notre propos actuel, de souligner quelques points qui émergèrent des différents débats :

1. La requête pour une *indigénisation* des Eglises se fait pressante. Elle répond à l'effort actuel des pays et des peuples tendus vers leur *identité* et vers *l'authenticité.* La première approche, suggérée par les représentants du tiers monde (Inde et Afrique noire

particulièrement), est d'ordre théologique, canonique et spirituel : promouvoir l'autonomie des Eglises locales. De quoi s'agit-il ? Essentiellement de permettre aux différentes chrétientés d'assimiler et de réexprimer le message évangélique selon leurs propres cultures. Trop longtemps, on s'est efforcé de bâtir le christianisme dans les pays dits de mission sur la ruine des rites, des coutumes et des mœurs indigènes, ou du moins dans une grande indifférence aux valeurs qu'ils présentaient.

2. Les théologies qui sous-tendent de tels propos ne sont pas forcément les mêmes. On sent bien qu'il y a des variations et que tout n'est pas clair. Ici, on pense surtout à adapter un donné révélé à des conditions particulières ; là, on cherche à dégager des valeurs en soi que le christianisme pourrait reconnaître. Dans d'autres cas enfin, on souhaite une véritable incarnation du message qui semble bien impliquer une *genèse christologique*. Un prêtre camerounais disait : *L'évangélisation n'a pas touché les valeurs essentielles dont vivent nos populations. Elle n'a fait qu'effleurer une culture sans prendre la peine de l'étudier et de la reconnaître. Le christianisme est resté quelque chose d'étranger, dès lors un phénomène de rejet s'est produit : on pouvait s'y attendre.* Mgr Zoa reprend la même position : *l'indigénisation est une condition de vie pour l'Eglise africaine qui ne doit plus apparaître comme quelque chose d'importé* [16]. Et l'archevêque de Yaoundé précise trois niveaux d'action :

a/ le plan de la théologie : les chercheurs vont jouer dans l'Eglise d'Afrique un rôle capital et déterminant,

b/ le plan juridique : il faudra trouver des lois adaptées à la réalité africaine,

c/ le plan liturgique : celui-ci est en bonne voie ; on recherche une symbolique et une gestuelle qui fassent prier le peuple.

3. Les déclarations d'intentions de ce genre pourraient aisément être multipliées. Par contre se dessinent moins clairement une méthodologie et le système de repères nécessaires à une telle œuvre. Peut-être a-t-on tendance à survaloriser les éléments idéologiques

16/ *La Croix*, 17 octobre 1974.
17/ *Doc. cath.*, 1971.
18/ Mgr Etchegaray, *La Croix*, 1er oct. 1974.
19/ Mgr Zoa, *Ensemble*, novembre 1974.
20/ Mgr Etchegaray, texte cité.

et symboliques d'une culture qui est pourtant elle-même interrogée par la modernité. Il faudra aller plus loin : l'authenticité est la manière originale dont un groupe humain prend en main son destin. Il y a donc toute une réalité humaine qui demande à être façonnée par des décisions politiques prenant en charge l'économique et le social. Où se situe l'acte de foi et son impact dans le réel ? Telle sera l'une des premières questions pour une attestation de la foi parmi les nations.

4. Comme les Eglises sud-américaines, fortement sensibilisées, on l'a vu, à cette réalité humaine, les autres Eglises seront interpellées elles aussi - qu'elles le veuillent ou non. Le Synode de 1971 le reconnaissait déjà : *L'action pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent comme une dimension constitutive de la prédication de l'Evangile, qui est la mission de l'Eglise pour la rédemption de l'humanité et sa libération de toute situation oppressive* [17]. C'est une question qui n'admet pas d'échappatoire, puisque ne pas répondre, c'est être du côté de ceux qui oppriment. Mais en même temps, l'Evangile tend à une autre attestation : *Nous vivons aujourd'hui* les grandes hérésies *des premiers siècles, oscillant entre un amour de l'homme qui nous sépare de Dieu et un amour de Dieu qui nous arrache à l'homme. C'est au prix d'un rigoureux redressement de l'intelligence de la foi que celle-ci retrouvera sa verdeur évangélique* [18].

5. L'attestation de la foi suppose une conversion constante : c'est là un autre mot-clé du Synode. Mais il ne s'agit pas seulement d'un changement dans les attitudes et dans les personnes ; il y a des changements de conception qui sont en cause: *Notre peuple a été évangélisé et formé dans un cadre marqué par l'autoritarisme clérical, ce qui a eu pour conséquence de développer la passivité chez les chrétiens et de gêner l'émergence d'une conscience personnelle* [19]. Une telle phrase est une invitation à la recherche non pas seulement pour une transformation des mentalités - ce qui est important - mais aussi pour un changement des institutions qui portent une telle marque : c'est la mise en œuvre d'une continuelle confrontation entre la pratique et la réflexion. Ainsi naît une théologie.

On voit de suite quelles questions peuvent se poser : la liberté

offerte aux chercheurs, les résistances qui peuvent naître, la communion à maintenir, les rapports de forces qui jouent. C'est à un effort de lucidité et de courage que sont appelées ces Eglises.

Ces simples notations sur le Synode indiquent la mise en marche qui s'est faite. Mais ce n'est qu'une mise en marche. *Pas plus qu'aucun homme ou aucun saint, aucune époque de l'Eglise n'a épuisé l'Evangile et nous devons avoir le courage d'accepter l'aujourd'hui de Dieu dans une dynamique du provisoire avec ses ambiguïtés et ses échecs*[20].

dans le creuset de l'histoire

Et déjà les événements poussent les Eglises à discerner l'Esprit qui agit en eux. Citons quelques exemples qui ne peuvent nous laisser indifférents parce que la prise de position des croyants est pour nous une interpellation. Ce sont les prêtres noirs du Mozambique qui se réunissent à Lourenço-Marquès pour examiner leur rôle dans le pays indépendant. Ils font leur autocritique et se préoccupent de l'avenir : *Participant à ce moment présent de notre histoire, il devient urgent que nous prenions position si nous voulons continuer à être l'Eglise et à vivre au Mozambique*[21]. A leur adresse, Samora Michel, président du Frelimo, répond : *La hiérarchie catholique, mises à part quelques exceptions honorables, a pris consciemment et volontiers part à cette mission de domination... C'est la raison pour laquelle l'Eglise elle-même a maintenant la tâche de reconsidérer son action dans un Mozambique libre et dans le contexte de sa mission spirituelle. Cela signifie qu'elle aura à renoncer aux privilèges et bénéfices dont elle profitait dans la situation coloniale à cause de son association avec l'Etat portugais, et à orienter son action en vue de répondre aux réels besoins et intérêts du peuple du Mozambique*[22]. Pour l'Eglise, des options seront donc à prendre et des actes à poser dans cette situation nouvelle, pour une fidélité lucide et courageuse à l'Evangile.

21/ Idoc international, novembre 1974, p. 4.
22/ Texte cité, p. 7.
23/ Conférence épiscopale du Zaïre, janv. 1975.

Nous emprunterons un second exemple aux événements de Madagascar. L'Eglise s'y est mise en Synode. Depuis deux ans les recherches se poursuivent, mais il ne faudrait pas que la lenteur engendre le découragement, car les problèmes sont importants, que ce soit pour discerner les éléments d'une véritable malgachisation, ou rechercher les insertions nouvelles qui seront signifiantes. Faut-il, par exemple, s'insérer dans les fokontany ? La réponse des évêques est prudente : les religieux et religieuses sont insérés dans les fokontany, et ceci n'est pas contraire à leur *être* de religieux et religieuses. Mais à l'intérieur de cette insertion, ils devront vivre en témoins du Christ et en témoins du Royaume à venir. Quant aux engagements concrets, il faudra laisser à chaque communauté le soin d'examiner l'engagement individuel de l'un ou l'autre de ses membres. Une concertation avec l'évêque du lieu peut être nécessaire pour manifester le caractère ecclésial de l'engagement. Ces questions vont être réactivées par suite de la crise que vit le pays. Là encore, l'Eglise est invitée à lire les signes de l'Esprit et à les traduire par les actes qu'elle devra poser.

Une autre Eglise vit sans se bloquer une situation dont certains aspects pourraient apparaître vexatoires à première vue : *L'épiscopat du Zaïre, en conséquence de l'état de fait qui prévaut de plus en plus, est amené à s'interroger et à chercher les voies d'une pastorale nouvelle. Dégagée des structures d'œuvres temporelles, l'Eglise devra livrer le message évangélique uniquement à travers le témoignage de son être et celui des chrétiens qui s'engagent individuellement, en s'insérant dans les divers secteurs du développement national*[23].

3/ Au départ de toute évangélisation

Ainsi les jeunes Eglises s'interrogent-elles, bousculées qu'elles sont par les situations qui surgissent dans leurs pays. Mais leur recherche interpelle aussi les anciennes chrétientés. Que peut être le témoignage de l'Evangile ? Cette question fondamentale nous est finalement commune à tous.

l'église étrangère

Le dynamisme missionnaire, toujours animé certes par la foi et adossé à l'Evangile, n'était perceptible au missionnaire lui-même

qu'à travers une culture qui s'imposait, s'appuyant dans des proportions "incernables" à une puissance politique, économique et financière en pleine expansion et en pleine domination. Combien cette identité était incertaine, le missionnaire s'en rend compte aujourd'hui.

N'est-ce pas aussi ce qui arrive à l'Eglise de France dans son propre univers ? Vingt siècles de passé chrétien, l'habitude de se voir et de se proclamer la "fille aînée de l'Eglise" avaient permis de croire à une identité très rassurante et très satisfaisante avec un peuple que l'on avait capté et apprivoisé. On savait quelle était l'essence chrétienne, on en avait déterminé les moyens d'expression. Et soudain, l'autre pose question : « Qui es-tu donc ? », avec des termes tellement nouveaux et dans un contexte tellement différent que l'Eglise est bien obligée de se demander : « Qui suis-je ? » Le monde s'est détaché d'elle. L'Eglise, en France aussi, est étrangère.

la perte de parole

Aujourd'hui, la puissance des « nations chrétiennes » est remise en cause, aussi bien sur le plan économique que politique, par des pays, des groupes humains auxquels elles dictaient le droit et qui s'avisent maintenant de le leur dicter. Les « autres » ont également pris la parole, face à l'Eglise : désormais, ils lui dénient le droit de se croire la seule à donner un sens à la vie. Ils proposent eux aussi un sens : surprise, l'Eglise n'est pas prête à cette confrontation, à cette libre rencontre. Appelée à sortir d'elle-même, à affronter l'autre dans la nudité de soi, dans la vulnérabilité, dans l'incertitude, ignorante du nouveau *langage,* même si elle connaît la *langue,* elle préfère laisser la parole à l'autre et se taire.

A noter encore que prise et perte de parole jouent également entre jeunes et anciennes Eglises : les premières ne veulent plus se laisser dicter une théologie. Elles veulent avoir la possibilité de la formuler dans leur propre langage et de la dire. Ceci les conduit même souvent à se réfugier temporairement dans un traditionalisme chrétien qui peut nous surprendre, mais qui tra-

duit au fond une peur de se laisser forcer la main par les théologiens occidentaux. Nous en avons plusieurs exemples dans le dossier suivant.

la tentation d'absolutiser

A chaque fois que nous touchons le sacré et que nous sommes appelés à l'exprimer, nous avons la tentation d'absolutiser ce qui est notre moyen de dire l'absolu. Or, cette médiation est contingente, historique. Elle est liée à toute une vie culturelle, sociale et même politique et économique.

La foi chrétienne doit s'exprimer et elle le fait nécessairement dans un langage et dans une culture. Or, l'Eglise a constamment la tentation d'absolutiser cette culture et de la proclamer « culture chrétienne ». Cela l'entraîne à chaque fois qu'elle rencontre l'autre, s'exprimant dans un autre langage, à prendre une attitude polémique et défensive. Or, en fait, ce n'est peut-être pas directement la foi qui est mise en cause par le monde, mais les expressions contingentes dont la foi se veut solidaire... Dans la mesure où l'Eglise entend maintenir une telle solidarité, c'est la foi elle-même qui peut être menacée.

Deux points sensibles de la vie des jeunes Eglises illustreront ce fait. On a retenu comme valable une seule forme de présence et de vie presbytérale et l'on arrivera à prouver que c'est la forme idéale, même si la simple observation démontre le contraire. Ainsi a-t-on voulu expliquer qu'en Inde, le célibat sacerdotal était conforme à la culture du pays, en oubliant que tout le clergé « hindou » était un clergé marié et que le célibat des sanyassis - qui peut être d'ailleurs temporaire - est un mode de vie monacale. De la même façon on est en train d'absolutiser un certain type de catéchistes, et l'aspect financier n'y est pas étranger : l'aide en argent n'est accordée que si la formation, aussi bien celle des clercs que des catéchistes, est conforme à un type déterminé.

l'approche du réel

Si l'on n'écoute pas jusqu'au bout l'interrogation du monde, la mise en question à laquelle l'Eglise est appelée sur son rôle

d'évangélisation aura tendance à se réfugier dans des généralités, dans des principes auxquels on permettra seulement d'apporter quelques adaptations. Les jeunes Eglises ont une expérience très vive d'un tel processus car, plus que les autres, elles réalisent de plus en plus l'impasse des adaptations superficielles et toujours partielles.

la réappropriation de la culture

Les missiologues et théologiens ont vivement critiqué la mission de n'avoir pas su discerner l'altérité des autres cultures et donc, en imposant une culture étrangère, de n'avoir pas permis une nouvelle expression de la foi. En disant cela, ils expriment la critique même du comportement des anciennes Eglises. Si le missionnaire du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle, en toute bonne foi, a méconnu les cultures qu'il était amené à rencontrer, c'est que sa propre Eglise d'origine était aveugle à la genèse du monde moderne, à l'évolution de la civilisation, continuant à parler un langage qu'elle croyait universel, mais qui, dans son intemporalité, devenait un langage mort. Si l'Eglise de France avait alors perçu l'éclatement de la société occidentale, si, avant son départ, l'envoyé à la mission avait vécu cette perception, c'est avec un regard tout autre qu'il aurait abordé ceux qui étaient différents de lui.

Il nous semble que tout ministère d'évangélisation exige au départ une appropriation réelle de la culture d'origine, des dimensions et des limites qu'elle comporte, de ses éclatements successifs et actuels. On sera alors armé pour découvrir l'autre et pour lui laisser inventer les voies de son avenir.

liberté et création

C'est finalement à la prise de conscience de l'autre que nous a introduite un peu plus cette réflexion sur l'évangélisation : l'Autre, libre dans sa rencontre de Jésus Christ et dans l'expression de cette rencontre, mais aussi, et comme condition nécessaire, l'Autre, en tant qu'Eglise locale, libre dans ses initiatives de témoignage pour que la rencontre ait réellement lieu et qu'elle soit

vraie. Tout ce que l'Eglise universelle peut faire, c'est de dégager un certain cadre formel pour cette rencontre, mais elle ne peut certainement pas déterminer une pratique concrète. Celle-ci ne peut se faire qu'en situation. L'Evangélisation même, c'est-à-dire le témoignage direct de foi, ce dont les communautés de tel pays, dans telle circonstance donnée, qui la feront et ce sont donc ces communautés qui doivent être les seuls juges de leurs propres modalités d'action.

Ceci semble valoir spécialement au niveau du discernement de l'authenticité chrétienne. Dans les structures actuelles de l'Eglise, on semble supposer qu'il existe un certain nombre de critères fondamentaux, objectivés dans un droit, dans des formules, et qui sont valables partout et toujours. Mais aucun critère objectivé, donc exprimé dans un langage particulier, ne peut se proclamer universel. Le seul critère universel, c'est Jésus Christ, rencontré et vécu dans une communauté de foi, mais lui, le Vivant, n'est jamais réellement objectivable.

C'est Jésus Christ, dont chaque nouvelle interprétation est en quelque sorte une nouvelle « mémoire », une manière différente de se laisser inspirer par lui en relisant les témoignages du passé. Revenant ainsi au préambule de ce texte, nous redirons : Une évangélisation en marche ne refuse pas le risque de la pluralité des interprétations. Elle ne consent pas à se prévaloir d'un mystère commode (parce qu'il serait inaccessible à la critique), mais elle accepte l'interrogation et les remises en cause qui lui viennent des richesses « non-dites » de la Bonne Nouvelle.

Mais une telle pluralité ne peut recouvrir tout et n'importe quoi, sinon le christianisme ne serait qu'une enveloppe vide de contenu et comme le revêtement d'idéologies dominantes dont on se fait l'esclave. Il est des exigences évangéliques qui réclament des prises de position visant au surgissement de l'homme nouveau dans ses dimensions personnelles et collectives. Cela veut dire que les croyants se saliront les mains avec les autres, tout en maintenant leur désir de pureté. Mais une pluralité de fait ne peut devenir un pluralisme de droit. Dans les options immédiates, toute ambiguïté ne peut être levée : des oppositions loyales permettent de créer la réconciliation qui n'est jamais qu'un horizon auquel la foi les contraint de travailler. L'ambiguïté reste bien le climat qu'il faut contribuer

à assainir. C'est le lieu de la décision pour l'Esprit, c'est là que se joue le dynamisme de la Parole pour ceux qui croient. C'est là que finalement, la communauté des croyants rend témoignage à la force du *Sens*.

Sans cesse vivifiée par l'Esprit, et dans la fidélité à son propre mystère, l'Eglise peut rester fidèle à cette conception dynamique de l'évangélisation.

Ont collaboré à cette étude l'équipe de Spiritus *avec la participation de Jean Vérinaud, Gabriel Espie et Pierre Schouver*

LA NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT

Au cours de ces Tables rondes - qui ont rassemblé successivement pendant le mois de février des groupes intéressés par le problème des Eglises autochtones - l'idée d'un *tournant* à prendre est apparue plusieurs fois. Presque tous les participants - mais non pas tous... - sont d'accord pour admettre ce point. Ils rejoignent en cela l'épiscopat africain et malgache qui, au Synode de Rome, a retenu parmi les problèmes importants l'aspiration des Africains à prendre désormais en main leur propre destinée dans un continent en voie de développement. Un missionnaire dira :

Je pense que Spiritus 56 *a beaucoup marqué, d'autant plus que nous-mêmes, à l'heure actuelle, nous sommes interrogés par la situation des pays dans lesquels nous vivons. Nous somme mis en question par les événements.*

Le "courage du futur" dont parlait le Fr. Vincent de Couesnongle, Maître de l'Ordre, aux Frères Dominicains, requiert *un regard neuf, une disposition au changement, un renouvellement de l'espérance.* Ce courage du futur demande aussi de relativiser son œuvre propre :

Je voudrais dire ce que je sens. Dans le petit coin d'Afrique que j'ai connu, parler de croissance de l'Eglise, c'est un terme inadéquat à l'heure actuelle. Il faudrait une renaissance de l'Eglise. *En effet, si l'Eglise se contente de croître à partir de ses éléments de départ, ça dérapera un jour ou l'autre, obligatoirement. Il n'est pas question de faire table rase du passé, mais de faire surgir du neuf à partir des éléments vraiment indigènes de cette Eglise.*

Un tel propos n'est pas une analyse des possibilités en vue d'une action à entreprendre, mais c'est plutôt un cri lancé comme une espérance. Un autre, prêtre africain celui-là, tente d'expliquer ce qui est en cause :

Voici comment j'entrevois ce tournant : jusqu'aux années 60, les Noirs d'Afrique étaient dominés par les Blancs. Ce sont les Blancs qui donnaient les ordres, qui faisaient les plans. Cette œuvre missionnaire, gigantesque dans son ensemble, semble inachevée. Par leur action, les Africains, chrétiens ou non, ont commencé à avoir confiance dans leur personnalité, ce qui n'existait pas auparavant. Cette prise de conscience, ils veulent l'affirmer. Alors maintenant, le tournant est dangereux parce que le nombre des prêtres autochtones est peu important. Et puis les missionnaires sont divisés en deux camps : il existe un groupe « progressiste » qui, dès le commencement, s'est attaché aux valeurs africaines. Ceux-là ont écrit sur l'ethnologie, la linguistique. Mais leurs livres n'ont pas été pris en considération pour aider à l'évangélisation. C'est une erreur qui a été commise. Si on veut la réparer, il faut reprendre la piste de ces missionnaires progressistes ; il faut se tourner vers le Noir pour le comprendre... Voilà pourquoi je pense que le tournant est dangereux...

Le « regard neuf » vient souvent d'un changement dans les instruments que l'on se donne pour approcher le réel. Ainsi ce prêtre africain considère comme "progressistes" les missionnaires qui se sont donné une vue positive de la culture des autres, dépassant le mépris d'une culture jugée inférieure. Toutefois, ce regard reste à la fois culturel et interne à l'Eglise... alors que pour un prêtre martiniquais, le progressisme joue plutôt au niveau des choix politiques à faire :

Chez nous, la séparation n'est pas entre le clergé métropolitain et les autochtones ; ce n'est pas une affaire raciale, mais une affaire de mentalités. Les prêtres autochtones gardent une certaine dent contre les métropolitains en pensant que ces derniers ont fait corps avec le capitalisme et les oppresseurs, tandis que nous voulons la promotion du pays. Mais il y a des confrères métropolitains en Martinique qui sont très bien vus par la population parce qu'ils ont les idées larges, parce qu'ils souhaitent l'émancipation, le développement du pays. L'option politique *joue donc beaucoup. Il faut que les métropolitains tiennent compte de la visée commune.*

Sur ce point, un missionnaire de la Réunion a un avis diamétralement opposé ; il faut éviter selon lui le clivage politique :

Il y a bien eu un moment où certains prêtres créoles avaient une petite dent contre les prêtres de l'extérieur. Mais en fait, ce sont les laïcs créoles eux-mêmes qui sont furieux contre les métropolitains parce que ceux-ci voudraient faire évoluer le pays. On leur reproche d'être trop progressistes. C'est une situation gênante. D'où le commentaire d'un autre participant devant les points de vue contradictoires *: Il ne faut pas être trop vite affirmatif et ne pas tirer des conclusions hâtives !*

Pourtant la plupart de ceux qui réfléchissent sur ce problème se rendent compte que les mutations sociales, économiques, politiques, font surgir de nouvelles questions. Seize Etats d'Afrique noire sont gouvernés par des militaires ; leurs discussions sont souvent byzantines, compliquées par des problèmes ethniques. Devant l'urgence de certaines situations, l'Eglise ne peut rester muette ou s'enfermer dans un spiritualisme qui serait sans écho. Elle doit prendre position.

La condition de l'homme a changé surtout depuis une quinzaine d'années. Il y a des situations nouvelles auxquelles l'Eglise doit faire face. Par exemple, le fossé entre classe riche et classe pauvre n'existait pas avant de la même manière. C'est bien beau de réfléchir à la culture traditionnelle, mais actuellement, ce recours aux ancêtres est distancé par d'autres soucis d'oppression économique et politique. Dans un certain nombre de pays on assiste à une forte réduction des libertés. Dans quelle mesure l'Eglise va-t-elle assumer ces problèmes et ne pas s'en tenir à des discussions dépassées sur la culture traditionnelle ?

Chez nous, les évêques ont eu le courage d'aborder les problèmes du paupérisme, des injustices sociales. Ils ont du mal à se faire comprendre de leurs propres chrétiens. Et les réactions des gouvernements ne sont pas tendres...

Ces diagnostics de prêtres rejoignent les interrogations pressantes d'étudiants africains. Chrétiens, ces derniers ne se sentent néanmoins pas concernés par les problèmes de l'Eglise : tant d'autres questions urgentes les sollicitent... !

Nous sommes affrontés à des problèmes sociaux ; la politique nous conditionne tous. Tant que l'Eglise sera un monde à part, ça ne marchera pas.

De cette opposition Eglise-monde africain, l'interprétation la plus simpliste qu'on puisse trouver est évidemment celle qui fait des missionnaires les agents du colonialisme. Mais d'autres jeunes vont cependant plus loin dans leur réflexion : ce n'est pas la volonté impérialiste des missionnaires qui leur paraît en cause, mais bien la dichotomie que l'on retrouve dans les « couples » si souvent mis en parallèle dans le langage chrétien : salut/vie matérielle, éternel/temporel, naturel/surnaturel.

L'Eglise ne s'occupe pas des corps, elle est là pour les choses de l'âme. Que les gens crèvent de faim, ça n'a pas d'importance, on est là pour les choses de Dieu. L'Eglise ne rejoint pas l'homme. Je suis catégorique là-dessus...

On entretient un appareil. Les missionnaires donnent les sacrements, comptent les baptêmes. Mais pour les gens, est-ce qu'on peut parler de foi ? Ils en sont à un stade presque débile. Ce n'est pas parce qu'on aura admis des chants en camerounais ou autres, que la question aura avancé... Pour moi, tout cela c'est du folklore. Le problème de fond demeure.

Pour les jeunes qui se préparent à partir pour le tiers monde, l'Eglise sait qu'elle fait partie d'un monde qui se cherche et qu'elle est conditionnée par lui. Elle doit renouveler l'espérance en donnant des signes concrets d'un monde meilleur :

L'Evangile ne peut être ailleurs que dans la vie. C'est une Bonne Nouvelle qui doit être efficace dans le présent. Ce que j'en ai vu est affadi, tourne à la gentillesse. Mais c'est dans les décisions importantes que l'Evangile doit jouer.

La première requête globale de changement est donc celle de la reprise en main d'un destin pour en faire une vocation. Semblable reprise est-elle possible ? A quelles conditions ? C'est ce que voudrait examiner notre brève enquête.

LE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS

Certes, dans l'aventure missionnaire, l'idée d'un changement a toujours été en germe : on voulait construire des Eglises autochtones, avec une hiérarchie locale, un clergé indigène, des œuvres indépendantes. Mais, outre que les critères de maturité pour la transmission des pouvoirs étaient élaborés et décidés par Rome et l'Occident, la perspective du changement était délimitée dans un axe prévu par une certaine conception du salut qui privilégiait l'âme, qui définissait une Eglise - instrument de salut, sur le modèle de l'Eglise occidentale, avec le désir d'organiser le monde en chrétienté.

Il n'est pas possible pour autant de réduire l'intention des personnes engagées dans cette œuvre à une visée tactique de domination occidentale. Il ne faudrait pas oublier le dynamisme de leur foi, la valeur de leur engagement, la générosité de leur charité et l'intelligence de la réalité vécue. C'est pourquoi certaines appréciations peuvent apparaître rapides, partiales, voir fausses. Ainsi cette appréciation d'un groupe de prêtres autochtones dans le journal *L'Effort camerounais* de décembre 1974 : *L'activité missionnaire, en effet,* s'est toujours considérée *comme l'expression d'un Occident en crise, une fuite en avant de ce même Occident incapable de résoudre ses contradictions.* Mais une telle phrase, avec ses relents de psychologie de groupe, est pourtant significative d'un renouvellement désiré.

Plus qu'une fuite en avant, la mission était considérée comme la diffusion, à partir d'un « centre », d'une vérité qui a valeur universelle, que ce centre pensait détenir, posséder et pouvoir

porter à l'extérieur. La mission était confiée par la Congrégation de « Propaganda Fide » à des Instituts missionnaires qui recevaient un « jus commissionis » sur certains territoires. Déjà à ce moment, on admettait que lorsqu'une communauté chrétienne était suffisamment développée - et l'on entendait par là un certain nombre de chrétiens, un clergé suffisant - elle devenait un diocèse. Les missionnaires pouvaient alors partir dans un autre secteur.

Les événements politiques vont accélérer le processus que la prudence ecclésiastique tardait à développer. En 1942, par exemple, le gouvernement japonais demande que les évêques catholiques soient des Japonais. Les missionnaires restent sur place. Plusieurs phénomènes vont alors se conjuguer : celui de la collaboration entre autochtones et étrangers ; celui du nouveau rapport d'une Eglise autochtone au pays et au gouvernement ; enfin, celui de l'Eglise locale qui prend de la consistance et cherche son identité.

des situations variables

La situation de l'Eglise varie selon les gouvernements et les religions locales. En certains pays, il n'y a peut-être qu'une faible minorité de croyants alors qu'une religion non chrétienne structure fortement la société : c'est le cas par exemple de la Birmanie. Ailleurs, l'Eglise en est encore au stade de la première évangélisation : il en est ainsi au Laos. Par contre, en d'autres endroits, elle a pris ses responsabilités. Comme le constate un prêtre indien, le problème n'est plus le même chez eux :

Le mode de relation avec les missionnaires étrangers est pour nous une vieille histoire. C'est une affaire terminée. On ne peut pas attendre de missionnaires venant d'Europe ou des Etats-Unis parce que, comme on le voit nettement ici, il n'y a plus de vocations. Les missionnaires qui partiront seront d'un autre type : en tous cas, ils ne seront pas prêtres. *Cette question est donc gênante pour les missionnaires qui sont encore en Inde : ils sont là, ils ont bien travaillé ; qu'ils fassent encore ce qu'ils peuvent.*

Dans d'autres lieux, le transfert est en cours à un rythme plus ou moins rapide. Ainsi en va-t-il pour plusieurs pays d'Afrique et là, la hiérarchie locale entend bien prendre ses responsabilités :

Dans l'esprit de communion ecclésiale auquel nous invite le Concile Vatican II, les évêques d'Afrique et de Madagascar attirent l'attention sur le rôle essentiel et fondamental des communautés chrétiennes et vivantes : prêtres, religieux, laïcs en union de pensée et d'action avec l'évêque. C'est à ces communautés incarnées et enracinées dans la vie de leurs peuples, qu'il incombe au premier chef d'approfondir l'Evangile, de fixer les objectifs prioritaires et l'action pastorale, de prendre les initiatives qui s'imposent en vue de la mission, de discerner, dans la foi, les éléments traditionnels pouvant être conservés et les ruptures rendues nécessaires pour une véritable pénétration de l'Evangile dans tous les secteurs de la vie [1].

la remise des postes et des fonctions

Le changement se traduit donc par un transfert des responsabilités. L'effet le plus visible est le « passage » des postes et des fonctions. Mais déjà la transmission des pouvoirs ne va pas sans difficulté. A preuve, les avis différents de ceux qui se posent la question. L'un pense qu'il y a une certaine présence à maintenir pour que le passage ne soit pas un *abandon :*

En fait, le problème, c'est que maintenant le missionnaire blanc s'efface de certaines fonctions dont il avait la charge. S'effacer, cela ne veut pas dire nécessairement s'en aller, mais plutôt : être à l'écoute, de telle manière que l'autre pense qu'il a quelque chose de valable à dire et qui sera pris en compte.

Un autre pense que toute une phase de silence est nécessaire pour le Blanc, qu'il y a donc un temps de retrait à prévoir :

En fait, jusqu'à présent, le rôle d'animateur était assuré par le missionnaire blanc... Actuellement, il me semble qu'il y a pour lui une période de « mort », de retrait inévitable, une phase d'attente et d'attention, de telle manière que rien n'empêche de naître ce qui doit naître. Il faut admettre que le Blanc, par sa seule présence,

exerce une tutelle et étouffe beaucoup de choses. Qu'il se retranche donc, pour que puisse surgir ce qui doit advenir sans que l'on puisse dire par avance ce que ce sera.

une nouvelle situation dans le pays

Ce transfert des postes et des pouvoirs, amorcé partout et déjà bien avancé - comme on l'a noté en de nombreux endroits - entraîne, pour l'Eglise, une nouvelle façon de se situer *par rapport au pays,* qui, du fait de l'indépendance, voit naître des requêtes légitimes, qui prend conscience de besoins fondamentaux, qui doit passer par des recherches tâtonnantes dans un monde conflictuel, même lorsqu'il ne s'agit que de guerre froide, camouflée parfois sous le terme de coopération. Un étudiant africain est conscient de ce problème :

Avant, c'était normal que l'Eglise ne s'immisce pas dans la politique du pays, puisque l'Eglise, c'étaient les Blancs. Mais aujourd'hui que la religion a pour responsables des Africains, je ne vois pas comment un prêtre autochtone peut rester impassible devant certaines situations. On croit que, par définition, l'Eglise ne doit pas s'occuper de politique, mais ce n'est pas vrai. Tant que tu n'es pas touché, tu peux ne pas t'en occuper, mais une fois que tu es dedans, tu dois choisir...

Quelques participants se rendent bien compte qu'une telle prise de position peut être récupérée par certains gouvernements :

Il faudrait voir aussi le danger qui est là dedans : il ne s'agirait pas de jouer le jeu d'un pouvoir qui voudrait se servir de la notoriété des gens d'Eglise pour faire passer ce qu'il veut...

Pourtant l'Eglise locale ne peut éviter le problème et c'est une tâche urgente :

L'Eglise, c'est comme quelqu'un qui a tourné la tête pendant que le car passait et qui court derrière pour le rattraper... Quand vous parlez d'Eglise, vous voyez les gens qui vont à la messe, mais dès lors qu'il s'agit des problèmes réels que la politique organise, vous pensez que ça ne regarde pas l'Eglise... Alors, je me demande com-

ment on pourra la réconcilier, cette Eglise, avec tous les autres problèmes humains...

La requête d'authenticité qui trouve un tel impact chez les responsables ecclésiastiques, paraît à certains soupçonnable : ils se demandent si ce n'est pas une façon de camoufler d'autres questions :

Quand on parle d'une Eglise authentiquement africaine, je me demande s'il n'y a pas une part de récupération là derrière, parce qu'en fait, nos Eglises n'existent pas. Ce n'est pas parce qu'on a mis un Noir à la place d'un Blanc, que cela change quelque chose. Et politiquement, c'est la même histoire : on nous dit que nous sommes indépendants, mais ce n'est pas parce qu'à la place du commandant noir, il y a un blanc que c'est acquis. Il y a un cordon ombilical qui est tel qu'on ne peut pas ne pas en tenir compte.

L'authenticité dépend de la responsabilité que ces jeunes prendront :

Nous allons être investis d'un rôle que nous jouerons là-bas, un rôle qui peut nous aider à améliorer les conditions de vie ; or, notre pays est dans une situation difficile sur tous les plans. Nous sommes capables d'amener au jour une nouvelle forme d'Eglise, d'une Eglise qui ne jouera plus le rôle qu'elle a joué avant. Il faudrait que nous nous interrogions sur ce que nous préconisons pour amener les gens vers quelque chose de positif...

le transfert : une crise d'identité

Mais le transfert des responsabilités se joue au plus profond des consciences comme *un drame de croissance.* Le meurtre du père doit avoir lieu. Drame en fait si réel que les affirmations peuvent apparaître absolues et sans nuances : *L'Eglise occidentale est actuellement un repoussoir.* La même idée revient sous une autre forme :

Nyéréré disait : « l'Eglise ne peut être africaine que par une rébellion ». Il suffit de regarder Fidel Castro : il a posé des actes. Tous nos évêques sont très près de Rome ; il n'y a pas de changements possibles tant qu'il en est ainsi. C'est dommage que l'Eglise soit tombée dans une espèce de bureaucratie... On veut toujours singer ce qui est ailleurs.

Un missionnaire commente cette attitude d'opposition :

Ce qui me frappe depuis le début de cette Table ronde, comme dans la lecture de Spiritus 56, *c'est une sorte de phénomène de rejet. Il y a là comme une sorte d'auto-défense vis-à-vis de l'Eglise occidentale. Il me semble que ce que l'on critique sous le terme de « reçu », ce sont les institutions et une certaine idéologie européenne, mais on ne tient pas compte de la révélation de Jésus, Parole de Dieu. La question qui est sous-jacente est de savoir si l'on peut recevoir la Parole de Dieu à l'état pur... ?*

Mais certains sentent bien que ce passage vers une responsabilité adulte n'est pas aussi simple, d'abord parce que le *mythe du Blanc* a toujours un impact :

Nous sommes des héritiers. Le « départ » a été occidental ; il y a eu une présence massive d'étrangers. Je prends l'exemple de ma mère. Si vous l'amenez ici et si vous, Blancs, vous lui posez des questions, elle aura la frousse. Il y a une question d'influence. Il ne faut pas penser que l'oppression est seulement armée : l'oppression est aussi une affaire morale. Je suis Noir, je suis chrétien, mais l'étranger garde du poids, il a de l'influence. Il y a le mythe du Blanc.

Il y a des gens qui ne sont plus sûrs d'eux-mêmes depuis qu'ils ont connu l'Occident et pour qui le seul moyen de vivre, c'est d'adopter une culture étrangère ou de rentrer dans un système étranger. Pour moi, c'est une aliénation suprême...

Un autre Africain sent bien qu'il ne peut pas revenir purement et simplement en arrière, parce que, au fond, il se situe entre deux cultures :

Attention, il y a un danger. Je peux me dire, moi : le Blanc n'est plus supérieur à moi. Mais il n'en va pas de même pour ma mère, elle ne peut penser cela, elle n'a jamais été à l'école, tandis que moi, j'ai été à l'école occidentale. Il y a des choses que ma mère accepte et que moi, je ne peux plus accepter. Souvent, je me dis : Il y a peut-être quelque chose qui ne va pas... suis-je aliéné ? Je sais que je vis actuellement à cheval entre deux cultures.

C'est la même interrogation qui est soulevée dans ces propos d'une sœur africaine :

Il me semble qu'il y a des moments où je n'apprends rien de nouveau aux gens du quartier, et pourtant ils attendent de moi quelque chose de vraiment africain. Pourquoi ? parce que je suis dans le même sac que les missionnaires, que je suis assimilée aux étrangers. Ce Christ que les missionnaires ont apporté, je n'arrive pas à l'exprimer en un langage africain pour que les gens puissent comprendre... Alors comment veux-tu qu'on parle de théologie africaine, si, moi-même en tant que religieuse africaine, je suis incapable d'adapter ce que j'ai appris de l'extérieur.

- Ce qui serait intéressant, ce serait de se demander pourquoi tu en es incapable ?

- Parce que je ne suis ni française, ni africaine. Je n'ai rien à reprocher aux missionnaires... Il est normal que nous répétions ce qu'ils nous ont appris. Si vous nous forcez à faire aujourd'hui une Eglise authentique et locale, je trouve que c'est une forme de récupération qui est pire que la colonisation...

- Si on vous force... ?

- Oui, parce que nous sommes acculés à tellement de questions qui nous viennent de l'extérieur - communautés africaines, authenticité... - alors que nous n'avons pas pris le temps d'y réfléchir. Mais l'on se sent acculé à tout cela parce qu'on nous le demande. Il me semble que c'est encore plus grave que si nous gardions ce que nous avons reçu par les missionnaires...

Il est aisé de comprendre cet appel à la patience, au temps, parce qu'il faudra une longue période afin que l'œuvre à entreprendre le soit dans les meilleures conditions. Mais un prêtre africain va plus loin : le véritable transfert ne serait-il pas *d'inverser le problème ?*

J'ai toujours été opposé à ce que l'on examine le problème en fonction des missionnaires et du passé, parce que de cette façon, on déforme les questions réelles. Finalement, on s'en tient à une opposition stérile et on n'apporte aucune solution. Pourquoi est-ce que je rejette cette manière d'interroger ? La première raison, c'est que l'on maintient une certaine conception du prêtre qui est supposé tout savoir, qui est un fournisseur de sacrements, qui n'est au fond qu'un paternaliste infantilisant. La deuxième raison, c'est qu'on parle à partir d'une certaine pastorale occidentale qui réclame un certain nombre de prêtres pour les paroisses, afin qu'ensuite on puisse fonder ces paroisses et créer des diocèses en vue d'évangéliser. Pour

*moi, je pense qu'il faut poser le problème en fonction des personnes, en fonction de la foi et de l'évangélisation. Il faut passer d'*un état de missionnaires *à* un état d'évangélisation, *d'un christianisme indigeste à un christianisme indigène, d'un christianisme toxique à un christianisme tonique. Finalement, il faut poser le problème en fonction des communautés qui sont là et qui doivent rayonner l'Evangile. Le problème n'est pas de savoir si les missionnaires vont partir mais si nos communautés vont devenir adultes et produire du fruit.*

Cette dernière réflexion introduit bien à la question fondamentale : il ne s'agit pas simplement de *changer pour changer.* Il faut changer pour que la foi au Seigneur Jésus soit attestée dans les divers pays et dans les diverses cultures. Peut-on essayer de voir - en écoutant les correspondants que nous avons réunis - en quelles zones pourrait s'effectuer le changement ?

L'ANNONCE DE L'ÉVANGILE ET L'EXPRESSION DE LA FOI

la tâche missionnaire

Au cours de ces Tables rondes, la préoccupation qui aurait dominé il y a quelques années, a été relativement peu évoquée : disons que - du moins chez les Africains - les discussions se sont axées sur les problèmes des pays et sur les questions internes aux Eglises particulières bien plus que sur la *tâche missionnaire.* Pourtant dans leur document final, les évêques africains et malgaches, présents au Synode, avaient souligné cette tâche comme une des raisons qui motivaient leur intervention :

Plusieurs problèmes importants ont retenu notre attention (entre autres) le fait qu'il y a encore plus de 200 millions d'Africains qui n'ont pas entendu parler de Jésus Christ, tandis que l'Afrique au sud du Sahara est particulièrement ouverte aujourd'hui à l'évangélisation puisque chaque année plus de 1 500 000 personnes reçoivent le baptême [1].

Si l'espérance d'un accroissement est ici fortement mise en avant, là - chez les participants asiatiques d'une Table ronde - l'horizon non chrétien qui domine également n'apparaît pas d'abord comme une espérance, mais comme un fait qui pèse le poids de son nombre : 44 millions 800 000 catholiques pour une population de 2 milliards 33 millions d'habitants, avec des religions ou des idéologies bien structurées. Les positions de ces témoins de l'Evangile sont d'ailleurs très variées suivant les conditions objectives des pays, suivant la propre position des participants face à Jésus Christ. Un prêtre cambodgien, par exemple, dans un pays en guerre, où la

situation devient chaque jour plus tragique, doit-il s'enfermer dans le ghetto chrétien ou aider sa petite communauté à s'ouvrir aux problèmes du pays ?

La question de « bâtir » - le mot est peut-être mal employé - est un gros problème pour nous. Nous ne sommes qu'une minorité, même pas 1 % de la population. L'Eglise, qui a pris naissance chez nous vers le XV^e siècle, est encore actuellement bien branlante. J'ai pris tout à l'heure l'image d'un édifice construit sur le sable à cause de la situation politique, parce que les chrétiens, vu leur petit nombre, se sentent en marge de la société. Il faut couper au couteau, autrement on ne s'en sortira pas. Ou bien on reste enfermé entre chrétiens, ou bien on considère que tous les Cambodgiens sont aussi enfants de Dieu. Il faut donc que les chrétiens cambodgiens ne se regardent pas comme coupés de la société de leur pays qui est une société bouddhiste à plus de 92 %. L'Eglise chez nous a été constituée un peu comme un « jardin » avec le clocher au milieu et puis des chrétiens tout autour. Depuis la guerre, cette Eglise-là a complètement éclaté. Les chrétiens vivent dans la masse, en état de dispersion au milieu des non-chrétiens. C'est là qu'ils doivent témoigner de leur foi, dans ce milieu propre. Une des difficultés actuelles est de leur faire comprendre qu'ils doivent à leur tour témoigner de Jésus Christ. Ce n'est plus l'heure de tout attendre du prêtre, ils ont à assumer leurs responsabilités et à prendre des initiatives pour que la foi soit vivante en eux et chez les autres.

Un prêtre japonais se trouve, lui aussi, dans une Eglise fortement minoritaire et éprouve la difficulté du contact :

Dans la mentalité japonaise, il y a quelque chose de profondément spirituel. Mais il est difficile d'approcher une religion de révélation qui nous demande un contact personnel avec Dieu. Je pense qu'il faut d'abord approfondir le contact entre nous, c'est peut-être par là que sera perçue la relation personnelle avec Dieu. Quand je parle à des gens qui sont non chrétiens, même si je m'exprime à partir de la révélation chrétienne, je ne le dis jamais. Je pense qu'il faut d'abord multiplier et approfondir les contacts. C'est dans ces rencontres que je peux garder de l'espoir.

1/ *Doc. cath.* 17 novembre 1974, n° 1664, p. 995.

Une autre Eglise minoritaire, mais dont les chrétiens sont différemment répartis, c'est celle de l'Inde. L'un des prêtres qui la représente parmi nous est un homme du Kérala, un pays où il y a 20 % de chrétiens. Il sent bien que le problème se pose au niveau d'une conception de la révélation, du symbolisme et spécialement des rites hindous, mais aussi au niveau des moyens de communication et il pense les mettre en œuvre :

Il faut témoigner de Jésus Christ Sauveur... et se servir pour cela des mass media. Pour moi, je m'y suis déjà entraîné et je vais continuer. Je pense qu'il y a là une présentation possible de Jésus Christ...

Un autre prêtre indien se voit beaucoup plus comme un itinérant :

Je ferai comme Jésus Christ : je prierai d'abord et dans la mesure où Jésus Christ me donne la force, je serai comme lui, sans logement, je partagerai tout avec les autres. Je dirai aux gens : si vous croyez en J.C., vous êtes des hommes libres. Aux Hindous, je dirai : Vous avez vos rites, vos règles, vos traditions. Croyez en J.C. et vous serez des hommes libres. Je dirai aux chrétiens, aux catholiques : vous êtes des pharisiens, parce que vous dites des choses auxquelles vous ne croyez pas profondément. Je ne demanderai pas aux gens qu'ils changent de religion parce que le Christ n'a jamais demandé cela. Il n'a jamais non plus demandé aux jeunes gens de se faire prêtres : Le Christ est toujours resté un laïc. Je ne bâtirai pas non plus d'église, mais j'essaierai de donner une mentalité nouvelle, un esprit nouveau. Peut-être, quand je serai parti, les gens perdront-ils la foi... mais cela ne fait rien : le Christ peut les soutenir. Pour moi, c'est cela l'évangélisation : donner l'esprit du Christ, être près du Christ. Voilà ce que je tenterai.

l'expression de la foi

Si l'annonce d'une Bonne Nouvelle qui libère apparaît difficile, l'expression de la foi, pour celui qui change de culture, pose également de nombreuses questions. Le message vient d'ailleurs, mais cet « ailleurs » n'est pas seulement la « transcendance » de la Parole incarnée par Jésus Christ. Cet « ailleurs » est aussi la culture occidentale dans laquelle la Parole a été exprimée. Le mission-

naire, pour annoncer Jésus Christ, a tenté de « traduire », parfois il a seulement transcrit ce qu'il avait lui-même appris. Pour les nouvelles chrétientés autochtones, la tentation est alors de « répéter » ce qu'on leur a enseigné, peut-être parce qu'une expression nouvelle leur semble une tâche trop lourde :

Nous sommes démunis, dit une religieuse africaine, *nous n'avons pas de méthode pour interpréter le message évangélique. Ce que nous ont apporté les missionnaires, c'est cela que nous continuons à donner. Nous n'avons pas encore appris à nous approprier le message. On répète ce qu'on a reçu.*

Un prêtre africain se rend compte de la difficulté du problème en mesurant l'écart qui le sépare de ses compatriotes, du fait de l'éducation et des catégories reçues :

Nous avons été, depuis l'âge de 6 ou 7 ans, en dehors de ce qui fait l'originalité de l'Afrique. Maintenant, il faut que nous éduquions les communautés chrétiennes dans lesquelles nous n'avons pas vécu. C'est cela qui fait problème. Nous sommes acculés à tenir toujours compte de ces catégories dans lesquelles nous avons été formés.

Généralement, le problème est posé d'une façon typique qui semblerait dire qu'un *christianisme pur* peut tout organiser, mais qu'il suffirait de le libérer du "vêtement" ou "revêtement" sous lequel il apparaît pour le trouver nu et dépouillé. Dès lors, on pourrait le transcrire dans le langage voulu. C'est à la fois le langage des missionnaires qui réclament : *dites-nous quel est l'essentiel du message et nous le transmettrons,* et celui des autochtones qui expriment le vœu de trouver *la Parole de Dieu à l'état pur.* C'est que, pour les uns et les autres, la transmission de la foi prend son modèle dans l'enseignement scientifique ou technique : il suffit alors de définitions claires, d'un système logique et d'une vérification dans la pratique. L'essentiel, pour l'un de ces missionnaires, c'est bien de *pouvoir recevoir la Parole de Dieu à l'état pur.*

Mais un autre voit immédiatement l'ambiguïté de cette déclaration :

Je pense que la Parole de Dieu est toujours incarnée dans une culture ou dans une autre et le problème réside précisément dans ce

passage d'une culture à l'autre. Le missionnaire part toujours avec sa culture et il enseigne au travers de celle-ci. Le nœud, c'est l'assimilation que les Africains doivent en faire pour rendre compte de leur foi dans leur propre culture. Mais aussitôt, il ajoute, et cela traduit bien l'ambiguïté du questionnement : *Cependant, il faut qu'ils restent catholiques, car il y a des vérités éternelles qui dépassent toute culture.*

Passer d'une culture à une autre, c'est passer d'un système de références à un autre mode d'appréhension du réel :

Le problème de l'incarnation, pour l'Africain, se pose en termes d'éducation. Nous avons un problème de conceptualisation de la Parole de Dieu. Nous n'avons admis pour exprimer cette Parole que les catégories de l'Occident. Ce qui fait que moi, prêtre africain, ce que je pourrai dire, je ne le dirai que dans les catégories reçues. Comment faire aujourd'hui pour que la Parole de Dieu s'incarne vraiment dans la culture africaine et pour que l'Africain puisse s'exprimer dans ses catégories propres ?

C'est à cette question que les évêques africains et malgaches ont voulu répondre, semble-t-il, dans le document déjà cité :

Toute action pour construire nos Eglises doit s'opérer en référence constante à la vie de nos communautés. C'est à partir de ces communautés que nous apporterons au rendez-vous de la catholicité non seulement nos expériences culturelles et artistiques spécifiques - africanisation réelle encore modeste - mais une pensée théologique propre qui s'efforce de répondre aux questions posées par nos divers contextes historiques et par l'évolution actuelle de nos sociétés ; une pensée théologique à la fois fidèle à la tradition authentique de l'Eglise, attentive à la vie de nos communautés chrétiennes et respectueuses de nos traditions, de nos langues, c'est-à-dire de nos philosophies (Ad Gentes 22, Unitatis Redintegratio 14 et 17).

Dans cette conception de la mission, les évêques d'Afrique et de Madagascar considèrent comme tout à fait dépassée une certaine théologie de l'adaptation en faveur d'une théologie de l'incarnation. Les jeunes Eglises d'Afrique et de Madagascar ne peuvent se dérober à cette exigence fondamentale. Admettant effectivement le

pluralisme théologique dans l'unité de la foi, elles doivent encourager, par tous les moyens, la recherche théologique africaine. Une théologie africaine ouverte aux aspirations fondamentales des peuples africains amènera le christianisme à s'incarner efficacement dans la vie des peuples du continent noir [2].

Une telle déclaration dont la visée est claire, ne manque pas pour autant de poser des problèmes. Si une théologie de l'adaptation est rejetée, c'est parce qu'on veut éliminer un certain bricolage théologique ou un folklore liturgique. On pense que le message africain veut rejoindre l'homme africain dans ses aspirations propres. Mais on peut se demander s'il n'y a pas une certaine contradiction avec ce qui précède, où il est question, semble-t-il, de valeurs en soi qu'il faudrait sauvegarder. Dans le préambule de leur texte, les évêques africains et malgaches mentionnent en effet *le problème de l'acculturation religieuse : un christianisme insuffisamment incarné et vécu souvent comme de l'extérieur, sans lien réel avec les valeurs authentiques que véhiculent les religions traditionnelles.* Dans cette perspective, on n'est pas loin d'une théologie des "pierres d'attente" sur lesquelles le christianisme peut se greffer. Mais ceci soulève une importante question : le christianisme n'est-il pas d'abord constitué par des hommes qui se déterminent en *valorisant* certains possibles pour faire surgir un homme nouveau. L'incarnation est d'abord une décision d'*exister* et d'*exister pour*. Jésus, en s'incarnant, opte dans le concret, sans se donner d'abord un système de valeurs qu'il sauvegarderait. Il opte pour les pauvres et pour les pécheurs en se faisant baptiser par Jean. La valeur, c'est donc ce qu'un groupe d'hommes *valorise,* c'est-à-dire *retient,* parmi les possibles dans une situation donnée. C'est peut-être ce que le texte des évêques veut indiquer quand il parle des aspirations des peuples africains - peut-être faudrait-il voir si ces aspirations sont concordantes entre la Côte-d'Ivoire et la Guinée... et si l'homme africain est une réalité simple - mais aussi quand il parle de tenir compte de ce qui est vécu par les communautés.

Un prêtre martiniquais sent bien l'acuité de la question posée :

Si on veut qu'une Eglise devienne véritablement locale, elle doit arriver à donner un témoignage collectif. La foi est un acte, elle

2/ *Op. cité*, p. 995.

suppose des décisions, des options. Un missionnaire dira la même chose, sous une forme rugueuse, mais passionnée : *Ce qui me paraît bizarre, c'est que l'on s'attarde tant aux problèmes culturels ou à ceux de la catéchèse. Pour moi, il s'agit de savoir si les hommes sont libres. Est-ce que je peux faire de la catéchèse en brousse et savoir en même temps que tout le pays vit une structure d'oppression. Quelle théologie vais-je faire là-dedans avec des gens qui crèvent de faim ? Est-ce que je vais bâtir une catéchèse à partir des contes, des proverbes et des mythes, alors qu'il y a devant moi un système qui bloque tout ? Certes, il faut faire un homme neuf, mais* l'homme neuf, *c'est celui qui se rend libre en prenant ses décisions.*

Dans ces contextes divers qui, tous, refusent une Parole insuffisamment "incarnée", que peut signifier Jésus Christ ? Une étudiante se pose le problème :

Nos Eglises ne doivent pas reproduire le modèle. Mais il reste que la religion est importée : même dans ma langue, même avec mes problèmes, si je veux parler du Christ, c'est du Christ blanc que je parle...

- *Est-ce que tu vois une possibilité d'en sortir ?*
- *Laisser tomber...*
- *Ou tenter le passage du « reçu » au « créant »...*

Ce court dialogue illustre bien une difficulté que nous retrouvons au cours de la discussion avec les prêtres asiatiques. Là se pose le problème du particulier et de l'universel sous un jour extrêmement concret. Un prêtre coréen tente de s'expliquer à ce sujet :

Je pense qu'il vaut mieux parler du message de salut que de parler de Jésus Christ. Le mot « Jésus Christ », il faut l'expliquer : qui est Jésus Christ ? comment a-t-il vécu dans l'histoire ? qu'a-t-il fait et enseigné ? Bien sûr, il y a l'exégèse, mais la lecture en est variable. Chez nous, l'introduction de Jésus Christ date de soixante ans. Auparavant, personne ne le connaissait. N'y avait-il rien pour arriver au salut ? Je ne le pense pas. Je pense au contraire que tout le monde marchait vers le salut. De plus, les étudiants me disent parfois : « Quel Jésus Christ ? Le Jésus Christ de telle

Eglise ou celui de telle autre ? Moi-même, en tant que Coréen, je ne puis approcher Jésus Christ, c'est une poursuite que je dois faire jusqu'à ma mort. C'est pourquoi je vous le dis : il vaut mieux partir du « message de salut » que de Jésus Christ ». Dans une situation concrète, on risque de soulever, avec ce nom, beaucoup de malentendus, de divergences d'explications, tandis que dans le domaine des religions, le mot « salut » est beaucoup plus courant.

Un prêtre indien n'est pas d'accord avec cette position :

Evangéliser, c'est témoigner de Jésus Christ et de sa Bonne Nouvelle. Mais je ne pense pas que l'on puisse séparer Jésus Christ de son message : sa personne fait partie de son message, Il et Dieu fait homme. Si nous l'acceptons comme Dieu, c'est que nous le reconnaissons aussi comme le porteur définitif du salut. Mais si la personne de Jésus n'a pas d'importance, nous ne pouvons pas dire ce qu'il représente. C'est pourquoi nous ne pouvons pas sortir de la personne de Jésus.

Cette question semble au cœur même de la recherche des prêtres d'Asie. On sent bien que là se pose le problème de la foi et celui de l'adhésion à un « ailleurs » qui n'est plus situé seulement au niveau d'une différence culturelle, mais dans la possibilité d'une incarnation.

Un texte, cité par la *Lettre aux communautés* de la Mission de France, résumerait assez bien le débat :

Récemment, un prêtre africain disait à peu près ceci à un de ses amis : « Il y eut pour nous la phase de découverte du Christ occidental. La seconde étape a été celle du Christ africain. Dorénavant, il faut que j'aie le courage d'annoncer Jésus Christ qui fut un homme blanc, mais qui, parce que Dieu, fut à travers cette situation particulière, un frère et un Sauveur universel [3].

3/ *Lettre aux communautés*, janvier-février 1975, n° 49, pp. 21 et 45.

Au cours des dialogues le vœu revient constamment d'une réflexion chrétienne, adossée à une anthropologie et à une lecture de l'histoire afin de rendre intelligible le message de Jésus. Mais ceux qui réclament une telle théologie ne nous en donnent pas une méthode d'approche qui soit clairement formulée. Les uns souhaitent voir se dégager une anthropologie africaine. Pour d'autres, l'idée d'une culture pure dont on relèverait les composantes anthropologiques est un mythe car cette culture est elle-même interrogée par les mutations qui se produisent et les échanges qui se font :

Il n'y aura pas de théologie africaine qui parte d'une culture africaine pure. Car un mélange irréversible s'est fait entre cette culture et les apports occidentaux. On ne peut faire table rase de ces apports et repartir à zéro. L'authenticité se situe à un autre niveau.

Un autre enfin précise ce point sur l'authenticité par l'appropriation : *Moi, je ne me préoccupe pas de savoir si une idée est importée ou non. L'important est de savoir si elle éclaire ma vision du monde et si elle permet d'agir. Ce que je reproche à l'Eglise c'est d'avoir importé un système qui ne permettait pas l'appropriation. Je ne lui reproche pas de ne pas avoir pensé africain - c'était alors impossible - mais d'avoir pensé que certaines formes culturelles étaient absolues et valables inconditionnellement dans n'importe quelle culture.*

Pour un Zaïrois, le christianisme ne s'emboîte pas dans une culture aussi facilement qu'on pourrait le penser. Il y a un aspect conflictuel qu'on ne peut négliger :

Je pense qu'on peut parler de philosophie africaine pour autant que l'on entend par philosophie un effort de réflexion pour interpréter l'univers des êtres, l'homme, la mort et l'au-delà. L'homme africain a une telle conception qui est à la base de sa religion. Mais précisément cette religion est en conflit avec le christianisme dans la forme où il lui a été présenté. Par exemple, les chrétiens - qui ont pourtant accepté la foi chrétienne - n'ont pas pour autant rejeté définitivement le culte des ancêtres, même si cela était exigé. Quand un conflit naît ainsi entre deux conceptions, on peut

dire que le christianisme est comme plaqué. Il faudrait christianiser en profondeur les aspirations d'un peuple.

Plusieurs interventions soulignent un autre danger, celui de l'archaïsme, et donc d'un discours clos qui ne rejoindrait pas l'homme d'aujourd'hui. C'est pourquoi certains cherchent une autre méthode d'approche pour une réflexion chrétienne : *Bien sûr, il y a un aspect culturel, mais les chrétiens doivent d'abord faire des choix concrets qu'ils exprimeront en fonction de ce Jésus qui donnent un sens à leur vie.*

Un prêtre chinois montre le va-et-vient qui doit être celui de la théologie :

Vous vous posez la question d'une théologie africaine. Si vous le permettez, je vais prendre un exemple, celui de la Chine communiste. J'admire profondément le président Mao. Il avait à introduire le matérialisme dialectique chez les paysans chinois dont un grand nombre ne savait pas lire. Certains marxistes voulaient apporter le matérialisme soviétique tel qu'il était. Mao ne l'a pas voulu, estimant qu'il devait être assimilé, exprimé dans la littérature chinoise. Puis, une idée doit se vivre et se vérifier dans la pratique. Là, Mao ne s'est pas contenté d'écrire, il a fait confiance aux gens pour vérifier dans le concret. Ceux qui avaient tendance à s'enfermer dans l'intellectualisme, il les a renvoyés au travail. C'est là non seulement une démarche intellectuelle, mais une démarche éthique. Un peuple doit faire sa propre révolution et il ne peut la copier. Je pense au christianisme : depuis tant d'années qu'il est présent en Chine ! mais on a copié le catéchisme tel qu'il était en Europe ! Moi, prêtre chinois, je me dis maintenant, continuellement : cette masse de jeunes, qu'est-ce que je vais leur dire ? A quoi vont-ils se décider ? Parce que c'est ainsi que s'incarnera chez nous la Bonne Nouvelle...

DES INSTITUTIONS A CHANGER ?

La critique institutionnelle est devenue si habituelle que l'on s'étonnerait presque de ne pas la trouver dans un cahier comme celui-ci. Dira-t-on que les motivations données ici ont un caractère de nouveauté ? il ne le semble pas, mais les témoignages qu'on va lire sont assez convergents pour ne perdre en rien - malgré les redites - de leur intérêt et de leur actualité.

1 / Des changements ? Pourquoi ?

Un prêtre africain part de ses contacts avec les jeunes pour justifier son point de vue et avancer les causes qui font aspirer au changement.

des structures gérées de l'extérieur

Dans tous les pays, les jeunes sont contestataires, mais chez nous, les motifs de leur contestation sont tout à fait particuliers. Ce qui fait notre malheur d'après ces jeunes, c'est que l'Eglise est d'origine étrangère ; elle ne reçoit pas ses ordres de l'intérieur. Du point de vue de ses structures, par exemple, pour la nomination de ses évêques, elle est dépendante de l'extérieur. *C'est encore sur l'extérieur qu'elle compte pour vivre : dans nos discussions précédentes, nous avons cité des chiffres et rappelé que le secteur qui reçoit le plus de l'extérieur, c'est l'Eglise.*

un système qui tourne à vide

Un autre aspect de la question se situe au niveau de la doctrine et de la morale. Très tôt, on baptise l'enfant, on le met dans un collège catholique, il faut qu'il aille au catéchisme. Cela fait que le christianisme ne lui est pas présenté comme une interpellation personnelle : le jeune est pris "dans le courant" comme pour les études scolaires. Seulement, il constate que, sur le plan de la pratique de la foi, les adultes ne suivent pas, que l'Evangile n'a pas sa place dans la société et donc qu'il est inutile...

Sur le plan de ceux qui sont restés au village, si vous regardez les chrétiens de la première génération, vous avez l'impression que le début a été une Pentecôte authentique : l'Esprit a vraiment soufflé. Puis après, on a assisté à un refroidissement. La première génération s'est vraiment engagée : ce sont des gens qui n'ont pas marchandé avec leur foi ; ils ont tout laissé, tout abandonné de leurs pratiques, par exemple la polygamie. Ils ont fait un rejet de leur religion traditionnelle. Mais dans la deuxième et troisième générations, l'engagement n'est plus aussi inconditionnel. Certes, les convertis ont choisi le Christ, mais en même temps, ils sont insatisfaits et c'est alors que se posent les vraies questions. Certains font baptiser leur enfant, mais ils iront aussi le faire « initier » au village... Nous sommes dans une position d'interrogations et de conflits. Ce qui heurte nos gens, ce n'est pas le problème des missionnaires, mais bien leur problème à eux, celui de leurs aspirations profondes et de leurs réalisations concrètes.

l'église-institution face à des projets politiques

On sent bien que les questions posées sont souvent au-delà d'une certaine rancœur qui s'est exprimée précédemment. Comme le dit un missionnaire :

Le positif de ces dernières années vient de ce que l'on dépasse la simple contestation du système ecclésial. Les Eglises sont au pied du mur devant des questions qui sont très graves. Chez nous, notre Eglise doit donner une réponse au gouvernement pour déclarer si elle veut le développement du pays. Il y a là une condition objective qui permet un regroupement des forces ecclésiales. Le

gouvernement prend ses responsabilités : il opte pour une analyse marxiste. Les évêques africains et le peuple devront faire l'expérience d'une certaine dépossession que nous avons nous-mêmes à faire. Cela demandera du jugement, des recherches, des tâtonnements, mais aussi du courage...

C'est dans ce contexte que le problème institutionnel reste posé. Un Zaïrois dira :

Ce qui gêne le plus actuellement, c'est une « Eglise-institution » et non pas la Parole de Dieu. L'Eglise-institution, c'est ce que les gens ont du mal à accepter, surtout dans l'étape actuelle de l'histoire, parce que celle-là leur paraît la représentante de l'étranger, et l'étranger, on n'en veut pas. Il faut donc chercher comment le spécifique de l'Evangile peut subsister en dehors de ces formes institutionnelles qui ne correspondent pas à une culture.

un problème de fond : la foi est-elle liée à l'église ?

La remarque précédente semble rejoindre ce que disent certains étudiants africains :

Je pense que la foi n'est pas forcément liée à l'Eglise. C'est surtout l'Eglise qui fait obstacle : quand les gens s'en prennent à la religion, c'est à l'Eglise qu'ils s'en prennent et non pas à la foi. J'ai des copains qui ne vont plus à la messe depuis longtemps, mais ça n'empêche pas qu'ils aient la foi... La foi demeure, qu'elle soit chrétienne, musulmane ou fétichiste...

Ce que vous nous avez apporté, ce n'est pas la foi, ce sont des institutions. Est-ce qu'il faut les maintenir ? Il me paraît important qu'au niveau de petits groupes, on puisse se dire ce que l'on vit au nom de sa foi...

2 / Sur quels points changer ?

Les propos précédents dénotent un souhait global mais qui n'est guère analysé. Un missionnaire faisant la comparaison avec les

Protestants tente de définir les zones où les changements sont possibles et souhaitables :

Il semble, dans notre région, que les Protestants réalisent davantage que nous l'africanisation.

1. Ils demandent une plus grande participation des membres des communautés que nous autres catholiques. Leurs comités paroissiaux sont depuis longtemps responsables de la vie des communautés. Un pasteur ne prend pas une décision importante sans l'avis de son comité.

2. Pour nous, le modèle du prêtre est valable partout, il est universel, alors que les protestants ont eu le souci d'avoir des catéchistes et des pasteurs adaptés avec plus de souplesse aux situations. Au lieu d'une formation par le sommet, avec des études supérieures, ils ont réalisé une formation à la base par la Bible et ont eu ainsi des catéchistes, puis ils en ont fait des pasteurs ; de ceux-là, quelques-uns sont ensuite envoyés en Europe.

3. Les synodes protestants ont une très large autonomie ; ils prennent des décisions au plan national puisqu'ils ne sont pas soumis à une autorité centrale qui s'appelle Rome. Ils adaptent le christianisme aux conditions de vie de leurs chrétiens.

4. La responsabilité financière des laïcs dans les communautés protestantes est plus grande.

Un autre participant ajoute alors :

Les protestants distinguent nettement le service de la Parole de Dieu et le service des choses matérielles. Une telle distinction commence à jouer dans nos communautés du Congo ou d'ailleurs...

Ce texte peut nous servir de "guide-line" pour repérer les changements souhaités et mettre en ordre des aspirations apparemment limitées.

des communautés vivables et vivantes

Parmi les demandes de changements, celle-ci fait l'unanimité. Dans les Tables rondes elle réapparaît sous des formes diverses, mais en exprimant toujours la valeur du témoignage collectif. En général on s'appuie sur ce qui a été vécu dans une histoire :

Nous autres, au Burundi, notre tâche est compliquée par suite des événements. Les terribles luttes raciales de 1972-73 ont fait des victimes nombreuses, des missionnaires ont été expulsés et des prêtres locaux justiciés. La grande difficulté est de prêcher concrètement la justice sociale pour empêcher toute exploitation de l'homme par l'homme, d'une race par une autre, mais aussi pour arriver à un réel pardon qui ne soit pas simplement une remise à plus tard.

Les chrétiens ont bien vu le danger d'expulsion qui peut guetter les missionnaires et la difficulté de recevoir de l'aide. Ils ont compris la nécessité d'organiser eux-mêmes leurs chrétientés, de trouver parmi eux des laïcs vraiment engagés et responsables. Par ailleurs, les gens vivent dispersés et non regroupés en villages : c'est le cas pour ma paroisse. L'unité de base dans le pays est la colline. Plusieurs collines ensemble forment une succursale qui compte église, classes, salle de réunion, avec un ou plusieurs catéchistes. Des conseils de succursales ont été formés auxquels nous confions progressivement l'animation des communautés locales : admissions au baptême, au mariage, visites à domicile, rentrée annuelle de la dîme, aide aux pauvres, gestion des biens de la succursale, palabres entre chrétiens, etc.

D'autres territoires s'interrogent aussi :

Je pense qu'au Zaïre, par exemple, il y a un clergé indigène assez fort, tandis que pour nous au Tchad, nous savons que nous ne serons pas remplacés. Il faut donc penser à l'avenir. Même si notre relève ne se fait pas, il y aura quand même « quelque chose ». Nous cherchons à organiser de petites communautés, c'est plus facile en brousse qu'en ville. Nous avons des responsables pour animer ces communautés. Notre souhait est qu'on n'en fassent pas des « curés » mais vraiment des animateurs à tous points de vue, aussi bien pour la proclamation de la Parole que pour les questions matérielles.

une église plus souple et plus mobile

Il serait aisé de multiplier les exemples de recherche dans cette direction. Mais on sent pointer une question plus fondamentale qui touche à l'Eglise elle-même. Tandis qu'un Martiniquais pense que

les chrétiens autochtones pourront porter le poids des structures mises en place par la mission, un autre prêtre se demande s'il ne serait pas bon d'inverser la question : *Est-ce que l'Eglise, pour devenir plus missionnaire, ne devrait pas se rendre plus mobile ? Car après tout, elle doit être la* pérégrinante dispersée parmi les nations. *Or, l'Eglise s'est dressée au milieu des peuples en assumant de nombreuses suppléances. Mais plus les gens se prennent en charge et moins on retrouvera le signe de l'Eglise dans ces diverses activités. Pourtant, elle doit rester toujours un signe prophétique, révélant le sens de la vie, de l'homme et du message.*

Pour moi, l'Eglise est une réalité que l'on constitue dès le début. Je prends le mot dans son sens primitif puisqu'elle désigne le rassemblement de ceux qui croient en Jésus Christ. C'est cette Eglise que je prêcherai. Je ne conteste pas l'Eglise institutionnelle, mais Jésus ne me demande pas d'appartenir à un tel système. Et quand le système empêche de manifester la révélation de Dieu, il faut lutter contre lui.

la question des pouvoirs dans l'église

Pourtant il faut bien parler d'institutions. En fait, lors des diverses rencontres, l'analyse institutionnelle n'a porté que sur certains points et d'autres sont restés dans l'ombre, tels la sacramentalisation, les œuvres de suppléance, etc.

1. La fonction : les discussions se sont surtout concentrées sur le rôle des personnes. Un prêtre africain :

Qu'est-ce qu'on peut changer pour que l'Eglise soit autochtone ? D'après moi, regardons d'abord la question du clergé, des religieux et des religieuses. Dans ce domaine, la forme est encore européenne en ce sens que les lois de l'Eglise sont des lois romaines ; les règles et constitutions religieuses sont conçues sur le modèle européen.

Certains vont plus loin et pensent que la conception même du pouvoir serait à réviser : *si les structures restent les mêmes, si le pouvoir reste ce qu'il était, que tu aies un Noir au lieu d'un Blanc, cela ne change rien.* Telle est donc finalement la question : que doit

devenir l'autorité pour être vraiment service de l'Evangile et du peuple ? Remarquons que certains participants ne sont pas tendres :

Les évêques de notre pays sont plus romains que les évêques blancs qui les ont précédés. Ou encore : *La première génération d'évêques est encore dans la ligne de ceux qui les ont formés mais la deuxième génération se libère de ce qu'elle a appris et élabore une pastorale d'après les possibilités de la race.*

2. Le savoir

Ce qui est intéressant à noter, c'est ce que les chrétiens voient de l'Eglise. Est-ce que la formation donnée actuellement dans nos grands séminaires correspond au type de prêtre dont l'Afrique a besoin ? Nous formons des garçons de type universitaire. Alors, est-ce que nous n'avons pas des prêtres liés à une classe sociale, celle des fonctionnaires ? Je me demande si nous n'allons pas vers des problèmes identiques à ceux de l'Amérique latine...

Au travers des réflexions notées chez les prêtres étudiants apparaît un besoin de justification de leur présence en pays étranger :

Je me dis que si Fabien Eboussi n'avait pas été jésuite, s'il n'avait pas eu cette formation de la Compagnie, il n'aurait pas pu parler avec la force et la conviction que nous lui reconnaissons. Aucune prise de parole ne sera possible si les leaders, les responsables des Eglises africaines, ne sont pas formés pour être des interlocuteurs valables. Vous savez - ou vous ne savez pas - ce que le fait d'être prêtre africain étudiant en France ou en Europe nous attire d'ennuis de la part, spécialement, de nos « collaborateurs expatriés », les missionnaires. A leur avis, nous perdons notre temps. Ils nous demandent : Quand vas-tu rentrer ? Nos évêques nous le demandent aussi. De petits groupes écrivent contre les prêtres qui veulent des diplômes, qui se prennent pour des intellectuels. Mais désirent-ils des interlocuteurs vraiment capables d'une parole adulte, ayant une certaine expérience de l'homme d'aujourd'hui qui est un homme international ? Alors, qu'ils admettent la nécessité pour nous d'acquérir une certaine compétence...

Le problème de la formation des prêtres, même dans les pays d'origine, reste une question grave et lourde. Un prêtre africain dit :

Nous constatons que, quand on ne donne pas aux prêtres une formation universitaire, eux-mêmes la réclament. C'est une question de prestige parce que, actuellement, beaucoup de laïcs ont accédé eux aussi à ce niveau.

D'autres se soucient davantage de la formation en liaison avec les communautés chrétiennes : *Je pense qu'il serait intéressant de faire une étude parallèle entre la formation des prêtres et celle des catéchistes qui, eux, sont nés de la communauté. Peut-être que, lorsqu'on cherche un type de formation, il ne faudrait pas regarder chez les prêtres formés en Europe ou en Amérique, mais chez les catéchistes formés sur place. Il ne s'agit pas pour autant de réduire le rôle du prêtre à celui du catéchiste, mais d'utiliser un modèle de formation plus adapté.*

Un prêtre Fidei Donum est moins radical :

Pendant les 9 ans que j'ai passés à Ngaoundéré, j'étais en milieu étudiant, soit au séminaire, soit au collège. L'institution est souvent contestée, parce qu'on ne voit pas toujours à quoi elle aboutit et si elle est utile pour l'avenir de l'Eglise. Personnellement, et puisque j'étais engagé là-dedans et que telle était la situation, je me disais : que faire et quelle formation donner aux jeunes qui passent par là ? Je pense qu'il faudra quand même, pour ces Eglises, des ministres - même si c'est en très petit nombre - qui aient reçu une formation sérieuse, à condition qu'ils gardent un esprit critique par rapport à ce qu'ils reçoivent, tant au plan profane que religieux. Je crois aussi, pour avoir suivi les expériences qui se faisaient au Nord-Cameroun, que d'autres méthodes de formation pour les responsables de communautés sont très importantes au surgissement des Eglises locales.

3. La finance : mais le problème du prêtre introduit souvent à une question plus difficile, celle de la situation financière au sein de la communauté chrétienne :

On ne peut pas réfléchir à la formation du prêtre sans voir qu'elle est liée à la conception même de la vie chrétienne, à la manière de vivre de l'Eglise. Et dès lors, comment ne pas mettre en question ce mode de vie actuel ? Si on conçoit le prêtre comme un homme habitant dans son presbytère, sa formation restera toujours celle

qu'on a reçue. Mais ce style de vie est justement remis en question. Actuellement, presque personne n'accepte de vivre dans un presbytère sans assurer sa propre subsistance. On ne peut plus se contenter d'assurer la vie du prêtre avec la quête et le denier du culte. Si l'on est d'accord sur ce point que tout prêtre doit être capable de prendre sa vie en main comme les laïcs, il faut prévoir une formation appropriée.

La situation socio-financière du prêtre est difficile et critique. Le prêtre africain ne trouve pas comment vivre, parfois comment aider sa famille. On doit être attentif à ce point de vue en veillant à un entretien matériel digne et juste du clergé et on éviterait peut-être une hémorragie qui s'explique socialement au détriment du pastorat.

Ces deux derniers témoignages sont loin d'être concordants, mais ils touchent au même point critique. On peut y répondre idéologiquement comme le fait le document des évêques africains et malgaches : « Il faut élaborer une nouvelle conception des biens ecclésiastiques pour une meilleure évangélisation des peuples. Les biens sont au service de l'Eglise pour le salut du monde. Il n'y a pas lieu de parler des riches qui donnent et des pauvres qui reçoivent. Il y a seulement diversité de ministères et de services. » Mais il est légitime de se demander si un tel mode de réponse peut résoudre les problèmes concrets. En tout cas, certains prêtres africains avouent leur peur :

Nous sommes une génération cuite parce que nous avons peur de nous détacher au niveau religieux comme au niveau politique. Quel pays peut dire maintenant : je me retranche derrière mon mur et essaie de vivre par moi-même ? Nous sommes aliénés, nous avons peur de ne pouvoir vivre seuls parce que nous sommes terriblement habitués à la facilité de recevoir, si bien qu'on ne peut plus résister. Une peur pèse sur nous de l'insécurité qui nous menace si jamais nous lâchons l'Europe ou un autre pays... Mais un autre participant répond à cela : *Je pense que commence à naître pourtant le désir de vivre par nos propres forces...*

Il y a un point sur lequel je bute, dit un autre. *C'est le problème économique. Les missions souffrent des questions d'argent. Dans certains cas, c'est même la raison pour laquelle on regrette le départ des missionnaires. Alors cela me fait tiquer un peu : de quel type*

est donc la solidarité chrétienne qui joue de cette sorte ? Quand ce pays a des missionnaires à l'étranger, il les aide, mais si le missionnaire s'en va, l'aide cessera. Alors je me dis qu'il faut que nous tendions vers une autonomie financière. Même si nous allons vers une situation de pauvres, il faut que ce soit la communauté sur place qui fasse vivre ses ministres.

Les missionnaires eux-mêmes sont conscients du problème :

Le nombre est grand de ceux qui maintiennent une tutelle sans le vouloir parce qu'ils peuvent subsister grâce à l'argent qui arrive de l'Europe tandis que les prêtres africains n'ont pas de telles ressources. Ou encore : *Je connais un Père qui ne voulait recevoir aucune participation des indigènes parce qu'il obtenait assez d'argent de sa famille. Mais quand un prêtre africain lui succédera, qu'est-ce qui va se passer ?*

Le fragment de dialogue suivant est assez éclairant :

- Nous représentons auprès des gens un pouvoir matériel qu'ils n'ont pas et nous avons peut-être du crédit à cause de cela...

- (Martiniquais) Oui, mais attention ! A partir du jour où les autochtones parviendront à assumer leurs responsabilités, là, vous n'aurez plus aucun crédit...

- Nous avons des structures que les prêtres locaux ne peuvent faire fonctionner au plan financier.

- Il est pourtant vrai que certains abbés africains arrivent à travailler même pour les besoins de leurs propres familles : ils ont des commerces, ça marche bien...

- Oui, mais ils auront à soutenir les séminaires, les autres œuvres, sans parler de leur propre subsistance et de l'assistance à leurs familles !

- (Martiniquais) Les autochtones feront de plus en plus corps avec les dirigeants qui veulent la promotion du pays et alors, on va vous lâcher, nécessairement. Le peuple se renouvelle ; on va vous lâcher parce qu'on s'oriente vers un nouveau style de vie, vers de nouveaux rapports sociaux et économiques...

- (un missionnaire) : Je pense un peu comme toi... !

Dans les échanges des Tables rondes, il est un phénomène à noter : tandis que celles où participent une majorité d'Occidentaux mettent en vedette le rôle des chefs de communautés, des catéchistes, et l'espérance qu'ils représentent, celles des étudiants ou prêtres autochtones n'en font pas mention. Il se peut que l'évolution même du débat ait écarté la question. On peut faire aussi d'autres hypothèses : dans des discussions aussi spontanées, ce sont les interrogations de chacun qui prennent le pas... Cela voudrait dire en clair que les « étrangers » sont plus sensibles aux communautés rurales, dispersées dans la brousse, où des ministères doivent être créés. Les prêtres africains ou asiatiques pensent davantage à une pastorale urbaine. Les étudiants africains ont-ils déjà quitté leurs structures villageoises ? Il se produit également que les catéchistes apparaissent d'une classe autre, pour ne pas dire "inférieure", quand on voit le désir de posséder le savoir qui a été plusieurs fois exprimé par les autres...

Le problème des chefs de communautés est déjà bien connu ; nous ne multiplierons donc pas les citations s'y rapportant, mais nous marquerons plutôt quelques orientations. Et d'abord, en Nouvelle-Guinée, on sent un effort pour réduire l'écart entre catéchistes et prêtres :

La partie Ouest du pays est égale aux cinq sixièmes de la France ; elle est partagée en quatre diocèses. Elle ne compte qu'un seul grand séminaire où sont reçus les élèves, garçons et filles, qui ont terminé leurs études secondaires. Les filles qui y viennent ont le désir de devenir catéchistes. Après la première année d'études, il y a un stage de deux mois, si possible en brousse. Après la deuxième année, un second stage de six mois. Durant la dernière année, les élèves doivent rédiger un mémoire. Les catéchistes ainsi formés ont le droit de baptiser, de prêcher, de bénir les mariages. Ceux qui veulent devenir prêtres doivent poursuivre leurs études pendant trois années.

"Réduire l'écart" est un aspect. Une autre visée est que les responsables soient vraiment les représentants des communautés. Certains pensent d'ailleurs que multiplier le clergé sur le mode que nous connaissons en Europe n'est pas une solution.

Dans le secteur où j'étais, plusieurs conditions étaient exigées d'un

futur catéchiste : que le garçon soit vraiment enraciné dans son village par son travail, qu'il ne soit pas fonctionnaire, qu'il soit marié et qu'il ait acquis déjà une solide maturité.

Les possibilités de chaque région rendent variables les solutions :

C'est à la communauté que nous demandons des catéchistes. Souvent, on prend un catéchiste d'un village pour le mettre dans un autre parce que beaucoup se plaignent de ne pas être écoutés dans leur propre village.

Mais un autre missionnaire n'est pas d'accord : *Chez nous, ces transplantations, ça ne marche pas. Quand un catéchiste donne sa démission, on attend qu'un autre surgisse dans ce village.*

En conclusion, nous nous retrouvons donc sur l'interrogation qui a marqué le départ de cet entretien, à savoir que le premier des changements institutionnels à opérer, c'est la promotion de communautés vivantes, par le rassemblement de chrétiens formés.

Je pense qu'il y aura une Eglise indigène dans la mesure où on aura le souci d'un laïcat vraiment adulte. Les croyants doivent être en prise sur les réalités du monde pour qu'ils puissent y porter un regard de foi. C'est là qu'est l'espérance...

On pourrait regretter que l'analyse ait porté uniquement sur des rôles bien définis. Nous transmettons ce qui a été dit, en attendant que se fasse une prise de conscience sur d'autres réalités de l'institution...

LES MISSIONNAIRES ÉTRANGERS : PARTIR OU RESTER ?

La croissance de l'Eglise, le changement des relations internationales, la requête d'autonomie, tout aussi bien que le souci de la communion inter-ecclésiale, soulèvent inévitablement la question de la présence des missionnaires étrangers : doivent-ils partir ou rester ?

question réelle ou imaginaire ?

Il est curieux de voir qu'une telle question - maintien ou retrait des missionnaires - est considérée comme une invention des « spécialistes en missiologie » :

En Europe, à ce sujet, des théories de spécialistes en missiologie *se répandent de plus en plus.* D'après celles-ci, *tout comme l'âge du colonialisme, celui de la mission est révolu. Les Eglises locales doivent prendre en main leur destin. Le plus grand service que les missionnaires puissent rendre aujourd'hui aux Eglises auxquelles ils se sont dévoués est de partir. En effet, la permanence de leur présence ne peut que freiner les nécessaires prises de responsabilités par les indigènes. Certes, leur départ creusera un vide énorme - particulièrement au plan sacerdotal - mais c'est un mal nécessaire sans lequel les Eglises locales ne pourront pas être elles-mêmes dans leur originalité propre* [1].

Pourtant, dans le numéro 56 de *Spiritus,* la solution du départ était envisagée non par des théologiens européens ni par des missionnaires, mais *par des prêtres et des laïcs des Eglises locales.* Bien des secteurs se sont d'ailleurs émus de cette option radicale et peut-être

trop vite généralisée. Les évêques africains et malgaches ont pris position à leur tour dans leur déclaration commune à la fin du Synode de 1974 :

Les évêques d'Afrique et de Madagascar dénoncent comme contraire à l'Evangile et à l'enseignement authentique de l'Eglise, tout geste, parole ou écrit susceptible d'entraver la coopération entre les anciennes et les jeunes Eglises. Cette prise de position claire et nette de notre part devrait suffire à rallumer l'élan missionnaire des âmes généreuses qui croient qu'il est encore possible aujourd'hui de servir l'Eglise chez soi et hors de son pays.

Cette coopération doit cependant revêtir des formes nouvelles. Il faut que les missionnaires non africains prennent en considération l'aspiration des jeunes Eglises à plus d'autonomie et de responsabilité, qu'ils se montrent disponibles et participent franchement et sincèrement à la recherche des communautés chrétiennes, sous la haute direction de la hiérarchie locale. Les difficultés actuelles, là où elles existent, sont momentanées. Après une période inévitable de frottements et d'affrontements, un travail en commun a en fait bien démarré [2].

un certain désengagement

Si l'intention du texte est claire : maintenir la coopération entre les anciennes et les jeunes Eglises, sa portée réelle concerne un renouvellement dans les rapports des missionnaires étrangers et de l'Eglise locale. Mais il ne suffit pas d'une déclaration pour opérer la conversion : c'est une vie qui est en cause et on perçoit ce que peut supposer le changement au travers des réflexions entendues dans les Tables rondes. Ainsi un prêtre congolais compare la situation antérieure à celle d'aujourd'hui et il lui semble que le chemin du désengagement est le bon :

Personnellement, je pense que ce que dit Eboussi dans son article, à part quelques points excessifs, rejoint ce que les prêtres congolais avaient écrit il y a cinq ans, dans une petite revue que nous

1/ F. PEJAC, dans *l'Assomption*, nº 581, printemps 1975, p. 24.
2/ *Déclaration des évêques d'Afrique et de Madagascar* au 4e Synode mondial épiscopal, Doc. cath. nº 1664, 17-11-74, p. 995.
3/ *The Clergy Monthly*, juillet 1974, 234-249.

avions intitulée Prêtres congolais. *Nous dénoncions une certaine attitude qui n'allait pas dans la ligne de ce qu'on attendait des missionnaires. Cela avait créé un certain malaise pendant un temps. Quand on parle de cette question, je pense à un désengagement de la part des missionnaires, en ce sens que la mission ne peut être ce qu'elle a été il y a vingt ou trente ans. Il faut bien se rendre compte devant la montée du nationalisme exacerbé des jeunes, des intellectuels, des fonctionnaires, que la présence des missionnaires évoque celle du colonisateur, même si les premiers ne l'ont pas voulu. Il faut donc que la présence des missionnaires ne soit pas celle de dominateurs. Actuellement, les positions sont bien plus nettes et je pense qu'un pas a été fait. Mais il a fallu que nous percions l'abcès...*

... et ses motifs

Cette prise de position est significative d'un certain état d'esprit. Plutôt que de multiplier les citations voisines qui ne feront pas progresser la recherche, il nous suffira de résumer l'article de John Correia-Alfonso, *The Missionary from Abroad et the Local Church* [3]. Il relève les signes des temps qui ont entraîné un changement dans la pratique des missionnaires :

1. La décolonisation et le nationalisme : les nations occidentales doivent comprendre que le monde non occidental abhorre aujourd'hui le vieil impérialisme européen, mais aussi l'actuelle domination politique, économique et culturelle des nations blanches.

2. La sécularisation et la nationalisation : la sécularisation des pays en voie de développement est due en partie à l'insatisfaction à l'égard de leurs anciennes religions, en partie aussi au désir de construire une nation forte et unie, pleinement engagée dans la croissance socio-économique de ses concitoyens.

3. Un phénomène d'amalgame : il est bon de garder à l'esprit que, dans le tiers monde, l'effort missionnaire est associé dans les esprits de beaucoup de gens à l'entreprise coloniale.

4. La missiologie post-conciliaire : l'Eglise devient de plus en plus ouverte dans son approche des cultures et des religions.

5. Les jeunes Eglises : l'Eglise locale n'est pas une simple unité administrative mais une communauté de croyants dans le Christ,

constituée par la Parole de Dieu, le lien de l'Esprit et le culte eucharistique, unie sous la même tête et en communion avec les autres Eglises, vivant sa foi comme incarnée dans sa propre tradition, son héritage culturel et spirituel.

6. Une espèce qui disparaît : il est clair que le nombre total des missionnaires est en décroissance et qu'il est appelé à diminuer par suite principalement de la chute des vocations dans les pays qui envoyaient jadis du personnel.

quelques orientations

Dans ces conditions nouvelles, quelles décisions prendre ?

1. On reconnaît généralement que *le départ des missionnaires ne peut être soudain et total.* Les motifs évoqués sont principalement la pénurie du clergé local et les motifs financiers. Voici à titre d'exemple ce que dit un prêtre africain :

Je n'ai jamais exercé de ministère et je juge donc de l'extérieur puisque je n'ai pas l'expérience de la situation concrète. Il est vrai que le problème du désengagement se pose mais il faut tenir compte de la pénurie de prêtres qui fait peur aux évêques. Ils ne peuvent se permettre de lâcher immédiatement tous les missionnaires. Puis il faut bien aussi parler de l'aspect économique. Dans les pays en voie de développement, nous sommes aux prises avec de gros problèmes et l'on ne peut pas dire que nous allons nous passer d'argent. Il faut bien reconnaître que les missionnaires étrangers ont un grand pouvoir économique. J'ai l'exemple précis d'un missionnaire français, pris en charge par son diocèse d'origine : il a toutes les possibilités de circuler en brousse. Il rend beaucoup de services parce qu'il est très dévoué. Mais je me dis : si un jour, je dois le remplacer, est-ce que j'aurai la possibilité de faire comme lui ? C'est une question qui n'est pas vaine...

Un autre prêtre exprime la même idée, mais avec un désir plus grand de se prendre en main pour agir : *Nous sommes une génération cuite, que ce soit au niveau de l'indépendance politique ou au niveau ecclésial, parce que nous avons peur de nous détacher. Nous avons peur de ne pouvoir vivre seuls, parce que nous sommes terriblement habitués à la facilité et à recevoir, si bien que pèse*

sur nous la peur de l'insécurité. Je pense que pour un temps, il faut combiner à la fois nos efforts pour vivre par nous-mêmes et l'aide que nous recevons.

L'idée est donc encore celle d'une coopération, d'une collaboration : *Pour moi, ce n'est pas le renvoi immédiat des missionnaires en place qui est à voir. C'est la fidélité à l'Evangile. Telle est, je crois, la question qui se pose actuellement au missionnaire.*

2. Un changement de mentalité : qu'une telle collaboration demande un changement, tous sont d'accord, évêques, prêtres autochtones, laïcs, mais aussi les missionnaires. Un prêtre africain est conscient de la complexité de ce changement :

Si c'étaient des Africains qui étaient venus en Europe, ils auraient aussi apporté leur mentalité pour l'imposer aux Français. Mais ceci est une époque passée. Maintenant, il faut partir de ce passé pour se lancer vers l'avenir. On reconnaît les fautes de ces missionnaires, et pourtant ils ont fait du bon travail. Aujourd'hui ceux qui veulent se convertir ont toujours leur place. Quant à ceux qui veulent garder leur ancienne mentalité, ils sont impardonnables...

Le problème du désengagement reste posé malgré tout, ne fût-ce que par le manque de jeunes missionnaires, comme le soulignent plusieurs interlocuteurs. Mais *le désengagement ne peut être unilatéral,* il doit être réfléchi, prévu et planifié. C'est un fait d'avenir qui ne doit pas être laissé au hasard. Cela demande une collaboration étroite et courageuse entre les responsables locaux et les responsables des instituts missionnaires. Qu'il y faille un grand esprit de foi, une remarquable lucidité, un souci de l'Evangile, une attention aux personnes impliquées, c'est un fait. Mais au lieu de faire peur, cette vue de l'avenir doit susciter des engagements courageux.

3. Le sens du transitoire : par suite est encore valorisé le sens de l'aventure dans l'histoire du peuple de Dieu. C'est un jeune en formation qui s'exprime ainsi :

Le réalisme, c'est de partir en sachant qu'il faut se préparer à rentrer, parce qu'un jour les animateurs locaux assumeront des tâches que nous avions prises à notre compte.

L'idée d'un service missionnaire temporaire remplace la mystique du don fait pour la vie, au moins dans certaines fonctions. Le missionnaire, dans ce cas-là, est une personne envoyée par une Eglise à une autre Eglise. Il est l'invité d'une Eglise.

4. Un signe d'amour universel : surgit alors une autre solution. Certains se demandent s'il n'est pas possible de donner un signe tangible d'une communauté d'amour inter-racial, inter-culturel. Il s'agit d'une autre présence missionnaire. C'est surtout chez les jeunes qui s'apprêtent à partir que l'on trouve cette démarche :

Moi, je vois une vie assez proche des gens. Je sais bien que je devrai passer pour un pauvre type pendant plusieurs années avant d'être admis dans ce nouveau style de vie qui s'oppose au modèle des anciens - et ceux-ci ne comprendront pas - mais aussi pour faire tomber les suspicions de la part des gens du pays. Etre mal compris des gens, être mal compris des confrères, c'est sans doute le premier pas à franchir...

C'est dans cette perspective, nous semble-t-il, qu'il faut lire le texte de Serge de Beaurecueil (p. 202).

5. La mission n'est pas finie : elle est aussi neuve qu'à la première Pentecôte. Nous sommes un peu déroutés parce que la mission change, parce qu'elle ne se limite plus à l'envoi de « nos » missionnaires, soutenus par « nos » prières et par « notre » argent, mais parce qu'elle ouvre sur un autre mode de vie et de présence. Ce serait alors le moment de s'interroger sur un élargissement de la responsabilité missionnaire de toutes les Eglises. *Tous,* nous sommes responsables du *tout,* il n'y a plus d'assistants et d'assistés. Il n'y a plus que des responsables dont aucun n'a le droit de s'enfermer dans une critique négative. Des tâches nouvelles apparaissent pour manifester la richesse de la communion entre les peuples et les cultures.

les tables rondes du nº 59

Spiritus *tient à remercier tous ceux qui ont donné de leur temps pour contribuer à l'élaboration de ce cahier en participant aux Tables rondes. Dans le climat actuel, la simple présence à de telles rencontres était un acte de courage...*

1. table ronde de la Formation permanente du Clergé (Institut catholique)

P. François Battut franciscain, R.C.A.
P. Werner Crone augustin, Nouvelle-Guinée
P. Martin Gottar cssp, Gabon
P. Eugène Jubeault, Fidei donum, Congo
P. Louis Leport cssp, La Réunion
P. Martin Scheng sj, Chinois
P. Jean Turpaud cssp, Gabon
P. Agénor Zabulon, Martiniquais

2. table ronde de l'Institut de Science et de Théologie des Religions

S. Marie-José, religieuse africaine de R.C.A.
P. Serge Berthon pb, 16 ans au Burundi
P. Jean-Marie, prêtre voltaïque
P. Joseph Kombolo, prêtre zaïrois
P. Corentin Le Korr omi, Cameroun-Nord
P. Louis Lemarié cssr, 6 ans en Haute-Volta
P. André Picard, Fidei donum, au Burundi
P. Faustin Téguédéré, prêtre de R.C.A.
P. Henri Tyl, Guinée, puis Haute-Volta
P. Alexandre You pb, 14 ans en Ouganda

3. table ronde des prêtres africains

P. Athanase Ateba Bikele, du Cameroun
P. Joseph Bato'Ora Ballong, du Togo
P. Dominique Kimbembo, du Congo-Brazza
P. Edouard Ndoyom, du Tchad
P. Julien Efoé Penoukou, du Dahomey
P. André Saya, du Cameroun
P. Raphaël Ta-Ninga Yongolo Wen, de R.C.A.

4. table ronde des Jeunes en formation à Chevilly

Paul Billaud mep, 2 ans au Maroc
Danielle Dez nda, au Tchad
Louis-Marie Frioux cssp, 2 ans en R.C.A.
Bernadette Lodé, religieuse de Fougères, en Haute-Volta
Bernadette Lorier franciscaine, 6 ans au Cameroun
Jean-Marie Mathon sma, 2 ans chez les Baoulés en Côte-d'Ivoire
Gérard Meyer cssp, 2 ans au Mali
Philippe Rivals cssp, 2 ans à Bangui
Henri Sutter cssp, partant pour Madagascar

5. table ronde des prêtres asiatiques

P. Joseph Chhmar Salas, du Cambodge
P. Benoît Ri, de Corée
P. Jean Ri, de Corée
Irène Gaillard, religieuse des Indes
P. Mariadon, des Indes
P. Anand Nayak des Indes
M. Natsuhiko Koyama, du Japon
P. Jean Tsuboko, du Japon

6. table ronde des étudiantes et étudiants africains du Foyer Daubenton

7. table ronde des missionnaires en session au Centre Saint-Dominique de l'Arbresle

Nous devons présenter des excuses aux invités de ces deux dernières rencontres où nous avons péché par omission : nous avons oublié de relever leurs noms !

L'ÉTRANGER AURA-T-IL DEMAIN UN MINISTÈRE PROPRE DANS L'ÉGLISE LOCALE ?

La question est devenue brûlante : faut-il, oui ou non, que les jeunes Eglises continuent de recourir aux services de missionnaires étrangers ? Les voix qui répondent vigoureusement par la négative se multiplient. Elles ne s'élèvent pas seulement du sein des jeunes Eglises *(Spiritus n° 56)*. Un nombre grandissant de missionnaires étrangers parviennent à la même conclusion et ils en tirent la conséquence logique en rentrant dans leurs Eglises d'origine. Ces prises de position sont elles-mêmes portées par un mouvement d'une ampleur considérable dans lequel la réflexion latino-américaine a joué un rôle prépondérant. Ce mouvement consiste à affirmer que la solidarité entre les peuples et entre les Eglises ne saurait être désormais pensée et mise en œuvre en termes d'aide : c'est dans leurs pays et dans leurs Eglises que les chrétiens d'Europe et d'Amérique doivent travailler efficacement à changer les structures des relations internationales et inter-ecclésiales. Ce combat est le seul qui soit en mesure de s'attaquer réellement aux rapports de domination et d'assistance dans lesquels se trouvent maintenus la plupart des pays du tiers monde et aussi, par voie de conséquence, leurs Eglises.

L'argument a d'autant plus de poids que tout le monde semble aujourd'hui s'accorder sur l'objectif à atteindre. Pour les jeunes Eglises, deux grandes questions émergent au premier plan. Elles ont à dégager les voies leur permettant, au même titre que les autres Eglises, d'affirmer concrètement et de faire reconnaître leur autonomie, leur responsabilité propre, leur *authenticité ;* elles doivent en même temps s'inscrire dans l'unité et l'universalité de l'Eglise à travers des formes de communion respectueuses de leurs

différences propres. De telles tâches peuvent-elles s'accommoder d'une présence étrangère que l'histoire a grevée des plus lourdes ambiguïtés ?

La thèse du désengagement des étrangers est loin cependant de recueillir l'assentiment général. Au contraire, les prises de position en faveur du maintien de leur présence se sont multipliées depuis quelque temps. Parmi elles, *la Déclaration des évêques d'Afrique et de Madagascar* (Rome, le 20 octobre 1974) revêt une importance particulière en raison de son caractère collégial et de sa vigoureuse fermeté. Après avoir pris acte d'un découragement apparent et contagieux chez les missionnaires venus d'autres Eglises sœurs, ils *dénoncent comme contraires à l'Evangile et à l'enseignement authentique de l'Eglise, tout geste, parole ou écrit susceptible d'entraver la coopération entre les anciennes et les jeunes Eglises. Cette prise de position claire et nette de notre part devrait suffire à rallumer l'élan missionnaire des âmes généreuses qui croient qu'il est encore possible de servir l'Eglise chez soi et en dehors de son pays.* Ils ajoutent : *cette coopération doit cependant revêtir des formes nouvelles. Il faut que les missionnaires non africains prennent en considération l'aspiration des jeunes Eglises à plus d'autonomie et de responsabilité...* [1].

Ce qui me pose question dans ce point de vue, tel qu'il se trouve exprimé dans l'ensemble de la Déclaration, c'est qu'il ne semble pas demander aux missionnaires étrangers autre chose que de s'intégrer pleinement dans la pastorale des Eglises locales. Leur présence me paraît être considérée trop exclusivement sous un angle quantitatif, comme une force d'appoint aujourd'hui encore indispensable pour faire face aux tâches immenses de l'évangélisation. Or, il semble urgent de poser la question d'une manière différente : l'étranger n'aurait-il pas, en tant même qu'étranger, une contribution spécifique et originale à apporter dans la croissance de l'Eglise qui l'accueille ?

1/ L'Etranger, ce grand méconnu...

La question qui vient d'être posée ne vaut pas seulement pour les jeunes Eglises. Elle s'adresse tout autant aux Eglises d'Europe et

1/ *Déclaration des évêques d'Afrique et de Madagascar* présents au 4e Synode épiscopal mondial, Doc. cath. n° 1664, 17-11-74, p. 995.

d'Amérique, à qui manque encore presque complètement l'expérience de l'accueil de frères et sœurs étrangers, venus des jeunes Eglises dans un but autre que d'y recevoir une formation théologique ou pastorale. Elles semblent ne pas encore avoir réellement pris conscience qu'elles auraient, à leur tour, beaucoup à recevoir d'une présence active et critique de chrétiens autres par leurs origines culturelles. Une telle présence leur permettrait de mieux vérifier l'authenticité de leur propre interprétation de l'Evangile, d'en mesurer plus exactement la richesse et les limites. Elles les aiderait aussi à vivre plus concrètement les exigences de la communion universelle. Le dialogue vivant et permanent avec « l'autre » nous est tout aussi nécessaire pour trouver notre vérité qu'il peut l'être aux Eglises d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

permanence de l'ethnocentrisme occidental

Il est certes indispensable qu'on mette en valeur l'importance du combat des chrétiens d'Europe ou d'Amérique pour transformer chez eux des structures qui contribuent à maintenir, sinon à développer, des rapports de domination et d'assistance à l'égard des autres nations. Mais, à trop accaparer l'attention, cette prise de conscience nécessaire risque de voiler la complexité du mode de relation qui se cherche aujourd'hui entre les peuples et les Eglises.

En effet, que se propose-t-on de faire ? D'accomplir chez nous des réformes, voire des révolutions qui entraîneraient pour les nations et, par contrecoup, pour les Eglises, un nouveau style de rapports davantage fondés sur la justice et sur l'égalité. Mais, ce faisant, n'allons-nous pas, une fois encore, courir le risque d'imposer aux autres des modèles de société, d'Eglise, de relations internationales, pensés et mis au point chez nous et par nous, fût-ce avec les meilleures intentions ? L'interdépendance des peuples et des Eglises est telle aujourd'hui qu'on ne peut s'empêcher de prévoir un pareil résultat. Pourquoi nous cacher plus longtemps que nous contraindrons les autres à nous suivre et à nous imiter tant qu'ils n'auront pas eux-mêmes la possibilité d'intervenir jusque dans les choix que nous faisons chez nous et pour nous ?

Il ne nous est décidément pas facile de nous défaire d'un comporte-

ment ethnocentrique. Nous sommes parvenus au point d'accepter, par la force des choses, que les autres nous posent des questions et nous obligent à réviser l'ensemble de nos rapports avec eux. Mais nous soupçonnons à peine qu'il nous faudrait aller beaucoup plus loin, en leur permettant d'influencer de l'intérieur nos propres choix de société et nos tentatives pour réformer nos Eglises. Nous sommes contraints de tenir compte de leur existence : quand accepterons-nous de recevoir d'eux un apport essentiel à l'élaboration de notre propre avenir ?

Une réflexion sur la signification de la présence des Européens et des Américains dans les pays et dans les Eglises du tiers monde me semble désormais indissociable d'une réflexion sur la présence en Europe et en Amérique des Asiatiques, des Africains et des Latino-Américains. Nous allons beaucoup chez eux, y compris en Chine populaire, pour y prendre éventuellement des leçons, mais quelles leçons, sinon celles qui nous conviennent ? Nous n'en continuons pas moins à prétendre demeurer chez nous les maîtres absolus, même si l'évolution des dépendances internationales en décide autrement et de plus en plus. Les étudiants du tiers monde viennent toujours en nombre dans nos Universités pour y recevoir notre enseignement. Mais qu'acceptons-nous réellement de recevoir des étrangers vivant chez nous, mise à part l'indispensable force de travail que représentent les travailleurs émigrés ?

Sommes-nous prêts à envisager d'accueillir, au sein de nos sociétés et de nos Eglises, des étrangers dont la présence active et critique contribuerait réellement à en redéfinir les finalités tant au plan local qu'au plan international ?

Ces réflexions restent encore du domaine de l'utopie. Mais elles ne sont pas inutiles si elles nous aident à mieux prendre la mesure d'un ethnocentrisme toujours vivace. L'étranger, après avoir été souvent au cours de l'histoire de l'Occident chrétien, l'ennemi dont il fallait se défendre, est devenu pendant la période coloniale, celui dont l'altérité n'avait pas de consistance propre. Sauf pour quelques rares interlocuteurs, il n'avait pas droit à la parole. On accepte aujourd'hui de le reconnaître autre, trop souvent d'ailleurs dans la seule mesure où cette altérité s'impose par la force (on s'empresse de négocier avec le Chah d'Iran, mais qui se soucie du drame de la nation kurde ?). Une longue étape, une véritable révo-

lution, reste à accomplir : l'apprentissage entre les peuples de la relation authentique qui s'enrichirait du respect mutuel des altérités et de leurs efforts pour communiquer.

Or, au moment où, à l'échelle planétaire, les échanges et les interdépendances de toutes sortes s'entrelacent dans un réseau de plus en plus complexe et désormais irréversible, la peur de cette relation se dissimule partout chez nous, y compris dans les apologies de la différence et dans les idéologies mondialistes de la transformation des sociétés.

Cette esquisse trop rapide n'a d'autre but que de rappeler le peu de signification que nous accordons à l'influence des étrangers dans la vie de nos sociétés et de nos Eglises. Du fait même, nous demeurons très mal placés pour parler, sans hypocrisie, du rôle spécifique que nous-mêmes, étrangers partant en Afrique, en Asie et en Amérique latine, nous estimerions être appelés à jouer dans leur avenir. Sommes-nous prêts à faire, pour notre part, la conversion que nous leur proposons ?

« neutraliser » l'étranger, tentation des jeunes églises ?

Un nombre important de missionnaires étrangers travaillent toujours au service de la plupart des jeunes Eglises ; l'Europe et l'Amérique continuent encore à leur en envoyer quelques-uns. La question de la place à faire désormais à l'étranger se pose donc à elles d'une manière beaucoup plus immédiate que pour nous. Les jeunes Eglises doivent-elles accepter cette présence ? Si oui, quel sens convient-il de lui donner ?

Il y a un type de présence étrangère que les pays et les Eglises du tiers monde ne supportent plus : celle qui porte directement atteinte à leur autonomie. Dans les faits, les choses ne se passent malheureusement pas toujours de cette manière, mais la revendication est là, de plus en plus unanime et hautement justifiée. Ses porte-parole les plus intransigeants ne voient pas d'autre solution qu'une planification rapide du départ de tous les étrangers. Pour d'autres, et en particulier pour la plupart des responsables des Eglises, les étrangers demeurent les bienvenus, dans la mesure où il existe des offres d'emploi que ces Eglises ne suffisent pas à satis-

faire par elles-mêmes. Historiquement, cette attitude se comprend fort bien et elle ne manque pas de justifications. Par ailleurs, on ne reprochera pas à ces Eglises locales d'exiger des étrangers qui se mettent à leur service, de renoncer à toute forme de pouvoir, et de s'efforcer d'être des collaborateurs loyaux et désintéressés.

Pourtant dans la mesure où la présence des étrangers est conçue trop exclusivement comme une force d'appoint toujours nécessaire, cela ne signifie-t-il pas que, sans méconnaître leur caractère d'étrangers, on n'attend plus rien d'eux en tant que tels ?

Il faut reconnaître l'extrême difficulté du problème ainsi posé. L'histoire de la colonisation et l'impérialisme culturel de l'Occident ont marqué si profondément l'évangélisation des jeunes Eglises qu'on s'explique aisément que, psychologiquement et socialement, les communautés chrétiennes accueillant des missionnaires étrangers se montrent très réservées à l'idée de leur reconnaître aujourd'hui un rôle spécifique en tant même qu'étrangers. N'y aurait-il pas là une voie à peine détournée pour restaurer un style de rapports où l'étranger se situerait à nouveau dans la position dominante de celui qui sait, qui possède une expérience à transmettre, qui prétend donner, face à des communautés qui auraient encore et toujours à apprendre et à recevoir ?

Le danger est certainement très réel. Les chrétiens occidentaux sont en effet encore très loin, même quand ils pensent et affirment sincèrement le contraire, de s'être dépouillés de tout sentiment de supériorité, et ils ne peuvent jamais se désolidariser complètement du néo-colonialisme qui informe, si puissamment encore, les mentalités et les comportements de leurs pays d'origine.

Cependant malgré toutes ces ambiguïtés, la question rebondit. Faut-il désormais que l'étranger au service d'une Eglise locale renonce à s'exprimer et à agir comme tel pour devenir, en quelque sorte, un homme « neutre », soucieux seulement de couler le mieux possible son mode de présence et d'action dans les finalités de la communauté ecclésiale qui l'accueille ? Faut-il que, sans pouvoir réellement se dépouiller de sa différence propre, il renonce définitivement à la faire valoir pour jouer exclusivement le jeu de l'intégration à sa nouvelle communauté ?

S'il devait en être ainsi, à l'image de l'étranger dominateur et aliénant se subsisterait celle de l'étranger réduit comme tel à l'inexistence. Or, le but à atteindre, pour les jeunes Eglises comme pour les autres, n'est-il pas de créer les conditions d'une véritable relation où les partenaires cherchent à se comprendre et à communiquer dans le respect et le partage de leurs différences ? Une telle relation comporte inévitablement des aspects conflictuels, mais elle seule peut être féconde et enrichissante. Il me semble par ailleurs qu'elle répond à certaines exigences essentielles de la croissance à venir des jeunes Eglises. Celles-ci sont à la recherche de leur authenticité, mais n'est-ce pas, pour une part indispensable, dans la relation vivante à « l'autre » que cette authenticité pourra progressivement s'affirmer et être reconnue ? Elles veulent accéder à l'universel concret d'une Eglise à la fois une et multiple, mais ce projet capital n'implique-t-il pas que l'expérience de la communication entre Eglises autonomes et responsables se vive le plus possible à la base, dans le dialogue avec l'étranger partageant au plus près la vie des communautés locales ? Ne faut-il pas éviter à tout prix les mouvements de repli sur les différences ?

2/ Pour la reconnaissance d'un ministère propre à l'étranger

Avant de pousser plus loin la réflexion sur l'enjeu même de la présence active de l'étranger au sein de l'Eglise locale, il faut tenter de mieux préciser les conditions à créer pour qu'elle puisse être réellement utile et féconde. Ces conditions relèvent à la fois de la politique de l'Eglise qui accueille et du mode d'insertion de l'étranger qui arrive.

questions aux églises d'accueil

On ne saurait oublier, pour commencer, l'extrême diversité des situations concrètes aujourd'hui vécues par les jeunes Eglises. Leur action s'inscrit dans des contextes socio-politiques très variables dont elles doivent inévitablement tenir compte. Dans certains cas, le départ des missionnaires étrangers se trouve imposé par des circonstances indépendantes de la volonté des Eglises.

Dans d'autres endroits, il ne serait pas sage pour une Eglise locale de renoncer trop vite à la force d'appoint que constitue la présence de nombreux missionnaires étrangers... En un mot, il ne s'agit pas ici de prétendre répondre à l'ensemble des questions que pose aux jeunes Eglises la présence des missionnaires étrangers. La recherche porte seulement sur les conditions qui peuvent leur permettre, à plus ou moins long terme, de reconnaître un rôle spécifique à l'étranger qui se met à leur service.

Les jeunes Eglises ont raison de se vouloir aussi pleinement autonomes et responsables que leurs Eglises sœurs, mais il me semble qu'elles pourraient souvent se montrer plus exigeantes sur les conditions leur permettant d'atteindre cet objectif. Certes, en ce qui concerne l'acculturation de la foi et le développement d'une recherche théologique « incarnée » et originale, les intentions s'affirment aujourd'hui de plus en plus nettement, même si, comme il est normal, il leur faudra beaucoup de temps pour se dégager de l'emprise du savoir occidental.

En fait, ce que les jeunes Eglises semblent désormais attendre surtout de leurs aînées, ce sont des hommes et des femmes, principalement des prêtres et des religieuses, susceptibles de les aider à combler leur déficit en personnel capable d'assumer les tâches ministérielles ou d'autres services d'animation jugés indispensables à la vie des communautés chrétiennes. Cette politique, valable peut-être pour un temps, et dans des situations particulières, ne suffit plus vraiment à justifier à long terme l'envoi de missionnaires étrangers. C'est d'autant plus vrai que les Eglises pourvoyeuses connaissent aujourd'hui, pour la plupart d'entre elles - et parfois même d'une manière plus pressante - la même pénurie de ministres et d'animateurs. A l'heure actuelle, ce sont presque toutes les Eglises qui se trouvent dans l'obligation de repenser et de restructurer l'exercice des responsabilités et des services dont les communautés ont besoin. Tâche énorme sans aucun doute, mais qu'il faut partout avoir le courage d'affronter directement. Il me semble qu'ici, pour l'essentiel, les jeunes Eglises, comme les autres, doivent se préparer à ne plus compter que sur elles-mêmes. La présence encore massive de missionnaires étrangers ne peut, à mon sens, que faire illusion pour un temps désormais compté et retarder une prise en charge autonome qui ne sera pas forcément plus aisée pour avoir été reportée. Peut-on estimer que, dans une dizaine d'années, le petit nombre

de missionnaires envoyés par les Eglises d'Europe et d'Amérique aura encore quelque poids en tant que force d'appoint ? Si les jeunes Eglises souhaitent que leur présence ait alors un sens, ne faut-il pas qu'elles s'efforcent de dégager ce sens dès aujourd'hui et d'en mettre en place les modalités de réalisation ?

Un autre aspect important de l'accueil des missionnaires étrangers, ce sont ses incidences économiques. Ici aussi, les jeunes Eglises sont décidées à tout faire pour arriver à un maximum d'indépendance et d'autonomie. Elles demandent cependant, à juste titre, que les exigences de l'agapè chrétienne soient reconnues dans ce domaine, faute de quoi les discours sur la communion entre les Eglises risqueraient de n'être plus que de vaines paroles. Mais ne pourrait-on imaginer que l'entraide indispensable ne passe plus par la personne même du missionnaire étranger quel qu'il soit ? Certes, il a constitué jusqu'ici un agent particulièrement efficace de l'apport économique à son Eglise d'accueil en faisant jouer ses relations personnelles dans son Eglise d'origine. On peut aussi admettre qu'il le fasse avec le désintéressement le plus total et se refuse à être lui-même l'utilisateur des ressources qu'il obtient pour les confier aux responsables de son diocèse. Pourtant, comment échapperait-il complètement à la loi qui veut que celui dont dépend pour une part les ressources économiques d'une communauté oblige nécessairement celle-ci à son égard et exerce par rapport à elle une certaine forme de pouvoir ?

L'ensemble des conditions qui peuvent permettre aux jeunes Eglises de reconnaître aux étrangers qu'elles continueront d'accueillir une mission spécifique à leur service se résument en une seule : qu'elles aillent jusqu'au bout de leur volonté d'autonomie et de responsabilité propres, dans la perspective de l'universalité de l'unique Eglise du Christ. Alors, non seulement elles ne craindront plus d'accueillir l'étranger comme étranger, mais elles seront libres de lui demander d'être pleinement cet « autre », partenaire vivant d'un dialogue où chacun, sans chercher à dominer et sans vouloir s'effacer, peut aider l'autre à s'affirmer dans sa singularité et à communier dans l'unité.

une nouvelle manière d'être pour l'étranger

Pour que les missionnaires étrangers trouvent leur vraie place demain dans les Eglises locales, certaines conditions dépendent

d'eux-mêmes. La première d'entre elles me semble être qu'ils acceptent sereinement qu'une période de l'histoire de la mission est définitivement en train de s'achever. Ils admettent déjà qu'ils ne peuvent plus en être les responsables, même si, dans les faits, il leur est difficile d'abdiquer tout pouvoir. Nombre d'entre eux entrent aujourd'hui, avec beaucoup de loyauté et d'oubli de soi, dans un effort difficile d'intégration au presbyterium ou à la pastorale d'ensemble de leur Eglise d'accueil. Ils font souvent ainsi un excellent travail. Pourtant, beaucoup d'entre eux se rendent compte qu'ils n'accomplissent là qu'une tâche provisoire de suppléance pour laquelle les autochtones sont au moins aussi qualifiés qu'eux. Ils savent que si leur rôle doit désormais se limiter ainsi à assumer des tâches de suppléance, la relève ne suivra pas et qu'ils vivent une forme d'action missionnaire destinée à disparaître avec eux.

Les jeunes missionnaires surtout se sentent de plus en plus mal à l'aise tant qu'on ne leur offre pas d'autre perspective. Alors la question peut devenir angoissante : pourquoi insister ? pourquoi rester ? Elle devient plus pressante encore pour ceux qui ont le sentiment que leur présence retarde l'évolution de l'Eglise locale vers une plus grande autonomie.

Alors, chacun fait ses choix. Certains acceptent volontiers d'être simplement des collaborateurs disponibles à l'égard de leur Eglise d'accueil tant qu'elle estimera avoir besoin d'eux. Et nul ne pourrait leur donner tort. D'autres donnent l'impression de s'accrocher coûte que coûte. D'autres enfin prennent la décision de s'en aller.

L'avenir paraît bouché, et pourtant, me semble-t-il, une nouvelle étape de l'histoire de la mission peut et doit commencer. Elle se cherche déjà obscurément à travers les efforts de certains étrangers qui refusent l'intégration pure et simple à la pastorale mise en œuvre par les responsables locaux. Quelle que soit l'ambiguïté de leurs réactions, je crois qu'il faut éviter à tout prix de les interpréter globalement comme un refus de s'incarner pleinement dans les réalités du pays et de l'Eglise qui les reçoivent. La plupart ne refusent pas de servir et d'accepter les exigences que comporte leur insertion dans l'Eglise locale. Mais ils pressentent plus ou moins confusément qu'ils sont appelés à rendre un service spécifique à cette Eglise, et ils en recherchent les formes concrètes plus ou moins adroitement.

Le temps n'est-il pas venu de poser nettement la question de l'avenir de la mission ? Ou bien les étrangers doivent se considérer seulement comme une force d'appoint et leur présence ne se justifiera plus à plus ou moins brève échéance. Ou bien ils doivent découvrir progressivement quel est le service propre qu'ils peuvent rendre aux jeunes Eglises en tant même qu'étrangers.

Les formes concrètes d'un tel service sont encore très loin d'apparaître clairement. Mais il faut que les étrangers qui en pressentent l'importance mobilisent toutes leurs énergies pour les chercher et pour les trouver, de concert avec leurs communautés d'accueil. Une telle recherche suppose, bien sûr, qu'elle se fasse dans le respect de l'autonomie de l'Eglise locale telle qu'elle a été évoquée à l'instant. Mais elle requiert également que l'étranger ne renonce pas à être lui-même dans son action et qu'il soit reconnu comme tel par ceux qui l'accueillent. Il faut qu'il soit celui qui, par sa différence même, est appelé à jouer un rôle actif dans la quête que poursuit l'Eglise locale de son identité particulière et de son insertion dans l'universel ecclésial.

3/ De part et d'autre, un regard à changer

Les jeunes Eglises sont nées historiquement des Eglises d'Occident et cette relation de parenté s'avère difficile à assumer de part et d'autre.

Les Eglises issues de l'expansion missionnaire de l'Occident chrétien prennent progressivement conscience que la « maternité » dont elles sont redevables a été hautement abusive : elles ont généralement été conçues comme de simples reproductions des Eglises-mères et créées à leur seule image. Elles sont aujourd'hui à la recherche de leur personnalité propre, mais cette quête d'identité survient tardivement et elle se révèle laborieuse à beaucoup de points de vue. Trop longtemps coupées de leurs racines culturelles, elles se sentent frustrées, « déshumanisées » en profondeur par le mode même d'évangélisation qui leur a donné naissance. Et l'effort actuel de ressourcement à la culture traditionnelle se trouve grevé de multiples contradictions : il doit composer avec la modernité issue elle-même de l'Occident et, tout en visant à donner naissance à une

pratique chrétienne et à une théologie originales, s'ancrer dans une authentique fidélité à l'Evangile ; mais cette fidélité demeure inséparable d'une tradition théologique tout entière constituée au sein de la culture occidentale.

Dès lors, le tiraillement est intense et dramatique entre un profond désir d'authenticité qui pousse à l'autonomie à l'égard des Eglises-mères et une volonté de fidélité à l'Evangile qui ne va pas sans la reconnaissance de la filiation originelle. Comment devenir soi-même sans rejeter cette « autre » dont la maternité a été tellement possessive et qui menace toujours de le demeurer ? Comment assumer une filiation historiquement irrécusable sans se maintenir dans une condition de dépendance infantilisante et paralysante ?

Par delà toutes les formes du ressentiment ou de la soumission, l'issue peut-elle être cherchée ailleurs que dans l'établissement avec les Eglises-mères d'une relation adulte et vraie ? Autrement dit, puisqu'il faut éviter à la fois l'impossible repli sur soi et toute condition d'infériorité ou de subordination, ne faut-il pas que les jeunes Eglises cherchent à créer avec les Eglises anciennement mères des rapports de « sœurs » égales entre elles, où la réciprocité des échanges contribue, du même mouvement, à soutenir leur quête d'authenticité et d'autonomie et à assurer une plus grande fidélité commune à l'Evangile, à la nouveauté de l'histoire et à l'ancienneté de la tradition ?

Si cela est vrai, ne faut-il pas que la relation avec les Eglises-sœurs de vieille souche, au lieu de se distendre, se concrétise au contraire sous des formes nouvelles, dont un certain style de présence et d'action du missionnaire étranger pourrait être un facteur essentiel ?

C'est donc à celui-ci de reprendre la question ainsi posée. Beaucoup de missionnaires peuvent avoir personnellement de bonnes raisons de quitter définitivement l'Eglise qui les a reçus. Il est même des situations où il faut savoir partir. Dans certains contextes qui tendent d'ailleurs à se multiplier, il ne leur est même plus loisible d'agir autrement. Je suis convaincu cependant que ce serait, pour les Eglises d'Occident qui ont entrepris d'évangéliser le reste du monde, se conduire en irresponsables que de faire du retrait de leurs missionnaires un principe qu'elles chercheraient à justifier théoriquement. En effet, quelle que soit la manière dont nous la jugeons,

cette « maternité » de fait qui est la leur à l'égard des jeunes Eglises leur crée des responsabilités nouvelles aujourd'hui. Ne soyons pas trop habilement dupes du raisonnement qui voudrait que les jeunes Eglises, ayant acquis leur maturité ou devant de toutes manières s'efforcer de l'atteindre par elles-mêmes, notre présence d'étrangers ne pourrait plus être désormais que gênante. Elle l'est encore trop souvent, c'est certain, et nous avons là à faire courageusement les purifications qui s'imposent.

Mais la vraie question n'est-elle pas différente ? Puisque, comme j'essaierai de le préciser mieux, la quête des jeunes Eglises de leur authenticité et d'une communion vivante et créatrice avec l'Eglise universelle passe par le dialogue permanent, si difficile soit-il, avec leurs Eglises-sœurs, qui représentent de fait l'ensemble de la tradition chrétienne, les missionnaires étrangers ne doivent-ils pas se préparer à être modestement et à leur place, des partenaires indispensables à ce dialogue ?

Je crains qu'une politique d'effacement complet de notre part ne soit finalement pas plus évangélique que celle d'une présence omnipotente. Ne chercherions-nous pas inconsciemment à liquider sans trop de frais le complexe de culpabilité qu'a fait naître en nous l'histoire de la décolonisation et la prise de conscience que l'évangélisation des jeunes Eglises était marquée du sceau de l'impérialisme culturel ? Ne serions-nous pas un peu comme des parents qui, traumatisés de découvrir qu'ils n'ont pas su respecter la liberté de leurs enfants, renoncent une fois pour toutes à établir avec eux une relation pourtant indispensable à leur maturation personnelle ?

Il faut d'ailleurs corriger tout de suite cette image en ce qui concerne nos relations avec les jeunes Eglises. Elles ont à leur tour un certain rôle de « maternité » à exercer à notre égard. Dans la mesure où le moment est venu pour nous d'apprendre à recevoir d'elles, à nous instruire au contact de leurs pratiques concrètes et de leurs théologies naissantes, elles sont appelées, si nous savons abandonner notre attitude d'auto-suffisance, à nous « engendrer » à de nouvelles manières de vivre et de comprendre la foi. Pour aider à naître et à se développer cette réciprocité dans l'évangélisation mutuelle, les missionnaires n'auraient-ils pas éventuellement un rôle important d'éveilleurs à jouer ?

4/ Des étrangers à demeure au service des Eglises locales ?

Au point où nous en sommes de cette réflexion, on peut se demander si la présence à demeure d'étrangers au sein de l'Eglise locale reste aujourd'hui réellement indispensable. N'y a-t-il pas désormais beaucoup d'autres moyens pour assurer, entre les Eglises, les relations qui leur sont nécessaires ? Il y a tout d'abord les rencontres qui tendent à se multiplier entre les responsables des Eglises. Le dernier synode mondial des évêques à Rome en 1974, s'est révélé particulièrement prometteur du point de vue qui nous occupe. On ne compte plus les rencontres internationales entre chrétiens aux responsabilités et aux engagements divers dans leurs Eglises respectives. Les livres, les revues, les conférences et les voyages de toutes sortes, les séjours à temps limité pour une tâche précise... : voilà autant d'instruments précieux et irremplaçables au service de la communication entre les Eglises.

Il ne faudrait pas cependant minimiser la difficulté de cette communication. Plus que jamais, alors que les sociétés sont en pleine mutation, elle a besoin d'épouser le mouvement même de la vie, de s'effectuer à la base, au cœur de l'action, à travers des personnes lui consacrant toute leur existence.

On s'accorde pour estimer que le renouvellement en profondeur des Eglises, au travers de la crise qui les secoue, sera l'œuvre des communautés chrétiennes bien enracinées dans leur milieu socio-culturel. C'est ainsi que dans leur *Déclaration du 20 octobre* déjà citée, les évêques d'Afrique et de Madagascar attirent l'attention sur le rôle essentiel et fondamental des communautés chrétiennes vivantes ; prêtres, religieuses, laïcs, en union d'action et de pensée avec l'évêque. C'est à ces communautés incarnées et enracinées dans la vie de leurs peuples, qu'il incombe au premier chef d'approfondir l'Evangile, de fixer les objectifs prioritaires de l'action pastorale, de prendre les initiatives qui s'imposent en vue de la mission, de discerner dans la foi, les éléments traditionnels pouvant être conservés et les ruptures rendues nécessaires pour une véritable pénétration de l'Evangile dans tous les secteurs de la vie.

Or, les deux « lieux théologiques » au sein desquels s'opère ce discernement sont l'expérience concrète des valeurs vivantes dans la

société que l'Eglise s'efforce d'évangéliser et les deux millénaires de l'histoire de l'Eglise. Ces deux « lieux » sont si étroitement complémentaires l'un de l'autre qu'ils doivent se féconder mutuellement par un effort permanent de mise en réciprocité. Seuls, les chrétiens autochtones peuvent réussir cette symbiose vivante. Cependant, tout en portant un regard critique sur la théologie et la pastorale de l'Occident, ils se trouvent devant un fait têtu et irrévocable : comme le Christ était Juif, l'histoire du christianisme a été jusqu'ici entièrement occidentale. Et autant il faut déplorer le faux universalisme culturel de l'Occident, autant il est nécessaire d'accepter comme un prolongement du « risque » de l'incarnation de la Parole dans l'histoire humaine, que sa compréhension soit aujourd'hui indissociable de la figure historique sous laquelle elle n'a cessé de se dire pendant deux mille ans.

Ici, en particulier se situent le sens et l'importance, sur le terrain, d'un dialogue vivant et permanent entre chrétiens autochtones et chrétiens des Eglises-sœurs d'Occident. Certes, il ne s'agit pas de faire de ces derniers, au nom de la tradition, les porteurs de la « bonne réponse » aux questions qui se posent sur place. Encore une fois, cette réponse ne peut être cherchée et trouvée que par les chrétiens de l'endroit ; mais, bien mieux que par un recours impersonnel à la tradition ecclésiale, n'y seront-ils pas efficacement aidés par un dialogue vivant avec des chrétiens issus depuis toujours de cette tradition et suffisamment insérés dans la communauté locale pour comprendre le sens de ses recherches et de ses questions ?

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de faire de l'étranger une sorte d'archiviste à la disposition de l'Eglise locale. Ce qui lui est demandé, c'est d'être pleinement lui-même, enraciné d'une manière assez avertie et assez critique dans la tradition comme dans l'aujourd'hui de son Eglise d'origine. Il visera à être cet autre dont l'expérience et le point de vue ne s'imposent pas, mais permettent au partenaire du dialogue de mieux poser sa différence propre dans la fidélité à la Parole transmise.

Pour assumer pareil service dans l'Eglise locale, les étrangers à demeure seront peu nombreux dans un avenir relativement proche. Mais, précisément, ils n'auront pas besoin de l'être. Ce qui comptera beaucoup plus que leur nombre, c'est la qualité de leur relation avec les communautés chrétiennes. Sans prétendre codifier leur mode de

présence, il me semble que leur objectif premier sera d'arriver à une connaissance par l'intérieur, aussi poussée que possible, du peuple qui les reçoit : langue, histoire, économie, mutations socio-culturelles, politique, expérience de travail éventuellement... Tout cela, non pas en vue d'une action directe qui n'est pas leur affaire, mais toujours dans la perspective de pouvoir nouer le dialogue en meilleure connaissance de cause.

S'efforçant par ailleurs de découvrir les différents aspects de la vie de leur Eglise adoptive, leur attention se portera principalement du côté de ceux qui tentent des expériences pastorales nouvelles ou cherchent à ouvrir des voies à une réflexion théologique originale. Ici encore, leur but sera uniquement, pour mieux dialoguer, de chercher à mieux comprendre ce qui se vit et ce qui se fait, et non de jouer un rôle quelconque de guides.

Ajoutons qu'il devra y avoir une grande part de « gratuité » dans leur présence et dans leur action. Leurs évêques et leurs autres responsables ne compteront plus sur eux d'abord pour faire nombre dans les activités pastorales. Même si en fait, ils exercent un ministère précis, leur liberté d'action devra être suffisamment grande pour qu'ils puissent se consacrer à leur service propre d'étrangers se préparant et se rendant disponibles aux exigences du dialogue. Les problèmes que posent déjà et que poseront plus encore les mutations en cours des sociétés et des Eglises se chargeront de rendre utiles leur présence et leur action, même si c'est seulement dans la pratique qu'ils en découvriront les formes appropriées.

On peut, à partir de là, tenter d'esquisser les exigences requises aujourd'hui de l'étranger se mettant à demeure au service d'une Eglise locale. Le départ par goût du dépaysement lui est interdit. Il doit au contraire avoir de profondes racines dans sa propre société et dans son Eglise d'origine, et y avoir acquis une solide formation humaine et théologique. Il lui faut en même temps avoir critiqué assez lucidement son expérience et sa tradition propres pour en percevoir la relativité. Arrivé dans son pays d'accueil, il aura à maintenir un contact vivant avec les développements de l'expérience et de la réflexion dans son Eglise d'origine, non pas certes pour les adapter là où il vit, mais pour demeurer le témoin vivant d'une histoire différente, au lieu de courir le risque de n'être que le défenseur d'un moment déjà dépassé de cette histoire.

Dans l'Eglise qui l'accueille, il faut qu'il compte mettre longtemps à chercher sa vraie place, parce que, précisément elle n'existe pas aujourd'hui toute tracée au point de départ. Le désir de l'efficacité et d'une responsabilité palpable est si naturel à l'homme adulte qu'il lui est difficile de vivre une situation de transition où la généralité des tâches offertes aux étrangers demeurent des tâches de suppléance souvent très accaparantes. Celles-ci risquent de devenir écrasantes quand il s'agit de remplacer un nombre décroissant d'anciens. Et tant que l'utilité de la recherche d'un nouveau mode de présence de l'étranger n'est pas suffisamment perçue et reconnue, la tentation est forte de choisir entre la soumission et la démission.

La réponse concrète à ces difficultés ne peut être donnée que par chacun sur place, en relation avec les responsables et les membres de l'Eglise locale. Dans le partage aussi avec d'autres étrangers vivant la même expérience. Elle nécessitera le plus souvent une très longue patience, mais cette patience devrait un jour s'avérer féconde si l'analyse faite ici a quelque part de vérité.

Cet essai n'appelle pas de conclusion. Il pose une question qui, comme toutes les questions touchant l'avenir, ne peut s'éclairer qu'à travers de multiples tâtonnements.

Mais peut-être sera-t-il utile, en terminant, de situer rapidement celle-ci dans le contexte historique qui est le nôtre aujourd'hui. Les échecs répétés que viennent de subir les efforts des quinze dernières années pour tenter d'harmoniser quelque peu les relations internationales, particulièrement entre pays riches et pays pauvres, conduisent la plupart des peuples à se replier sur eux-mêmes, même si, dans le même temps, leur interdépendance économique ne fait que s'accentuer chaque jour davantage. Ce repli n'est pas pacifique : il semble plutôt devoir être interprété comme une exacerbation des conflits. Chaque Etat cherche à « s'en tirer » le moins mal possible, sans se préoccuper si c'est au détriment des autres. Et malheur aux plus démunis !

La tentation est grande pour certains de prendre acte de cette situation de conflit généralisé pour y voir le moteur même d'une régénération des rapports entre les nations. Eux aussi plaident en faveur d'une certaine forme de repli de chaque nation sur elle-même pour

y pousser le conflit jusqu'à son point de rupture révolutionnaire. Et c'est de la convergence supposée des conduites révolutionnaires dans l'ensemble des pays du monde que devrait naître une société internationale régénérée. Je n'arrive pas, pour ma part, à croire à cette heureuse issue.

Si j'ai tenté d'évoquer très sommairement cette situation, c'est parce qu'elle me semble influencer en sous-main beaucoup des prises de position actuelles au sujet de la mission. Vouloir un repli généralisé des missionnaires étrangers sur leurs Eglises d'origine, ou encore essayer de neutraliser leur présence dans les Eglises locales, ne serait-ce pas en fin de compte, faire l'aveu de l'échec de la relation entre les Eglises ?

Plaider d'une manière exclusive en faveur de l'engagement des chrétiens dans leur propre pays pour y mener le combat de la justice et de la libération universelles me semble également une forme de repli déguisé sur soi-même, dans la mesure précisément où ce combat tend à exalter les vertus du conflit au détriment de l'apprentissage concret de la communication entre les peuples. Je sais bien que ce combat se veut planétaire en s'appuyant sur la solidarité internationale des pauvres et des opprimés, mais il y aurait beaucoup à dire sur son analyse des rapports de force en présence. Il risque de déboucher en fait sur de nouveaux rapports de domination et de dépendance entre les peuples par la médiation des idéologies triomphantes.

Il n'est pas question de minimiser l'importance des conflits existants sous le couvert d'une philanthropie ou d'une charité lénifiantes. Mais est-ce vraiment les prendre au sérieux que de croire que, poussés à bout, ils engendreront d'eux-mêmes des relations plus harmonieuses entre les peuples ? Ceux-ci ne surmonteront leurs conflits ni en cherchant à les esquiver, ni en s'y engouffrant d'une manière qui ressemble fort à une fuite en avant. Et ce qui vaut pour les relations entre les peuples se répercute dans les relations entre les Eglises.

La seule attitude possible n'est-elle pas d'apprendre à mieux reconnaître les conflits pour mieux les maîtriser ? Mais cela suppose que peuple et Eglises aient la volonté d'apprendre à communiquer, de s'essayer à vivre une vraie vie de relation et qu'ils prennent les moyens indispensables pour y parvenir.

S'agissant des Eglises, l'un de ces moyens ne pourrait-il pas être la présence à demeure d'étrangers reconnus comme tels, désirés comme partenaires indispensables d'un dialogue concret où la communion puisse chercher à s'établir dans le respect des différences ? L'Eglise dans son ensemble n'a-t-elle pas là un témoignage capital à vivre au cœur du monde contemporain, dans le droit fil de l'Evangile de Jésus Christ ?

Bièvres, Eugène Juguet mep

HORS DES SENTIERS BATTUS

récollection

J'ai lu et relu (dans le cahier 56 de *Spiritus*), l'article intitulé *La démission,* de Fabien Eboussi-Boulaga. Et je dois dire qu'il m'a séduit par la précision de la pensée, la rigueur de l'analyse, la logique des conclusions, et, il faut bien le dire aussi, leur courage. Je l'ai fait lire à un ami afghan, musulman éclairé et ouvert, qui l'a trouvé lui aussi remarquable. Relevant, pour mon gagne-pain, d'une mission enseignante française, j'y ai retrouvé fort bien décrit, les travers, les difficultés et les dangers qui menacent toute coopération, qu'elle soit culturelle, technique ou religieuse.

Ceci dit, je me pose des questions...

Si la coopération est difficile et faillit toujours de quelque manière, faut-il pour autant la supprimer ? Quand bien même l'aventure serait hasardeuse, ses échecs retentissants et innombrables, ne vaudrait-elle pas la peine, indéfiniment, à nouveau d'être tentée ? Le jeu en vaut, je crois, la chandelle. Il exige une bonne dose de confiance réciproque et d'espérance, une curiosité attentive aux réussites, fussent-elles partielles et peu nombreuses, enfin une certaine disponibilité du cœur permettant toutes les reconversions qui s'imposent. Sans compter une bonne aptitude à encaisser les coups durs, et je parle ici en connaissance de cause ! Le secret en est simple, c'est l'amour... Ceci vaut à mon sens pour *toute* coopération. A plus forte raison, pour une coopération au service de l'Evangile...

Je n'ai point l'expérience de ce qui se passe en Afrique noire, où je n'ai fait que passer. A lire l'article en question, je suis frappé par le fait que les problèmes actuels se situent tous dans le cadre de structures et d'institutions traditionnelles que les missionnaires ont importées d'Occident et qu'il s'agit maintenant d'adapter à la tradition et à la mentalité indigènes, de faire fonctionner et de développer en coopération avec un

clergé du pays invité à prendre peu à peu la relève. On se bloque sur la difficulté de cette coopération, également compromise par les risques du néo-colonialisme (lorsque les missionnaires dirigent) ou d'exploitation (lorsqu'ils deviennent esclaves, boucs émissaires ou alibis).

Que, dans bien des cas, le départ en bon ordre des missionnaires soit, tout bien pesé, la meilleure solution (ou tout au moins un moindre mal) c'est possible. Aux intéressés d'en juger et d'agir en conséquence. Ce n'est pas le travail qui manque, dans leur pays d'origine ou ailleurs, là où peut-être on les réclame. L'institution et ses structures, même s'il y a crise passagère, finiront bien par « tourner » sans eux, même par se développer en "phagocytant" des masses non chrétiennes, les sauvant du « péril communiste » et de la prolifération islamique ...

Le problème missionnaire sera-t-il pour autant résolu ? L'Esprit Saint n'aurait-il plus le droit d'appeler des hommes (et pourquoi pas aussi des Africains et des Asiatiques) à quitter leur pays pour aller porter la Bonne Nouvelle ailleurs ? Ne serait-ce que pour nous montrer qu'il se joue de nos frontières nationales ou raciales, et que l'Amour est capable de surmonter tous les obstacles pour réaliser l'impossible. Son rôle n'est-il pas de « renouveler la face de la terre » ? Si la coopération échoue, à l'intérieur des structures ecclésiales, entre indigènes et étrangers, n'est-ce pas dans la mesure où, soit d'un côté, soit de l'autre, ou bien des deux côtés, on n'est plus à l'écoute de son inspiration, on sort des voies de l'Evangile ?

D'autre part, l'Esprit « souffle où il veut », donc aussi bien hors des institutions et des structures ecclésiales que dans leur cadre traditionnel. Jusqu'ici, la mission était considérée comme devant implanter ces structures et les développer. Les missions d'Afrique étaient alors le modèle dont rêvaient les pauvres types affrontés à l'hindouisme, au bouddhisme ou à l'islam. N'est-il pas temps pour les missionnaires d'Afrique, aux prises avec les difficultés que l'article met si bien en valeur, de regarder vers l'Asie... ? Je vis pour ma part dans un pays où l'Eglise (avec ses structures et ses institutions) n'est pas implantée et n'a guère de possibilité de l'être un jour. C'est peut-être ma chance, c'est en tout cas ma vocation, et je souhaite ne jamais vivre ailleurs. J'ai cependant la certitude de n'être ni un fou, ni un inutile, et de servir authentiquement l'Evangile. Si l'heure est venue de laisser partout aux autochtones la responsabilité entière de leur institution ecclésiale, les missionnaires n'ont pas à « démissionner » pour autant. Tous ceux qui n'ont aucune envie d'entrer dans l'Eglise, qui tiennent à leur religion non chrétienne ou qui rejettent toute religion attendent qu'on les comprenne et qu'on les aime, non qu'on *les* « convertisse », mais qu'on *se* convertisse *avec eux,* mar-

chant ensemble vers une Vérité qui se situe bien au-delà des affirmations comme des négations des uns et des autres.

Et là, je ne vois pas pourquoi des Africains ne viendraient pas porter la Bonne Nouvelle dans un Occident en crise, ni pourquoi les Occidentaux seraient condamnés au néo-colonialisme ou à l'esclavage, dès qu'ils mettraient les pieds dans un pays du tiers monde. Si les structures et les institutions ecclésiales autochtones, conditionnées par le passé, préfèrent se dispenser de leur coopération, qu'à cela ne tienne. Il y a de la place ailleurs... A condition évidemment d'y faire autre chose que ce qui relève désormais de l'Eglise locale.

L'évangélisation du monde peut se faire de mille manières, *même en dehors de tout prosélytisme, de toute implantation de structures ou d'institutions.* A nous de réfléchir sur l'essentiel du Message, sur des moyens inédits de le transmettre (peut-être sans discours, par la transparence, par une certaine contagion du Royaume de Dieu), puis, dociles au souffle multiforme et imprévisible de l'Esprit, tentons l'aventure hors des sentiers battus.

Kaboul, Afghanistan, Serge de Beaurecueil

LA THÉOLOGIE MISSIONNAIRE

L'article de John Mbiti [1] mérite une attention particulière de la part de ceux qui s'intéressent à la théologie africaine. Son mérite est d'avoir pu passer en revue plusieurs tenants de cette théologie et, en quelques pages, de les avoir situés. Nous nous joignons volontiers à ses critiques. Il est certain que ces auteurs en conditionnent d'autres qui veulent écrire sur cette théologie. Mais leurs écrits ne reflètent que leurs traditions scolaires.

Un autre mérite de John Mbiti est de vouloir défendre l'universalité de cette théologie : la théologie africaine est d'abord et avant tout *une théologie,* elle n'est africaine que d'une façon particulière et dans un sens restrictif... La comparer à la vraie théologie, c'est peut-être faire ce qu'on ne devrait pas (p. 320). Cette note ne semble pas aussi ferme qu'elle l'était dans Flambeaux. De Pury soulève en outre la question de la théologie africaine. Si la théologie est une discipline scientifique, on ne saurait parler de théologie africaine : après tout, il n'existe pas de physique chinoise. De même, la théologie ne connaît ni Africains, ni Allemands, si elle s'accorde avec la vérité divine (Flambeaux, n° 7, août 1973, p. 163).

Le manque de fermeté dans *Spiritus* ne montre-t-il pas un problème ou une inconséquence dans la pensée de John Mbiti ? S'il tient toujours à ce que la théologie soit une discipline scientifique et universelle, ayant lui-même montré la diversité des activités qui s'y rattachent (p. 319), comment peut-il exclure des étrangers de cette tâche de réflexion théologique ? Comment un étranger ne peut-il pas aider l'Afrique dans la compréhension objective du donné révélé et laisser peut-être son application à chaque culture ? Nous savons que l'on pourrait nous rétorquer ici que la compréhension réflexive ne se sépare pas de son application. Cela n'empêche pas qu'une vérité universelle puisse avoir plusieurs applications dans plusieurs situations, compte tenu de ces deux mouvements.

Le Dr Mbiti parle aussi d'une vraie théologie (p. 320)... pourquoi continue-t-il de parler d'une théologie africaine qui pour lui serait fausse ? Ce qui a conduit John Mbiti à cette inconséquence, c'est peut-être sa notion du rôle

de la théologie. Pour lui, la théologie africaine réfléchit sur l'expérience et sur la vie africaine (p. 319). A la lumière de cette phrase, on pourrait comprendre alors que sa théologie n'est que la réflexion sur la foi subjective (fides qua creditur). La théologie africaine doit préciser la compréhension de la foi en tenant compte de la situation globale de nos peuples (p. 319). Elle n'est donc pas l'exposé de la foi objective (fides quae creditur, le « credendum ») comme Jude 3 et que l'on pourrait déduire de 2 Tim. 1,13-14.

On se demanderait alors : peut-il y avoir une expérience universelle ? La réponse est claire. C'est ce qui conduit à plusieurs théologies et c'est ce qui a conduit aussi Dr Mbiti à écrire sur la théologie africaine et à la mettre dans le colis qu'il accusait les autres de chercher (p. 307, p. 318).

Si, pour Dr Mbiti, le but de la théologie est de prouver Dieu à la lumière de la révélation en tenant compte des particularités du monde africain qui est le nôtre (p. 319), ou de saisir Dieu d'après la révélation chrétienne, diffuser cette intelligence de Dieu aux Africains et aussi les comprendre (p. 321), pourquoi n'accepte-t-il pas ce que le Dr Agbeti dit dans son livre *Concept of God in Africa,* vu que Mbiti se fait le défenseur d'une révélation naturelle qui donne connaissance de Dieu. Et pourtant tout homme qui voit le monde au travers des yeux d'Africain n'hésitera pas à affirmer que Dieu s'est révélé lui-même par l'intermédiaire de la nature au peuple de l'Afrique. Son livre a accompli la mission que le Dr Agbeti lui a assigné, parce que la nature sur laquelle les Africains ont basé leur connaissance de Dieu et que le Dr Mbiti étudie, est révélation...

Il est clair aussi que Dr Mbiti veut explorer l'Evangile et voir sur quoi concentrer davantage son attention. En d'autres mots, il veut manipuler l'Evangile à ses fins, c'est-à-dire selon ses expériences chrétiennes. Il ne veut pas se laisser conduire par Dieu, en son Esprit Saint, au moyen des Saintes Ecritures.

Mais que puis-je de moi-même dire de Dieu, si ce n'est ce qu'il dit de lui-même ? La théologie serait alors au point de vue chrétien : l'exposé scientifique de la foi chrétienne objective dans son harmonie ou de la vérité révélée dans son ordre et dans son unité. Cette vérité interpelle l'homme pour qu'il marche sur la terre digne de sa vocation céleste en Jésus Christ.

Il est bien possible que nous n'ayons pas compris le Dr Mbiti, parce que nous avons lu ses écrits en traductions. Si je l'ai mal compris à cause de cela, qu'il m'en excuse. Si nos critiques sont dures, c'est parce que nous aimons le Dr Mbiti et que nous sommes de la même tradition ecclésiastique (Africa Inland Church). Nous sommes près à « attraper la balle au ventre » quand il voudra nous la renvoyer... !

Zaïre, Pasteur Paluku Robinga

1/ Cet article a paru dans le n° 56 de *Spiritus* sous le titre *La théologie africaine.*

LA SLOVÉNIE MISSIONNAIRE

Nous avons reçu d'un correspondant de Slovénie les pages suivantes qui traitent de la visée missionnaire dans son pays. Cette communication, comme celle qui nous vint de Pologne il y a quelques mois, ne manquera pas d'intéresser nos lecteurs en leur révélant la vitalité de communautés chrétiennes trop peu connues en Europe et dans le monde entier.

n.d.l.r.

Le monde des touristes connaît en général très bien la République slovène de la nouvelle Yougoslavie. C'est la partie la plus septentrionale du pays dont la population - les Slovènes - est connue pour son intelligence et aussi pour sa foi catholique, un peu comme le Tyrol en Autriche, la Bretagne en France, la Slovaquie en Tchécoslovaquie.

La foi vivante de ce peuple repose sur des bases historiques : les plus anciennes populations durent la défendre contre les musulmans turcs. Plus tard, cette terre dut lutter contre les nazis allemands et contre les Italiens qui, tous, la convoitaient tant elle était belle du point de vue touristique et importante du point de vue stratégique. La force l'emporta et la Slovénie fut partagée. Les parties qui furent attribuées à l'Italie et à l'Autriche ont été soumises à toutes sortes de mauvais traitements, en vue de les anéantir pour toujours. L'aide de la patrie les soutint un peu, mais non pas son idéologie officielle.

L'Eglise slovène, avec ses trois diocèses de Ljubljana, Maribor et Koper, est si proche des autres pays d'Occident qu'elle ne veut pas être isolée de ce monde occidental. Mais elle participe grandement à la beauté et à la profondeur du monde oriental, ce qui se manifeste dans des mouvements œcuméniques et dans des rencontres avec des frères orthodoxes des pays du Sud et d'ailleurs. Cependant, la Slovénie, étant tournée plutôt du côté de l'Occident, entretient avec lui de meilleures relations, aussi bien du point de vue de la théologie que d'une pastorale ouverte et moderne. Sa jeunesse est exubérante, mais non pas désespérante. Les professeurs de la faculté de théologie de Ljubljana et de Maribor ont fait leurs études en Suisse, à Rome, à Paris, en Allemagne. Il est alors compréhensible que la littérature théologique

soit plus progressiste que conservatrice. De même, les éditions pour la pastorale et pour l'enseignement des fidèles présentent des imprimés modernes autant qu'anciens. Le pays a également hérité de l'Occident, des moments de crise soit au regard des vocations, soit au niveau du lien entre « nova et vetera ».

Au point de vue missionnaire, la nation slovène catholique est connue surtout par deux grands apôtres et les groupes qui les entouraient. Tous les deux vivaient au XIX[e] siècle. Citons tout d'abord Irénée Baraga (1797-1868), missionnaire parmi les populations indiennes de la région des Grands Lacs en Amérique du Nord. Il vivait si saintement et travaillait avec un tel succès qu'on l'a nommé le premier évêque de Marquette dans le Michigan et que son procès de béatification est sur le point d'être heureusement conclu. On se souviendra de lui, particulièrement l'année prochaine quand l'Eglise de l'Amérique du Nord fêtera le deuxième centenaire de sa fondation : le territoire occupé jadis par la mission de ce Père Baraga a été ensuite partagé en huit diocèses. A cet apôtre se sont joints bien des missionnaires slovènes, quelques-uns l'ont suivi même sur le siège épiscopal. L'écho de la vie et du travail du grand Baraga ne s'éteindra ni en pays natal ni dans les régions où il a implanté la véritable Eglise du Christ.

Un autre groupe de missionnaires slovènes a été rendu célèbre par le Père Ignace Knoblehar, né à Skocijan et mort à Naples au milieu du siècle passé. Dans des circonstances extrêmement difficiles et primitives, il travaillait dans la région méridionale du Soudan. Son zèle missionnaire attira en Afrique des dizaines de nouveaux et jeunes Slovènes, mais en une trentaine d'années, tout fut terminé. Les maladies tropicales avaient tué la grande majorité des missionnaires. Knoblehar, grand savant et missionnaire fervent, est mort inconnu à Naples en Italie. Mais le souvenir de ces hommes reste dans les annales des missions de ce pays et dans les cœurs de leurs compatriotes qui ne manquent pas de célébrer leurs anniversaires.

On ne peut parler d'Eglise vivante là où l'idée missionnaire n'est pas en éveil. Après le silence de la première guerre mondiale commença un nouveau printemps pour les missions de Slovénie. La faculté de théologie ouvrit des cours de missiologie, déjà en 1923. C'est le professeur Lambert Ehrlich qui devint le grand animateur des missions, et cette activité était en relation étroite avec son travail missiologique à la faculté. Il poursuivit sa tâche jusqu'en 1942, année où il fut tué par les communistes. On le vénère comme un saint parce qu'il se sacrifiait pour tout ce qui est vrai, beau et bien. Dans le même temps, ce sont surtout les Lazaristes et les Jésuites qui ont continué vraiment à développer le sens missionnaire de notre Eglise, par des éditions, des expositions et également par l'envoi de Pères au Bengale, en Inde (Jésuites) et en Chine (Lazaristes). Mais la deuxième guerre mondiale a tout ou presque anéanti.

Alors, après la guerre et ses conséquences tragiques, le printemps se lève une nouvelle fois pour les missions. Le successeur du professeur Ehrlich est devenu professeur de théologie fondamentale et des religions comparées. C'est lui, Guillaume Fajdiga, qui après trente ans, laissa la missiologie au

lazariste le Père Rode Fr., voulant lui-même se consacrer davantage à la propagation de l'idée missionnaire dans l'Eglise slovène. Avec beaucoup de bonne volonté se sont joints au mouvement les représentants des ordres religieux, des séminaristes, du clergé et des laïcs. On a développé l'organisation de la presse, des cours de missiologie et des rencontres avec les missionnaires. Mais ce qui se manifesta le plus, ce fut l'enthousiasme pour les missions parmi les jeunes qui commencèrent même à partir dans les différents pays du tiers monde, selon les décisions de leurs ordres ou congrégations, et selon l'orientation que leur donnait la centrale interdiocésaine pour les missions. Le nouveau mouvement en faveur des missions était si plein de fruits qu'on pouvait constater, à l'occasion du recensement exact des missionnaires provenant du pays slovène, qu'ils sont 130, dans presque tous les pays du monde.

Mais parmi les régions missionnaires, deux ont été privilégiées par les Slovènes : la Zambie où les Jésuites de chez nous font équipe avec les Jésuites polonais et le clergé autochtone, et le Sud de Madagascar avec la mission de Farafangana. Ce sont les Lazaristes et les Filles de la Charité qui collaborent avec un groupe assez important de prêtres Fidei Donum dans ce diocèse.

Il s'agit là d'une expérience très intéressante : la symbiose des missionnaires religieux avec le clergé diocésain au service de l'Eglise malgache. Les uns pensent à une mission à vie, les autres voudraient rester libres de leur engagement qui pourrait durer cinq, dix ans ou plus. L'expérience dure depuis sept ans déjà et malgré les difficultés, le résultat semble assez positif : les Slovènes se sentent vraiment concernés par cette œuvre missionnaire. Une chose est très appréciée par la Congrégation pour l'Evangélisation : à savoir la liaison permanente d'un diocèse de mission avec un ou plusieurs diocèses du pays d'où les missionnaires sont partis. Le gros problème reste le départ des Fidei Donum, on n'y a pas encore trouvé de solution.

Notons que le mensuel *Katoliski misijoni,* édité par les émigrants slovènes à Buenos Aires a fêté l'année précédente son jubilé d'or. Cinquante ans d'efforts ont permis à l'Eglise de Slovénie de devenir vraiment missionnaire. Aidez-nous à continuer et priez pour nous.

Guillaume Fajdiga

EN RÉPONSE A L'ÉCOUTE DES AUTRES

La parution du cahier 56 de *Spiritus* n'a pas laissé nos lecteurs indifférents : les réactions ont été nombreuses. Faute de place, nous ne pouvons les citer toutes et nous donnerons donc la priorité à celles qui nous ont paru le plus significatives.

1/ L'Equipe provinciale spiritaine de Paris, par une réflexion approfondie, permet une lecture positive du numéro en question :

Les remous qui ont suivi la parution du numéro 56 de la revue *Spiritus,* et plus particulièrement l'article du P. Fabien Eboussi intitulé *La démission,* nous portent à penser que cet événement a permis de désarmorcer à temps un silence qui aurait pu être lourd de conséquences.

Encore qu'on puisse s'interroger sur les critères de choix des témoignages exprimés, c'est un des mérites de la revue d'avoir voulu donner la parole aux prêtres et aux laïcs des jeunes Eglises. Ne nous étonnons pas que d'autres, prêtres ou laïcs, au Cameroun, par exemple, aient pris la parole pour soutenir ou renchérir... Ne nous étonnons surtout pas d'être quelque peu brûlés par ces premiers jets de vapeur trop longtemps contenue.

Dans le désarroi et blessés au vif, la plupart d'entre nous, en Afrique ou en Europe, ont cru un moment pouvoir réduire au silence ces voix discordantes à l'aide de la déclaration post-synodale des Evêques Africains et Malgaches. Quelle aubaine pour certains !

C'est vrai, nous avons, nous aussi, largement participé à la diffusion de ce texte, parce qu'il contient, à notre avis, un certain nombre d'éléments essentiels à une plus large coopération missionnaire. Il contribuera, nous l'espérons, à donner d'autres assises, à notre présence et à notre action apostolique, si nous voulons, comme le souhaitent le Synode et notre dernier Chapitre Général, que se fasse une véritable indigénisation des Eglises. Mais, tout autorisée qu'elle soit, nous aurions tort de considérer cette déclaration comme une réponse ultime et définitive.

Dans ce texte, les évêques ont sans doute voulu satisfaire à deux préoccupations essentielles : être signes d'unité - c'est le premier devoir de leur ministère - et parer à des inquiétudes pastorales immédiates. Ils ont bien compris que, ne pas répondre à *Spiritus,* ce serait créer une brèche entre le « clergé indigène » et les « Missionnaires occidentaux », ou peut-être provoquer le découragement ou le départ de certains, alors que leur trop petit nombre ne peut déjà pas, aux yeux de la hiérarchie, répondre aux nécessités pastorales de première urgence.

Nous risquerions, à notre tour, de faire plus de mal en nous appuyant systématiquement sur l'autorité épiscopale pour réduire au silence les voix discordantes ou pour jeter le discrédit sur ceux qui ont eu le courage de s'exprimer. Si nous lisons attentivement les interventions des Evêques au Synode Romain dont la presse a pu se faire l'écho, nous voyons que, dans un autre contexte, les Evêques Africains n'ont pas été tendres pour revendiquer la « désoccidentalisation » ou la « délatinisation » de leurs Eglises en faveur d'une véritable « indigénisation ». La vigueur de ces propos ne choquent plus nos oreilles parce que nous sommes déjà habitués à les entendre ; le dialogue est pacifique parce que ces voix nous sont familières, même si, bien souvent, par le passé déjà, elles nous ont obligés à de sérieuses mises en cause.

Il n'en va pas de même du laïcat et du clergé africains. Ces voix sont neuves et leur vivacité s'explique sans doute par un contexte de vie et des préoccupations bien différentes. Ce serait sagesse, avant d'entreprendre de réfuter l'argumentation exprimée dans *Spiritus,* de nous mettre, tant soit peu, en lieu et place de ceux qui écrivent. Serions-nous plus pacifiques ?

Tout en nous réservant le droit de porter un jugement critique sur ce qu'ont exprimé nos frères Africains, de l'histoire de la Mission, de l'attitude des « Missionnaires étrangers » actuellement sur le terrain, des structures pastorales mises en place, ne devrions-nous pas les remercier de nous avoir dit franchement ce qu'ils avaient sur le cœur ? Cela fait mal ! Ils ont, peut-être, dans le feu de la critique, dépassé parfois leur propre pensée ou passé sous silence d'autres éléments d'analyse... Ne prenons pas à la légère ce qui est dit. Même les conclusions les plus radicales méritent notre réflexion...

A la suite de ce numéro de *Spiritus,* nous savons mieux ceci : nous ne sommes pas toujours perçus comme nous souhaiterions l'être. Et il est bon de ne pas l'oublier. Ne succombons pas à la tentation d'être les seuls à pouvoir ou devoir parler. Sachons plutôt, dans le dialogue, dire et écouter sans amertume ce que nous portons sur le cœur. C'est le seul moyen de corriger les erreurs de langage et d'analyse. Les exemples ne sont pas rares, dans les jeunes Eglises, où une première prise de parole par les clercs ou les laïcs autochtones a provoqué d'abord un effet de surprise, voire de conflit, puis a permis d'amorcer un dialogue fécond et une nouvelle communion fraternelle au service de l'Eglise... [1].

2/ Nous donnons ensuite la parole au P. Dominique Nothomb *qui a été un collaborateur assidu de* Spiritus. *Sortant du Chapitre général des Pères Blancs, son texte portait la trace de ces longues semaines de réflexion missionnaire :*

transmission

Il s'agit de la manière d'envisager l'activité missionnaire aujourd'hui. Nous partirons de la notion la plus simple de la mission et nous évoquerons sommairement les avatars qu'a subis cette manière de voir, pour aboutir à une idée apparemment neuve, peut-être en fin de compte très traditionnelle. Comme souvent les « nova » rejoignent les « vetera » mais dans une optique rafraîchie.

a) la mission

La définition la plus obvie de l'activité missionnaire se tire de l'étymologie du mot « mission ». Le missionnaire est un « envoyé ». Jésus s'est affirmé le Fils et l'Envoyé... Saint Jean a exploité ce thème, connu d'ailleurs des Synoptiques et de Paul. A son tour, l'Esprit est envoyé, de même les Douze, puis les autres disciples. C'est toute l'Eglise qui continue la mission du Christ Sauveur et Seigneur. Le Concile Vatican II a souligné vigoureusement cette dimension essentielle de l'Eglise. Il n'est rien de moins original que de le répéter.

Selon le décret Ad Gentes, l'activité missionnaire n'est pas une branche à part à l'intérieur de la Mission « prophétique, sacerdotale et royale » de l'Eglise. Mais elle est l'exercice de cette Mission totale dans des situations ou des conditions particulières. De toute façon, l'activité missionnaire est envisagée comme s'adressant aux mondes humains non christianisés ou non évangélisés.

Tant que le missionnaire apparaissait comme le seul témoin authentifié de la foi religieuse qu'il professait face à un monde non chrétien, son activité « d'envoyé par l'Eglise à ceux qui sont loin du Christ » se concevait facilement. Les choses deviennent plus compliquées lorsque le soi-disant missionnaire est immergé dans une communauté chrétienne et un clergé autochtone déjà très développés. Et certes, il trouvera encore assez de place pour justifier sa présence, car les prêtres, les religieux ou religieuses, et les responsables laïcs ne sont pas assez nombreux pour s'occuper de tout.

Suivant son tempérament ou ses idées personnelles, ou les expériences vécues, il sera heureux ou malheureux, mais dans les deux cas, me semble-t-il,

1/ Bulletin *Province et Mission*, Congrégation du St-Esprit, 30, rue Shomond, 75000 Paris, N° 16. mars 1975.

c'est lui qui aura perdu son identité. Et finalement, la seule chose qui le distinguera d'eux, ce sera bien sa situation « d'étranger »...

Il est typique, soit dit en passant, de constater à quel point le thème de *l'étranger* est devenu fréquent depuis quelques années, dans le langage ou la littérature missionnaires. Expatrié, le missionnaire sent qu'il l'est plus que jamais et on le lui rappelle. Finalement quel est le sens de sa présence ? quelle attitude prendre pour jouer son rôle comme il convient ? Il semble qu'on lui ait suggéré jusqu'ici deux solutions à ces questions : la soumission et la démission.

b) la sous-mission

Jadis, le missionnaire fondateur d'Eglise et évangélisateur des non-chrétiens, était perçu comme *un chef*. Le malheur voulait que cela ait souvent coïncidé avec une domination coloniale par le peuple ou du moins la race, dont le missionnaire était issu. Mais même en faisant abstraction de cette malheureuse coïncidence, il reste que le missionnaire moyen a bien joué son rôle de chef. Il est connu que les hommes éduqués par la dite « civilisation occidentale » ont une propension naturelle à la domination, à la volonté de propager leurs idées, voire de les imposer aux autres. L'esprit d'aventure aidant, cette tendance expansionniste trouvait dans la révélation chrétienne une invitation pressante à s'exercer, pour les motifs les plus respectables et les plus saints. Les chrétiens de l'ancien et du nouveau monde, il faut le reconnaître, ont obéi à l'ordre de mission du Christ avec un zèle que l'histoire ne pourra qu'honorer. Les missionnaires originaires d'Europe et d'Amérique n'ont reculé devant aucun obstacle pour apporter au loin le Message extraordinaire, la Bonne Nouvelle du salut universel par le Christ Jésus, message que la tradition apostolique leur avait confié. Mais voilà que les pays naguère appelés « de mission », et qui pour la plupart avaient été colonisés, ont conquis leur indépendance... Et les communautés chrétiennes, fondées par les missionnaires, sont devenues des Eglises locales, conscientes de leur identité et de leurs responsabilités. L'Eglise s'est indigénisée, les chefs n'en sont plus les missionnaires expatriés, mais les responsables autochtones.

Les missionnaires, en grande majorité, s'en sont réjouis. Cette situation nouvelle n'est-elle pas le couronnement du travail de leurs prédécesseurs et d'eux-mêmes ? Mais une grave question se pose alors à leur conscience : quelle attitude prendre désormais ? La réaction la plus générale fut sans doute celle-ci : une merveilleuse chance nous est offerte d'adopter l'attitude la plus évangélique qui soit, celle de Jean-Baptiste « Il faut qu'Il croisse et que je diminue »... Le thème à la mode fut bientôt celui du service et de la disponibilité.

Mais qui ne voit là le piège ou l'ambiguïté à peine dissimulée ? Il va de soi que l'idée de service humble est typiquement et purement évangélique, et personne n'y contredira. Mais l'identité du missionnaire se réduit-elle à celle d'un serviteur en sous-ordre du clergé autochtone ou de l'évêque du lieu ? Pour dire les choses brutalement, le missionnaire est-il envoyé

comme une sorte de « commando » spirituel à un évêque d'un autre pays, simplement pour boucher les trous et répondre à toute situation d'urgence, quelle qu'elle soit ?

Quelques-uns parmi nous s'accommodent volontiers de ces perspectives. Mieux, ils y voient une splendide vocation à une disponibilité inconditionnée, au nom de Jésus Christ et de l'Evangile. On ne peut nier la grandeur paradoxale de cette attitude, admirable, vraiment libre. Mais encore une fois, est-on en droit de définir en ces termes l'existence du missionnaire et le sens de sa présence dans l'Eglise qui l'accueille et au service de laquelle il se met ? En d'autres mots, la mission se réduit-elle à une « soumission » ?

c) la dé-mission

Le missionnaire en arrive alors à se demander si le temps des « jeunes Eglises » parvenues à une suffisante maturité, n'était pas le temps pour lui de s'en aller. Dans un élan de sincérité, il se dit : le seul fait de ma présence ici est un obstacle, un frein à l'évolution normale de cette communauté chrétienne. Celle-ci ne parviendra à conquérir son identité et son autonomie que si je pars. Et même si je suis capable de rester passif, à quoi cela sert-il ? à sécuriser les responsables locaux ? à remplir le rôle d'une présence symbolique ? En tout état de cause, le mieux n'est-il pas de démissionner ?

Il ne faut pas chercher loin d'ailleurs pour recevoir des invitations à la démission en provenance de personnes apparemment qualifiées appartenant à l'Eglise d'accueil. L'article de F. Eboussi, dans le numéro 56 de *Spiritus*, nous en donne un échantillon assez clair...

La mission se ramènerait ainsi aujourd'hui à la démission. Mille voix viennent se joindre à cette suggestion. On connaît les thèmes qui sont dans l'air et dans quantité d'écrits : l'Esprit est au travail dans tous les peuples et dans toutes les religions : aujourd'hui, la véritable évangélisation s'accomplit à travers l'humanisation pour les uns, la libération pour les autres, le développement ou la promotion de l'authenticité, que sais-je... ? Pourquoi envoyer des missionnaires dans les pays du tiers monde pour autre chose que pour des activités séculières qui permettront à ces peuples de se développer ? Partout, de jeunes Eglises existent, qu'elles aient le courage de prendre leur destinée en main - ce que d'ailleurs, elles souhaitent de plus en plus. Toute entreprise destinée à leur apporter une aide en personnel et en ressource est une nouvelle forme de paternalisme et de colonialisme. D'ailleurs, les grandes assemblées œcuméniques de Bangkok en 1973, de Lusaka et de Lausanne en 1974, n'ont-elles pas, avec plus ou moins de virulence, proposé aux jeunes Eglises le courage d'un « moratoire » ? Ainsi, pendant quelques années, ces Eglises renonceraient à toute aide étrangère. Parvenues à plus de maturité, elles pourraient reprendre avec les anciennes Eglises aidantes, des relations de collaboration d'égale à égale et non en termes de dépendance.

On le voit : les encouragements à la démission ne manquent pas. La vocation missionnaire n'aurait-elle donc plus de sens ? Le missionnaire a-t-il cessé d'être un « envoyé » pour devenir éventuellement un « invité » ? N'y a-t-il plus désormais aucun chrétien qui, au nom de Jésus Christ, devrait être envoyé par l'Eglise pour aller porter l'Evangile à des hommes d'un autre monde culturel et religieux que le sien ?

d) la transmission

A mon avis, la seule « soumission » et la prétendue « démission » sont deux impasses et deux infidélités. La mission et l'activité missionnaire constituent un même mouvement dynamique, coextensif au temps de l'Eglise et du monde. Rien ne nous permet d'avoir mauvaise conscience d'être des « envoyés » et des envoyés aux mondes humains non évangélisés, plus nombreux que jamais.

Il est plus nécessaire que jamais que des hommes et des femmes, qui en reçoivent de Dieu la vocation consacrent toute leur vie à ce dynamisme qui transcende les frontières. Mais ce qui est neuf, c'est que les missionnaires d'origine étrangère ne partent plus en pays inconnu comme s'ils étaient leurs propres maîtres. Ils travaillent sous la direction d'une communauté locale, déjà incarnée dans le pays et qui prétend à juste titre imprimer son génie propre à l'expression de sa foi et de sa vie chrétienne.

Oserais-je préciser davantage ? Parmi tous les traits qui caractérisent le missionnaire de toujours, il en est un qui mérite ici une considération renouvelée. Pour le décrire, j'aimerais partir d'une réflexion déjà ancienne du cardinal Lavigerie. Le 12 octobre 1874, il écrivait dans une ordonnance capitulaire touchant à la direction des séminaires : « Les missionnaires devront être surtout des initiateurs, mais l'œuvre durable doit être accomplie par des Africains eux-mêmes, devenus chrétiens et apôtres.

A mon avis, cette parole reste vraie et indique toujours où se trouve la vraie tâche du missionnaire. Mais il va de soi qu'il ne s'agit pas d'un monopole : le missionnaire doit être capable non seulement de prendre des initiatives, mais aussi d'accueillir avec joie celles qui viennent des communautés chrétiennes. Mais là où il joue véritablement son rôle propre, c'est lorsqu'il parvient à faire passer dans la communauté qui l'accueille quelque chose du souffle qui est censé l'animer. Sa mission au sein d'une Eglise locale, jeune ou moins jeune, est toujours *une transmission.* Il ne s'agit pas de savoir si le missionnaire est « en dessous » ou « au-dessus, » ou « sur le côté », mais « il est le témoin de l'universalité du projet de Dieu... ».

Voilà qui paraît très colonialiste ! Or, c'est exactement le contraire. Car si le missionnaire est initiateur, c'est pour passer le relais. Jouant franchement le jeu de la solidarité fraternelle, accueillant et donnant, il participe à l'effort de l'Eglise locale. Mails il y participe au nom de la mission de « transmission ».

e) la co-mission

L'aboutissement de ce travail patient et persévérant devrait être sans doute le suivant. Un jour, l'Eglise locale dans laquelle s'est intégré le missionnaire aura vivement conscience qu'elle doit, elle aussi, envoyer certains de ses membres non seulement aux non-chrétiens qui appartiennent à son cercle culturel, mais aussi à ceux dont la culture humaine, la langue et la nation lui sont étrangères. Alors, il se produira peut-être quelque chose de semblable à ce que relatent les Actes (13,1-4). Barnabé, originaire de Chypre, et Saul, originaire de Tarse, furent envoyés à Chypre, puis en Asie mineure, par *l'Eglise d'Antioche*... Ne serait-il pas conforme à la nature universelle et missionnaire de toute Eglise qu'elle puisse envoyer non seulement des missionnaires originaires de son sein, mais également quelques-uns des missionnaires « expatriés » qui lui ont été envoyés par d'autres Eglises ? Cette idée apparemment neuve, ressemble peut-être à une utopie... Mais ne serait-elle pas créatrice ? N'indique-t-elle pas un sens ? N'engage-t-elle pas une dynamique d'avenir ?

témoignage

Missionnaire au Rwanda, je ne me considère, dans ce pays qui m'accueille, ni comme un hôte de passage, ni comme un propagandiste d'idées, ni comme un expatrié mal dans sa peau, ni comme un serviteur passif ou un employé à gages... Je ne brigue aucune spécialité et ne prépare aucun désengagement. Je tâche seulement de m'intégrer à ce peuple, d'entrer dans la communauté des frères... Pourtant, j'y suis avec ma vocation propre, en témoin de l'ouverture universelle de l'Eglise. Ma présence doit provoquer une question : « Que faisons-nous ici pour que les hommes ignorants de Jésus Christ, non seulement au Rwanda, mais ailleurs, puissent l'entendre ? ». Un jour, mes frères rwandais se diront : « Nous avons l'impérieux devoir d'envoyer au Niger, au Tchad, au Mali, en Norvège... quelques-uns des nôtres ». Peut-être serai-je alors assez intégré dans leur Eglise pour qu'ils puissent me dire : « Nous t'envoyons aussi avec tes frères originaires d'ici... ! ». Je crois que le sens de ma vocation missionnaire sera alors exactement reconnu pour ce qu'il est...

Il ne s'agira nullement à ce moment-là d'un désengagement ou d'une démission, il s'agira du prolongement normal du premier envoi qui m'a fait jadis quitter mon pays natal.

En conclusion, je dirai donc : l'activité missionnaire aujourd'hui comme hier, est le fruit d'un envoi, d'une mission. Elle n'est pas typiquement « sous-mission » - bien qu'elle le soit en partie : d'aucune manière, elle n'est « démission », sinon par infidélité ; mais elle tend à devenir « transmission » pour aboutir à une « co-mission ».

3/ Dans le déroulement des Tables rondes, membres des Eglises autochtones ou missionnaires sont revenus eux aussi fréquemment sur le numéro 56. Plusieurs points ont fait ainsi l'objet de discussions :

La question posée dans le n° 56 sur la présence des missionnaires était-elle valable ?

Des jeunes qui se préparent à partir dans d'autres pays au nom de leur foi, pensent qu'une telle interrogation n'était pas farfelue et qu'il était utile de la lancer. Car, si la mission n'est pas en cause, il n'en va pas de même de ses modalités. Quelques missionnaires ne veulent pas considérer, semble-t-il, que leur présence actuelle est problématique, qu'elle ne va pas de soi, qu'elle peut être une sorte d'écrasement pour la culture du pays.

Un prêtre africain trouve que la question était valable, malgré son caractère abrupt : *Je n'ai pas été tout-à-fait satisfait des réponses, mais je dis d'abord mes félicitations pour le courage de ce numéro qui marque* une étape dans la collaboration missionnaire. *Je me demande même si vous n'avez pas été trop loin, mais tant pis pour vous... ! D'après les réactions que j'ai entendues à droite et à gauche, le numéro a été très lu et le sera encore. Il a fait très choc dans tous les milieux !*

Sujet valable, oui, mais il est trop vaste, trop ambitieux, pensent quelques-uns, tel ce prêtre asiatique : *Je trouve que c'est un peu artificiel. On pose une question et on remplit des pages avec les réponses, mais le sujet n'est pas approfondi. Après tout, ce n'est qu'un échantillon de gens triés sur le volet, ou bien pris au hasard... je n'en sais rien. D'ailleurs, c'est un sujet vieux comme l'évangélisation elle-même et qui restera éternel.*

Question opportune...?

Pour certains, ce dossier est déjà dépassé actuellement en plusieurs endroits (Zaïre, Burundi...). Pour d'autres, une telle question permettait de débloquer une situation : *Si ces critiques n'avaient pas pu s'exprimer, elles subsisteraient, mais les problèmes tus n'en seraient pas résolus pour autant. Il fallait un numéro comme celui-ci pour préparer l'avenir. Il fallait qu'Eboussi puisse écrire pour qu'on aie l'occasion de réagir et de trouver des voies nouvelles. Pour moi, ces critiques sont valables dans la mesure où elles permettent de sortir de l'illusion et où elles invitent à une nouvelle prise de conscience.*

D'autres interlocuteurs sont encore plus réalistes : *C'est un fait que notre présence ne pouvait pas ne pas amener des réactions. Etrangers et porteurs d'un certain pouvoir, nous avons suscité des mouvements d'opposition là où nous nous trouvions. Il faut le savoir et être capable d'analyser cet état de fait sans pour autant se laisser culpabiliser. Il serait intéressant de voir les mécanismes mis en marche quand un étranger intervient dans une autre culture.*

Fallait-il publier les résultats de cette enquête?

Non, pensent les uns, parce que cela peut tuer les bonnes volontés et décourager les jeunes : *Je trouve que le point de vue est par trop négatif. Il aurait fallu donner aussi le positif parce qu'on reste sur une idée partiale et même fausse.* Spiritus *n'est pas publié que pour nous. Ceux qui ne sont jamais allés là-bas ignorent ce qu'il en est vraiment. Après avoir lu ce numéro, quelle idée voulez-vous qu'ils se fassent ? Plusieurs pensent : Inutile de retourner là-bas... !*

J'ai eu une réaction presque immédiate d'une religieuse qui travaille dans un quartier ; elle me disait : est-ce que je dois préparer mes valises ?

Mais d'autres sont d'accord pour approuver la publication de l'enquête : taire les difficultés, les voiler, les dissimuler, n'est pas forcément le meilleur moyen de les résoudre. Les critiques exprimées ne sont pas le signe d'un mauvais vouloir, mais elles témoignent d'un changement à opérer : *J'ai trouvé dur l'article d'Eboussi, mais je me suis dit qu'il y avait là des choses vraies qui posaient question. Si on prenait Eboussi au mot, ce ne serait plus la peine de*

retourner là-bas. Mais s'il a exagéré, c'est peut-être qu'il veut faire réagir.

Des jeunes qui se préparent au départ pensent que mesurer les difficultés permet d'y faire front plus efficacement : *Je suis frappé du lien - très durement ressenti - entre évangélisation et colonisation, sans négliger pour autant l'aspect positif de l'action des missionnaires étrangers et qui est souligné dans plusieurs réponses. Je me suis retrouvé dans plusieurs textes venant d'Asie : la valeur d'échange y est relevée à plusieurs reprises, même si je ne vois pas en clair comment cela peut se réaliser. Je pense que les missionnaires, du fait de leur caractère d'étrangers, doivent faire un effort continuel pour rester à l'écoute des autres.*

Quelle valeur peut-on attribuer à une telle enquête ?

1. Les soupçons portent d'abord sur *le questionnaire :* n'était-il pas orienté dès le départ ? *Vous leur avez donné un questionnaire et cela a contribué à les orienter. Il aurait fallu leur faire comprendre qu'il y avait aussi d'autres questions qui se posaient. Cela m'a intrigué dès le début de la lecture, je me suis dit : quelles questions leur a-t-on posé pour leur faire dire cela ?*

2. Quant à *l'organisation de l'échange,* c'est à la Direction de la revue de répondre : Il ne s'agit nullement d'une enquête scientifique ; techniquement, cela ne nous était pas possible. C'était donc une enquête de sensibilisation. Nous n'avons pas choisi ceux à qui ont été envoyés les questionnaires : pour les 600 environ qui ont été expédiés, les adresses nous ont été communiquées par les Instituts, les amis, les missionnaires sur place, divers organismes. Nous ne savions pas du tout qui allait répondre et dans quel sens. Il faut dire bien haut que nous n'avions aucune idée préconçue au départ : nous n'avons certes pas cherché des correspondants ayant telle idée et non telle autre !

3. *La sélection des réponses,* c'est encore une objection qui tourne court : 70 réponses nous sont parvenues. N'ont été omises dans le document final que celles qui étaient en quelque sorte les doublets d'autres réponses. Mais alors, on peut s'interroger sur la personnalité de ceux qui ont répondu et sur leur représentativité dans les groupes de chrétiens au nom desquels ils parlent. Dans les Tables rondes, certains pensent que ceux qui ont répondu étaient des gens courageux, qui ont réfléchi, qui ont eu la volonté et l'intelligence d'écrire. Ou encore : ceux qui avaient quelque chose sur le cœur ! Oui, mais : *est-ce l'avis des 6/7 qui n'ont pas répondu et de tous ceux qui n'ont pas été interrogés...*

Mais alors, comment lire un tel numéro ?

Nombre de lecteurs pensent qu'un pareil numéro doit être lu selon son genre littéraire : *ma première impression après lecture a été de dire : c'est bien. Dans le style africain, cette forme d'attaque est comme une prise de contact. Il y a des réalités qu'il fallait bien sortir. Je crois qu'on ne doit pas se défendre, mais renouer le dialogue.*

Il faut prendre les arguments présentés non comme des thèses, mais comme des interpellations : les témoignages qui nous sont donnés proviennent, pour beaucoup, de personnes intelligentes et instruites. On ne peut mettre en doute l'estime et la considération dont jouit un Fabien Eboussi auprès de ses confrères camerounais qui le jugent comme un homme de valeur, à la pensée profonde et équilibrée.

Même si leurs jugements nous paraissent excessifs, même si nous les estimons dictés par un réflexe anti-blanc, nous n'avons pas le droit de n'y prêter aucune attention. On peut certes se consoler en se disant - ce qui est bien souvent vrai - que les populations africaines nous gardent toute leur amitié, leur attachement et leur confiance. On peut même, en allant plus loin, se targuer de la préférence manifestée par certaines populations à l'égard du prêtre blanc. Et l'on entend des missionnaires, fiers de leurs œuvres, lancer à qui veut les entendre : « Ce n'est pas demain qu'ils pourront se passer de nous ! ». Mieux encore, les dires de certains chrétiens ne viennent-ils pas confirmer ce sentiment : « Père, ce que tu fais, ce n'est pas un abbé africain qui le ferait ! ». Pour moi, j'avoue que de telles réflexions sont un constat d'échec : nous n'arrivons pas à former une chrétienté apte

à vivre par elle-même, avec ses propres prêtres, issu de son peuple, avec ses propres œuvres qu'elle serait capable d'animer...

Aussi quand des autochtones, prêtres laïcs, religieuses, étudiants ou autres, nous interpellent d'une façon à laquelle nous ne nous attendions pas, ne devons-nous pas accepter d'être critiqués et rétablir le dialogue ? Dans leur déclaration du mois d'octobre, les évêques d'Afrique et de Madagascar dénoncent comme contraire à l'Evangile et à l'enseignement de l'Eglise, tout geste, parole ou écrit susceptible d'entraver la collaboration entre les anciennes et les jeunes Eglises. Cette coopération, disent-ils, doit revêtir des formes nouvelles. C'est donc dans un dialogue franc et loyal qu'il faut envisager, me semble-t-il, cette nouvelle collaboration pour une indigénisation de l'Eglise en Afrique.

Mais le principe de lecture du 56 n'est-il pas de relativiser l'une ou l'autre des déclarations qu'on y retrouve, en fonction de la situation qui l'a occasionnée ? C'est sans doute la principale difficulté : chaque texte donné ne pouvait être lu en fonction des variables qui d'ailleurs se combinent différemment. *A moi qui viens d'Afrique, les réactions d'Asie et d'Amérique du Sud m'ont paru plus sérieuses, plus réfléchies ; celles d'Afrique étaient plus passionnées, mais derrière, il y a des situations qu'il faudrait analyser...*

Il n'empêche que nous sommes à un point final de la mission telle qu'elle était traditionnellement conçue : ces critiques me semblent valables parce que nous sommes à un tournant de *la mission. Le tournant, je le vois dans le fait que nous sommes en présence de communautés de croyants, avec des pasteurs autochtones et un peuple chrétien qui doivent prendre en main l'évangélisation. Une première période est franchie. Que les étrangers soient là ou non, la mission doit continuer.*

Cette dernière affirmation rejoint le témoignage d'un prêtre africain : le numéro ne lui est pas apparu comme une attaque des missionnaires, mais comme un appel à réfléchir sur sa propre responsabilité : *C'est moi, Africain, qui me suis senti agressé par ce cahier. Ce qui m'a le plus étonné, c'est la réaction des évêques. Il me semblait que ce* Spiritus 56 *était une plate-forme d'échanges sur un problème qui nous était commun et qui pouvait permettre aux deux communautés, celle des autochtones et celle des expatriés, de dialoguer (le mot d'expatrié me semble d'ailleurs assez faux). Mais en lisant ce numéro, je me disais que la vraie question était : qu'est-ce que nous voulons faire ensemble en Afrique ? Bien sûr, nous pouvons parler en termes de colonialisme, d'impérialisme ou de racisme. Seulement, je crois que c'est dépassé. Mais il me semblait que nous ne pouvions plus dire : c'est nous qui maintenant construisons l'Eglise ; vous, les étrangers, vous n'avez plus qu'à vous taire et à vous soumettre. Cela me semblait aussi faux que le point de départ. Il me semblait au contraire que nous pouvions nous poser la vraie question : le christianisme est-il une parole libératrice, permettant le plein épanouissement de l'homme ? Et il me semblait que si nous nous interrogions ensemble sur cette question, nous pourrions créer un avenir. Dans la lecture de ce numéro, trois attitudes étaient possibles : ou bien on laissait tomber certaines affirmations et on récupérait le reste et c'était malhonnête. Ou bien nous réagissions comme les évêques, et nous n'avions bientôt plus la liberté de parole. Ou bien nous partions de là pour faire une recherche plus profonde parce que nous avions ensemble la volonté d'incarner le message de Jésus Christ.*

4/ Dans le courrier reçu depuis six mois, plusieurs lecteurs nous ont fait connaître leur avis sur ce cahier. Pour rester dans la perspective du numéro 59, nous publions donc cette fois les lettres qui concernent le numéro 56, et seulement celles-là, remettant les autres à un prochain courrier.

243/ Sénégal : P. Thalmann. *Je n'ai pas l'habitude d'écrire aux revues qui tombent dans mon courrier. Mais aujourd'hui, je tiens à vous faire parvenir cette lettre pour vous exprimer mon profond désappointement devant l'orientation actuelle de* Spi-

ritus. *Autant nous avions goûté le sérieux de vos articles, du temps où vous vous intituliez « Cahiers de spiritualité missionnaire », autant nous ne vous suivons plus actuellement dans l'expression de ce que vous appelez « expérience et recherche missionnaires ».*

Vous n'êtes plus un soutien spirituel pour nous, mais bien parfois une tentation de découragement. En devenant une tribune ouverte à tous les contestataires en mal d'écrire, vous êtes en train de semer la discorde dans les rangs du clergé africain et missionnaire, dans les séminaires où vous attisez les ferments de xénophobie toujours latents chez tous les peuples.

Votre dernier numéro devrait vous donner l'occasion de faire votre examen de conscience. Un article comme Démission, *à qui vous donnez l'honneur de vos colonnes, est un vrai scandale. Qu'en doivent penser les responsables des Eglises d'Afrique, eux qui ont à porter effectivement le poids de l'évangélisation de leurs peuples ? On aurait aimé le savoir ! Mais aucun d'eux ne paraît avoir été consulté par votre revue ! Et qu'en pense le Seigneur, qui nous appelle à la Charité et à la Communion ? Plus vous vous éloignez des sources évangéliques de la mission, pour traiter des phénomènes sociologiques et politiques qui s'y rapportent, et moins votre revue trouvera notre accord. Car, dans ce domaine, préjugés et points de vue peuvent être très divergents.*

Mais si vous ne croyez plus à la mission Ad Gentes, à ses racines évangéliques, à ses motivations spirituelles et ecclésiales, il serait préférable de saborder votre revue. Cela vaudrait mieux que de saper l'admirable édifice missionnaire que vos confrères ont contribué à bâtir depuis plus de cent ans, et de troubler les jeunes Eglises qui sont le fruit de leur générosité. Nous pensons que votre responsabilité est grande devant le Seigneur, si, au lieu d'être un soutien pour l'annonce de l'Evangile, et un ferment d'unité dans l'Eglise, vous devenez au contraire un agent de trouble et de découragement.

Voilà ce que je voulais vous écrire, en espérant que, puisque vous êtes à « l'écoute des autres », ce son de cloche ait aussi sa répercussion chez vous (28.8.74).

- Merci de nous rappeler notre responsabilité. Elle est réelle, mais nous pensons que ce n'est pas en taisant les vérités partielles qu'on est en marche vers la vérité. Il ne s'agit pas de saper l'édifice missionnaire, mais de poursuivre la recherche et la marche en avant d'un peuple de Dieu qui se crée dans les difficultés d'une histoire.

244/ Haute-Volta : S^r Christine. *En dernière page de* Spiritus n° 56, *vous nous invitez vivement à vous donner nos réactions après lecture de ce numéro double. Je viens seulement de le lire et je vous écris ce que j'en pense, espérant qu'à votre tour, vous recevrez cette lettre avec un esprit ouvert et sain.*

Tout d'abord, toutes mes félicitations pour votre initiative (l'enquête auprès des indigènes pour savoir ce qu'ils pensent des missionnaires qui sont ou ont été en pays étrangers). J'ai lu avec intérêt les réponses. Ayant déjà par le passé, entendu pas mal de réflexions de ce genre, je n'en ai guère été étonnée. Permettre ainsi à tout un éventail de personnes de s'exprimer librement ne peut être que bénéfique. Ce que je trouve regrettable, c'est que dans ce même numéro, vous ayez inséré un article, La démission, *absolument inacceptable. Tout le bienfait que l'Eglise aurait pu retirer de l'enquête risque de basculer et causer beaucoup de mal, non seulement aux missionnaires, mais aussi à toute la chrétienté. Je crois que vous avez d'autres choses à faire que de publier semblables articles, ou alors changez le titre de votre revue.*

Je me permets maintenant de vous poser une question : y a-t-il parmi les membres de la rédaction quelques missionnaires ayant vécu de longues années en Afrique ? Sinon, je crois qu'il serait bon d'y faire intégrer missionnaires et Africains. N'oubliez pas non plus d'invoquer l'Esprit-saint...

C'est ce que je viens de faire puisque j'ai ouvert ma Bible au hasard pour y puiser lumière et réconfort et voici ce qui est tombé sous mes yeux : « Nombreux sont en effet les esprits rebelles, les vains dis-

coureurs, les séducteurs... Il faut leur fermer la bouche ; ces gens-là bouleversent des familles entières ; enseignant pour de scandaleux profits, ce qui ne se doit pas. L'un d'entre eux, leur propre prophète, a dit : « Crétois, perpétuels menteurs, mauvaises bêtes, ventres paresseux ; ce témoignage est vrai. Aussi, reprends-les, pour qu'ils conservent une foi saine, sans prêter attention à des fables juives et aux prescriptions de gens qui tournent le dos à la vérité. Tout est pur pour les purs. Mais pour ceux qui sont souillés, et qui n'ont pas la foi, rien n'est pur. Leur esprit même et leur conscience sont souillés. Ils font profession de connaître Dieu, mais, par leur conduite, ils le renient : êtres abominables, rebelles, incapables d'aucun bien (Tite 1,10-16). (8.12. 74).

- En relisant le nº 56, je n'ai pas trouvé que Fabien Eboussi était plus dur que les autres. Sa réflexion était plus structurée, écrite d'une plume alerte et elle m'apparaissait plus un appel aux Africains qu'une critique réelle des missionnaires.

245/ Gabon : P. Girod. *Dialogue avec l'Equipe de* Spiritus : *On épilogue beaucoup sur la nécessité actuelle des missionnaires étrangers. Pour certains, ils n'ont plus guère de raison d'être. Pour d'autres, leur rôle serait plutôt marginal. Mais pour en parler avec objectivité, il faudrait peut-être tenir compte de la conjoncture économique, sociale, culturelle. Or, que constate-t-on ? En Zambie, 80 % des cadres dans les mines de cuivre sont toujours des Blancs. Sur le plan agricole, la récession est générale. On pourrait multiplier les exemples.*

Que dire des écoles ? Nullement souhaitées et pour cause. Les Anciens avaient assez de perspicacité pour prévoir qu'elles devaient bouleverser la vie sociale, ce qui est arrivé. Il y eut un naïf pour affirmer : « ouvrir une école, c'est fermer une prison ». Il a eu beaucoup d'émules à travers le monde. La multiplication inconsidérée des écoles a eu des conséquences très graves, d'autant plus qu'il ne s'agit que d'une copie servile du système scolaire français, qui est justement l'objet de beaucoup de critiques en France même. Aucune adaptation n'est envisagée et ceux qui suggèrent quelque chose dans ce sens sont soupçonnés de vouloir des écoles au rabais. Et pourtant, elles déracinent la jeunesse, la précipitent vers les villes, la détournent de l'agriculture et des professions artisanales.

La formation du clergé suit la même ligne. Elle est du même type que celle que reçoivent tous les fonctionnaires. Le clergé se coupe pratiquement de la masse qui ne suit pas et ne peut pas suivre. A-t-on réfléchi à la position d'un docteur en médecine africain, perdu dans un poste de brousse ? Il est de niveau universitaire, mais il est absolument seul dans ce cas, il plane au-dessus d'une masse restée au stade primaire. Quel échange ce médecin pourra-t-il avoir ? Comment pourra-t-il se maintenir ? Les hommes du calibre du Dr Schweitzer sont rarissimes. Et le prêtre africain avec sa culture universitaire, jeté en brousse, comment prendra-t-il la chose ? Que deviendra-t-il ? Comme le docteur, il le sait très bien. C'est pourquoi il fait des pieds et des mains pour occuper un poste en ville. Peut-on l'en blâmer ?

Alors quel clergé pour la brousse ? Ou convient-il d'attendre de longues années avant d'en envoyer, en espérant une élévation problématique du niveau social et culturel ? Une autre alternative : se contenter d'un clergé au rabais ? Un clergé partageant la vie des gens, animé d'une foi simple comme la leur, pas obnubilé par le souci de rester accroché au sommet de l'échelle sociale, avec un train de vie comparable à celui des « élites »...

246/ Tanzanie/ Paul Betbéder. *Votre numéro 56,* L'écoute des autres, *m'a beaucoup intéressé. Puisque vous encouragez les réactions de vos lecteurs, je vous écris ce mot au fil de la plume. Tout d'abord, ce qui frappe, c'est la variété des situations d'un continent à l'autre, et bien souvent aussi dans le même continent. De ce prisme aux couleurs si variées, il est intéressant de se faire une lumière assez unie et éclairante.*

Pour ce qui est de l'Afrique, je suis frappé de la majorité des réponses qui viennent du Cameroun. Je les trouve très négatives dans l'ensemble. Il faut croire que, si l'Esprit y a soufflé en tornade il y a quarante ans, les retombées actuelles (qui varieront

peut-être avec le recul du temps, d'ici un ou deux siècles), donnent l'impression d'une franchise assez ombrageuse. Comme j'ignore tout de la situation, je l'enregistre sans autre commentaire.

Le groupe de Dakar m'a beaucoup intéressé dans l'ensemble. Mais j'ai l'impression que pris par les vagues actuelles de la critique des années 1960, ils manquent de la critique historique pour juger des événements des cent dernières années. Mais là, j'ai bien peur de me tromper, car l'Afrique occidentale m'est forcément un peu étrangère (quoique je m'y sois toujours intéressé). Quand ils répètent que les missionnaires, à 99 %, ont suivi les colons et les administrateurs, je crois que cette généralisation est fausse. Je connais bien des cas où il y a eu des tensions très fortes (quoique peut-être pas criées sur les toits) entre une administration un peu franc-maçonne et anticléricale parfois, et des missionnaires Don Quichotte qui ne se battaient pas seulement pour des moulins à vent, et qui y ont parfois laissé leur vie.

Pour ce qui est de l'autonomie financière, il est sûr qu'il y a là un problème dont je ne vois pas la solution. Que les prêtres venus de l'étranger ne puissent pas vivre 100 % au niveau local, c'est évident : ils seraient tous morts bien jeunes s'ils avaient essayé. Que le niveau des prêtres locaux et celui des prêtres étrangers doivent être le même, cela est une autre évidence. Alors les prêtres locaux doivent-ils avoir un train de vie tellement supérieur au milieu dont ils sont issus ? Et les ressources locales étant faibles, l'efficacité apparente (matérielle) semble être plus limitée que celle des prêtres étrangers. Il y a un problème dont je ne vois pas la solution. Mais le matériel compte-t-il seul ? Il me semble que l'efficacité spirituelle (et réelle en fin de compte) n'est pas à négliger. Et là, les prêtres locaux ont avec le milieu dont ils sont originaires, une connaturalité qui les rend souverainement efficaces.

La « voix du Proche-Orient », je l'ai trouvée très intéressante... Enfin, je tire mon chapeau à l'article de John Mbiti, notre voisin de Makérere (Kampala-Uganda) pour ce qu'il dit de la théologie africaine. Je le trouve très juste et bien nuancé.

Je m'excuse d'avoir été si long. Cela montre seulement mon intérêt pour ce si beau numéro de Spiritus ! *(15.10.74).*

- Merci à un homme qui a passé 40 ans de sa vie en Tanzanie et qui garde une telle qualité d'accueil et d'ouverture quand il lit les autres.

247/ Cameroun : F. Brochard. *Je termine la lecture du n° 56 de* Spiritus. *C'est bien qu'une revue faite par des Congrégations missionnaires ait le courage de poser de telles questions et d'en publier les réponses !*

J'ai quand même regretté le manque de nuances du P. Fabien Eboussi Boulaga. De nombreux missionnaires ont à revoir leur conception de la mission, c'est certain. Il y en a qui ne le pourront pas et qui partiront en ayant l'impression d'avoir perdu leur vie. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'être agressif pour les aider à « bien » partir.

Je ne suis pas d'accord non plus avec sa manière de juger l'action des Fidei Donum, des missionnaires laïcs, etc. (peut-être parce que j'en suis !) Il y a eu des ratages, c'est inévitable. Pourtant, j'ai cru voir, au cours de voyages, qu'il y a plus de réussites que de pépins. Peut-être le Père et moi, n'avons-nous pas les mêmes lunettes ! Pour moi, je crois beaucoup à l'action des Fidei Donum, Missionnaires laïcs et autres, pour faire la transition entre la mission et l'Eglise locale. Entre autre, parce que quelqu'un qui passe sentira la nécessité de se préparer un remplaçant plus facilement que quelqu'un qui reste longtemps... Ceci dit, merci encore pour ce travail qui nous aidera à être plus lucide (28.8.74).

248/ Tchad : P. F. Jochum. *J'ai lu avec intérêt le n° 56, très intéressant à tous points de vue. L'écoute des autres, parce que ce sont les voix d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui se sont fait entendre... Très bien. J'allais dire : il était temps. Cependant, je me permets encore d'être insatisfait. Pour moi, l'autre, c'est non seulement l'Africain, mais l'Africain qui n'est pas compromis dans la « hiérarchie ». Je voudrais entendre le chrétien sans prétentions, qui ne porte pas d'étiquette, parce*

qu'au bout du compte, la Bonne Nouvelle, elle est surtout pour lui. La Bonne Nouvelle est trop simple pour les « curés » (j'en suis) d'Europe ou d'Afrique...

Alors ce que j'attends, l'autre que je voudrais écouter, c'est le chrétien africain qui n'est pas à moitié blanc. C'est là une entreprise peut-être un peu difficile, mais qui vaudrait la peine d'être tentée... Bon courage et merci pour le travail que vous faites (13.8.74).

- Une suggestion pleine d'intérêt, mais de réalisation difficile...

249/ Rwanda : Jean Massion. *Je viens de recevoir et de parcourir avec un très vif plaisir le n° 56 de* Spiritus. *Chargé du Secrétariat de rédaction de la revue* Dialogue *au Rwanda, je voudrais envisager, après consultation de notre Comité de rédaction, de reproduire l'un ou l'autre texte de ce numéro. Je songe en particulier au texte de Kalenga Matembele,* Questions à la mission d'aujourd'hui, *pp. 256 et ss. J'apprécie beaucoup l'effort de réflexion auquel* Spiritus *invite les missionnaires et vous remercie beaucoup pour les services ainsi rendus (17.6.74).*

250/ Tananarive : Bernard Chandon-Moët. *Disposant de peu de temps pour prendre connaissance de la dernière livraison de* Spiritus, *j'ai commencé d'emblée par ce qui se trouvait sous la signature d'Eboussi, et j'ai été ainsi immédiatement mis au parfum... Quand je le pourrai, je reprendrai ma lecture, mais à première vue, le numéro me semble bon, encore que ce soit une gageure de présenter ensemble ces trois continents. Pour l'Afrique, vous le dites d'ailleurs, c'est certainement bien dommage que presque uniquement des voix de clercs se fassent entendre, je ne veux pas dire, d'ailleurs, par là que cela les tempérerait forcément, mais cela les enrichirait à coup sûr (12.9.74).*

251/ Cameroun : Marie-Christine Melounou-Archambault. *C'est aussi bien en tant que catholique élevée depuis ma plus petite enfance dans le sillon de Péguy et de Blondel, qu'en tant que Française vivant depuis 6 ans au Cameroun, qu'en tant que femme de Camerounais depuis 6 ans aussi, qu'en tant que professeur de secondaire depuis 14 ans, que je vous écris au sujet de votre numéro de* Spiritus *sur* l'écoute des autres. *Je n'ai lu que les articles sur le Cameroun et à peine survolé les autres. Je ne peux donc vous donner que quelques impressions générales.*

1. Ce qui me frappe en lisant ces articles, c'est que j'y retrouve le reflet de mes difficultés dans les premières années d'enseignement : « Ils nous ont fait des programmes trop chargés ». Or, l'épanouissement que je trouve actuellement à enseigner vient de ce que, ayant pu faire une synthèse entre les programmes, les connaissances empiriques de mes élèves, il n'y a plus de « ils » dans ma pensée, mais des « je ». Ce déséquilibre de mes premières années d'enseignement, c'est celui que je ressens violemment dans tous les articles signés des Camerounais.

2. C'est ce que mon mari, catholique lui aussi, mais de nature très indépendante, a exprimé ainsi : « Mais quand est-ce que tous ces curaillons qui tapent sur le dos des missionnaires, quand est-ce qu'eux, ne serait-ce qu'une seule fois, se sont réunis ensemble *pour essayer de changer quelque chose ? »*

3. Il n'en reste pas moins que les difficultés sont là : - où est l'étincelle qui déclenche la maturité ? - être missionnaire, être française, être éwando de Nbalmayo, ça vous marque.

4. Pour terminer, une note d'espoir : et nous, les laïcs de toutes races et de toutes conditions, secouons-nous ! (23.10.74).

- Nous sommes heureux que des laïcs comme vous soient engagés dans cette recherche de communion entre les cultures pour nous aider tous à mieux poser les vraies questions...

la rédaction

lettre aux lecteurs

■ Dans ce cahier 59, deux séries d'articles n'ont pu trouver place par suite de l'abondance des matières que nous avions à vous présenter. Ce sont d'abord les témoignages ou monographies dans lesquelles plusieurs de nos amis nous ont communiqué leurs prises de position personnelles sur les problèmes de la mission qui font l'objet de ce numéro. Nous avons dû également renoncer à faire paraître les recensions de nombreux livres qui nous sont parvenus des maisons de presse.

■ Nous nous excusons de ce retard auprès de nos amis ainsi qu'auprès des auteurs et des éditeurs qui veulent bien nous communiquer leurs ouvrages. Le cahier de l'été prochain fera une large place à ces documents dont nous avons apprécié l'intérêt pour les lecteurs de *Spiritus*.

■ Action catholique et Mission (Secrétariat, 7, rue Paul Lelong, 75002 Paris) et Centre de Formation et d'Echanges internationaux (73, rue des Héros-Nogentais, 94130 Nogent-s.-Marne) offrent aux missionnaires des Sessions d'été. Se renseigner auprès des secrétariats.

flashes et nouvelles

■ Nos amis Robert Ageneau et Denis Pryen nous ont fait part de leur nouvelle orientation et de leurs travaux actuels : en liaison avec Idoc-International, ils assument la responsabilité d'Idoc-France. Leur centre d'activité est la librairie L'Harmattan (18, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris) où ils présentent les ouvrages traitant des problèmes d'Afrique ainsi que des questions touchant à la théologie contemporaine. Un premier volume est déjà paru sur le Portugal et d'autres suivront prochainement.

■ Tous ceux qui s'intéressent à la marche des événements dans l'Amérique latine liront avec le plus grand profit le document que vient de faire paraître le P. Michel Duclercq, fondateur des Equipes enseignantes. *Dix ans de flux et reflux en Amérique latine... Vers quel large ?*, tel est le titre de ce dossier qui fait le point à ce jour sur le plan de la société et sur celui de l'Eglise. Nous recommandons vivement la lecture de « ce fascicule qui mériterait de devenir un livre » à tous nos amis. On peut se le procurer à Dialogue et Coopération, 140, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

point d'orgue

Notre cœur
et nos jours
ne sont pas
sans épreuves
mais
au milieu
de nos craintes
et
de nos bonheurs
nous avons appris
que l'amour
est plus fort
que la haine,
l'accueil
plus beau
que le refus,
la justice
plus riche
que l'oppression,
la communion
plus humaine
que l'isolement
et la vie
meilleure
au goût
que la mort.

André Gignac
« Quand
l'espoir
se fait
parole »

Editions
du Cerf.

Imp. Saint-Paul, 55001 Bar le Duc. Dép. lég. 2e trim. 1975. N° IV-75-535